

INSTITUT DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES ET
DU DEVELOPPEMENT

TOURISME ET REDUCTION DE LA PAUVRETE
ETUDE DES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES
DE L'AGRO-ECOTOURISME DU
PARQUE DE LA PAPA
(CUSCO-PEROU)

MEMOIRE

Présenté en vue de l'obtention du diplôme de
Master en études du développement (MDev)

par
Cristian Terry
(Pérou)
Genève
2011

Remerciements

Par ces quelques lignes, je souhaiterais mentionner les personnes qui ont rendu possible la réalisation de ce mémoire.

Tout d'abord, j'aimerais remercier les paysans et paysannes du *Parque de la Papa* qui m'ont accueilli chaleureusement au sein de leurs communautés. Sans leurs témoignages et leur hospitalité, cette recherche n'aurait simplement pas pu voir le jour.

Je souhaiterais également adresser de sincères remerciements aux membres d'ANDES qui m'ont ouvert les portes de l'ONG et m'ont permis de m'introduire dans le Parc. Ils ont facilité le contact avec les habitants des communautés. Et toutes les informations qu'ils m'ont fournies ont été de grande utilité dans l'élaboration de mon mémoire.

Je voudrais enfin remercier mes amis et ma famille qui, durant mon séjour à Cusco, m'ont fortement soutenu et encouragé dans la réalisation de ce travail.

Acronymes et abréviations

ACDP	Asociación de Comunidades del Parque de la Papa Association des communautés du Parc de la pomme de terre
ANDES	Asociación para la Naturaleza y el Desarrollo Sostenible Association pour la nature et le développement durable
APBCI	Area de conservación del Patrimonio Bio-Cultural Indígena Aire de conservation du patrimoine bio-culturel indigène
ATP	Acteurs touristiques du Parc de la pomme de terre
BCRP	Banco Central de Reservas del Perú Banque Centrale de Réserves du Pérou
CIP	Centro Internacional de la Papa Centre international de la pomme de terre
DIRCETUR-Cusco	Dirección Regional de Comercio Exterior y Turismo (Región Cusco) Département régional du commerce externe et tourisme (Région de Cusco)
INEI	Institut national de statistiques et d'informatique Instituto Nacional de Estadísticas e Informática
MINCETUR	Ministerio de Comercio Exterior y Turismo Ministère du commerce extérieur et du tourisme
NBI	Nécessités de base insatisfaites
PBCI	Patrimonio Bio-Cultural Indígena Patrimoine bio-culturel indigène
PdP	Parque de la Papa Parc de la pomme de terre
PEN	Nuevo Sol (dénomination de la monnaie péruvienne selon le code international des monnaies)
PromPerú	<i>Comisión de Promoción del Perú para la Exportación y el Turismo</i> Commission de promotion du Pérou pour l'exportation et le tourisme
ONU	Organisation des nations unies
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMT	Organisation mondiale du tourisme
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
TRC	Turismo Rural Comunitario Tourisme rural communautaire
USD	Dollar américain (dénomination de la monnaie des Etats-Unis selon le code international des monnaies)

Résumé

Ce mémoire questionne l'association « tourisme et réduction de la pauvreté », objet de controverses. A l'heure du « tourisme rural communautaire » supposé bénéficier aux communautés autochtones, il ancre sa réflexion à Cusco ; région à la fois très touristique et fortement touchée par la pauvreté.

A travers l'étude des impacts socio-économiques de l'agro-écotourisme du *Parque de la Papa*, cette recherche montre que le tourisme peut contribuer à l'amélioration des conditions en milieu rural andin. Cela se manifeste de plusieurs manières : revenus pour les acteurs locaux (et, plus largement, pour les communautés), amélioration du capital humain, articulation tourisme-agriculture-élevage renforçant la sécurité alimentaire et création d'emplois locaux. Ces éléments limitent la migration et les travaux précaires en dehors des communautés. Ce mémoire, en apportant des résultats différents des autres études sur le sujet, donne un éclairage nouveau au débat sur le lien entre tourisme et réduction de la pauvreté.

Mots clés : *tourisme, pauvreté, impacts socio-économiques, capital monétaire, capital humain, sécurité (souveraineté) alimentaire, migration.*

Table des matières

INTRODUCTION	5
QUESTION DE RECHERCHE ET APPROCHE ADOPTEE	8
METHODOLOGIE	10
1. CADRE THEORIQUE	12
1.1 LES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DU TOURISME : UN BILAN CONTROVERSE	12
1.2 LE TOURISME AU PEROU ET DANS LA REGION DE CUSCO : CONTEXTUALISATION ET TYPOLOGIE	15
1.3 LA PAUVRETE RURALE DANS LES ANDES PERUVIENNES ET DANS LE <i>PARQUE DE LA PAPA</i> : QUELQUES CHIFFRES ET FACTEURS	18
2. DESCRIPTION DU TERRAIN	23
2.1 QU'EST-CE QUE LE « PARC DE LA POMME DE TERRE » (PDP)?	23
2.2 <i>PARQUE DE LA PAPA</i> : CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE	26
2.3 L'AGRO-ECOTOURISME DU <i>PARQUE DE LA PAPA</i>	29
2.3.1 STATISTIQUES	30
2.3.2 ORGANISATION INTERNE DU PDP ET DE L'AGRO-ECOTOURISME	33
2.3.3 OFFRE TOURISTIQUE	45
2.3.3 DEMANDE TOURISTIQUE	48
2.3.4 POTENTIEL ET LIMITES AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRO-ECOTOURISME	54
3. LES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES DE L'AGRO-ECOTOURISME	62
3.1 CAPITAL MONETAIRE	62
3.1.1 CAPITAL MONETAIRE DIRECT : DISPARITES DANS LA DISTRIBUTION DU REVENU TOURISTIQUE	62
3.1.2 CAPITAL MONETAIRE INDIRECT : <i>FONDO COMUNAL</i>	77
3.2 ARTICULATION DE L'AGRO-ECOTOURISME AVEC D'AUTRES ACTIVITES ECONOMIQUES : VERS UNE SECURITE (SOVERAINETE) ALIMENTAIRE	86
3.3 CAPITAL HUMAIN	93
3.4 EFFET DE L'AGRO-ECOTOURISME SUR LA MIGRATION	96
CONCLUSION	100
BIBLIOGRAPHIE	106

Introduction

Le tourisme et la pauvreté sont tous deux des phénomènes sociaux répandus à l'échelle planétaire. Le premier est en expansion constante, à tel point qu'on se dirigerait vers une « touristification de la planète »¹ : nouvelles destinations, nouvelles formes de tourisme et un nombre grandissant de populations concernées. La seconde est l'un des « maux » qui affecte de nombreuses personnes, notamment dans les pays du Sud. Elle représente un problème social mondial que l'on veut éradiquer, alors que l'on encourage souvent le développement du tourisme partout dans le monde. Diverses organisations internationales (OMT, PNUD, etc.), gouvernements (nationaux et régionaux) et certains auteurs voient dans le secteur touristique, de par son importance économique (création d'emplois, de revenu), un moyen pour lutter contre la pauvreté. D'autres, au contraire plus sceptiques, relativisent ou mettent en question l'équation « tourisme = réduction de la pauvreté ».

Le présent mémoire s'interroge sur cette équation en s'appuyant sur le cas péruvien ; cas illustrant bien la question. D'un côté, le pays présente une situation alarmante en termes de pauvreté, qui continue à affecter principalement les populations rurales et autochtones², malgré les progrès faits ces dernières années. De l'autre, le Pérou demeure une destination touristique internationale qui reçoit de plus en plus de touristes, notamment motivés à visiter le Machu Picchu³. Mais encore, appuyé par diverses organisations internationales⁴, l'Etat péruvien a commencé à promouvoir le développement d'un tourisme capable de bénéficier plus directement aux populations locales, notamment celles qui sont touchées par la pauvreté. On voit ainsi émerger un

¹ Michel (1998).

² Figueroa et al. (1996) ; Franco (2007).

³ La figure B (in annexe 2) montre l'énorme importance du Machu Picchu en termes touristiques.

⁴ A ce propos, on peut citer « le projet de développement Corredor Puno-Cusco » (*Proyecto Desarrollo Corredor Puno-Cusco*) qui se focalise sur les populations rurales principalement. Ce projet est issu d'un travail commun entre le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Fond national de coopération pour le développement social (*Fondo Nacional de Cooperación para el Desarrollo Social – FONCODES*) du Ministère péruvien de l'agriculture. Il a comme objectif général de contribuer à la réduction de la pauvreté des familles rurales et à l'augmentation de leurs revenus à travers la promotion des capacités dans la gestion de business et des projets. Et le tourisme est un secteur qui *Corredor Puno-Cusco* a privilégié et promu auprès de plusieurs communautés andines. Par exemple, lors de mon premier travail de mémoire (Terry, 2009), j'ai pu observer que *Corredor Puno-Cusco* a financé en partie le projet de *turismo vivencial* de l'association *T'ikariy* (communauté andine de Chawaytire) avec des cours de cuisine, entre autres. L'implémentation du *turismo vivencial* au sein de la communauté de Racchi financé par la même entité en est un autre exemple. Pour en savoir plus, visiter : <http://www.corredorpuno-cusco.org/> (consulté en mars 2011).

nouveau type de tourisme : le « tourisme rural communautaire » (écotourisme, *turismo vivencial*⁵, etc.) qui bénéficie directement aux populations locales⁶.

Sans préavis et conscient de la variabilité des effets du tourisme sur plusieurs dimensions (socio-économique, culturelle, environnementale) comme l'a démontré la littérature scientifique⁷, je limiterai mon analyse à la question de la pauvreté. D'autre part, je focaliserai ma recherche plus précisément sur le projet d'agro-écotourisme du *Parque de la Papa* (« Parc de la pomme de terre ») situé dans la région de Cusco ; région à la fois très touristique et fortement marquée par une pauvreté rurale, surtout chez les populations autochtones – en l'occurrence chez les Quechuas des Andes péruviennes. Il s'agit ainsi d'une étude de terrain qui interroge le discours sur les effets du tourisme en termes de réduction de la pauvreté.

Le choix du terrain se justifie par l'association qu'il permet de faire entre tourisme et pauvreté. La région de Cusco – poumon touristique du pays – se trouve parmi les destinations touristiques les plus importantes de l'Amérique du Sud en attirant des milliers des visiteurs nationaux et internationaux chaque année⁸. Le Machu Picchu – érigé parmi les sept merveilles du monde moderne – et tout le legs archéologique préhispanique de la région (principalement incaïque) en constituent le principal attrait. D'un autre côté, Cusco demeure une des régions les plus touchées par la pauvreté, voire la pauvreté extrême. Des phénomènes comme la malnutrition et l'insécurité alimentaire en sont à la fois cause et conséquence. Cette situation de caractère structurel peut encore se précariser par des facteurs conjoncturels. Par exemple, l'inondation du début de 2010 a ravagé plusieurs vallées de la région de Cusco ayant comme conséquences : la destruction des champs de maïs, la perte de stocks de récolte, des milliers de locaux sans toits⁹. Le contraste que présente cette région¹⁰ du monde permet ainsi de se questionner sur l'interaction entre tourisme et pauvreté et,

⁵ D'après mes recherches, le terme *turismo vivencial* semble être utilisé particulièrement au Pérou. Ce type de tourisme est souvent associé à un tourisme « responsable », « social », « solidaire », voire à l'« écotourisme » au sens large du terme. Il s'agit d'une forme de tourisme qui vise à rapprocher le touriste de la culture locale en cohabitant avec la population autochtone, et plus particulièrement en séjournant chez une famille (où l'on passe une ou plusieurs nuits).

⁶ Consulter notamment la publication de PromPerú (2007) sur le « tourisme rural communautaire ».

⁷ Delisle et Jolin (2007) ; Cazes (1992).

⁸ Pour plus d'information et de chiffres sur le tourisme au Pérou et à Cusco, voir annexe 2

⁹ Revista Andina (2010).

¹⁰ Ce contraste a été déjà relevé par d'autres auteurs, par exemple Guidon (2009) qui a fait son mémoire sur tourisme, décentralisation et mouvement sociaux dans la région de Cusco. Un article de Ardito Vega (2003) met aussi en contraste la misère et la splendeur de Cusco.

plus spécifiquement, entre les possibles apports du premier (recettes, emplois, etc.) pour combattre la dernière (améliorations économiques, investissements sociaux, etc.). D'autant plus que l'on assiste aujourd'hui à l'émergence d'un tourisme plus proche des communautés andines. Cela réactualise le débat sur la question et rend légitime une étude scientifique.

L'intérêt de se focaliser sur l'activité touristique revient à son expansion grandissante auprès des populations andines rurales en tant que source de revenu supplémentaire à leur activité agricole. Dans un contexte où l'agriculture est encore monnaie courante et où le système capitaliste fait désormais partie du quotidien andin, il est indispensable de regarder de près l'articulation entre l'économie d'autoconsommation et l'économie capitaliste véhiculée entre autres par le tourisme. Cette articulation permettrait de mieux comprendre les stratégies locales pour faire face à une situation de pauvreté déjà présente, ou pour le moins, toujours latente dans le milieu andin. Lors de mon étude au sein de la communauté de Chawaytire¹¹, j'ai pu observer comment, grâce à la commercialisation touristique des tissus traditionnels, les tisserands locaux ont investi une partie du capital dans l'agriculture et l'élevage et, une autre partie notamment dans l'éducation des enfants. Cette étude de terrain a fortement éveillé mon intérêt pour la thématique du tourisme et ses possibles effets sur la pauvreté rurale andine. Elle a constitué un premier aperçu de la question que j'aimerais prolonger et approfondir avec ce travail.

De manière plus spécifique, le choix du *Parque de la Papa* revient à l'éclairage qu'il peut porter sur l'équation tourisme – réduction de la pauvreté. D'une part, l'un des objectifs principaux est l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim des communautés andines. D'autre part, le tourisme y occupe une place importante en tant que source de revenu supplémentaire, qui pourrait à long terme servir d'autofinancement du Parc afin d'assurer sa pérennité et permettre une autogestion complète par les communautés membres. Ainsi, ils deviendraient indépendants du financement externe (le Parc est actuellement sous la tutelle et le financement d'Andes). Par là, le *Parque de la Papa* envisage un projet durable inscrit, entre autres, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Cela renforce l'intérêt d'étudier de plus près le cas du Parc ; d'autant plus que celui-ci propose un agro-écotourisme

¹¹ Travail de mémoire à l'Université de Lausanne (Terry, 2009).

comprenant une diversité de « produits/services touristiques » (guide, restauration, logement, etc.) qui vont au-delà de la pure vente artisanale sur laquelle mon premier mémoire s'est focalisé. Enfin, le Parc comprend plusieurs communautés, ce qui rend encore plus intéressant son étude par rapport à d'autres projets focalisés uniquement sur une communauté.

Question de recherche et approche adoptée

Ce mémoire circonscrit ainsi son étude à l'agro-écotourisme du *Parque de la Papa*. Partant de cette étude de terrain, il vise à répondre à la question de recherche principale :

Dans quelle mesure le tourisme peut-il contribuer à la réduction de la pauvreté rurale dans la région andine ?

Pour répondre à celle-ci, je m'intéresserai notamment au rôle que l'agro-écotourisme joue dans le Parc et dans l'économie paysanne, à la redistribution des recettes qu'il génère, à son articulation avec d'autres activités économiques (agriculture, élevage, vente de main d'œuvre, etc.), à son investissement économique et social (éducation, alimentation, etc.) ainsi qu'aux limites qu'il présente en tant que projet visant à réduire la pauvreté.

Ce mémoire vise à répondre à la question de recherche en se focalisant sur le point de vue local, plus particulièrement de ceux qui sont directement concernés par le tourisme du Parc. Il met l'accent sur le discours local vis-à-vis l'agro-écotourisme. A travers ce discours, il sera question d'explorer les impacts socio-économiques de cette activité pour analyser les effets en termes de réduction de la pauvreté. Les pratiques et stratégies locales ont aussi une place importante lorsque l'on aborde cette question.

Mais comment définir la « pauvreté » ? La pauvreté est un phénomène qui n'est pas purement monétaire, mais qui recoupe de nombreuses dimensions et façons de l'approcher. Diverses approches tant « objectives » que « subjectives »¹² tentent

¹² A ce propos se référer à l'ouvrage de Frances Stewart et al. (2007) qui développe quatre approches : monétaire, capacités, exclusion sociale et participative. Certaines études abordant le cas péruvien (région du monde qui nous intéresse de plus près dans ce mémoire) prennent en considération le caractère complexe du phénomène. Par

d'appréhender ce phénomène complexe et dynamique (variant dans le temps et l'espace). Dans ce sens, il est possible d'accumuler différents types de pauvretés selon la, ou les approches retenues ; ce qui modifie l'ampleur du phénomène, sans pouvoir pour autant le saisir complètement¹³.

De par l'intérêt centré sur les populations bénéficiaires, ce mémoire privilégiera davantage un regard endogène. La question sur la réduction de la pauvreté sera abordée à travers les impacts socio-économiques que les acteurs sociaux mettent en avant (vécu local). Cela se rapprocherait d'une approche subjective du phénomène par rapport aux données « objectives » chiffrées (incidence, sévérité, IDH, IPH-1, etc.). Loin d'être données préalablement à la recherche, les composantes des impacts socio-économiques seront construites à partir des éléments énoncés localement.

L'approche objective sur la pauvreté occupera ainsi une place secondaire. Toutefois, celle-ci nous servira notamment pour décrire et contextualiser la situation socio-économique locale. Dans ce travail, les chiffres seront donnés à titre référentiel plutôt pour appuyer le discours local. Le vécu des acteurs sociaux a donc une place privilégiée dans ce mémoire. S'intéresser au vécu semble d'autant plus pertinent que l'on a affaire à des sociétés agricoles, dont le fonctionnement n'est pas forcément le même que les sociétés urbaines et occidentales (articulation d'une économie capitaliste et d'autoconsommation) et dont la « pauvreté » ne se limiterait pas à une dimension purement monétaire. Cette posture constitue une manière de ne pas tomber dans le piège ethnocentrique qui reproduit nos propres conceptions de ce qui est (doit être) la pauvreté.

Ainsi, cette étude vise non seulement à décrire l'état des lieux de l'agro-écotourisme du *Parque de la Papa*. Elle a surtout l'intention d'explorer les possibles apports et limites dans l'équation tourisme – réduction de la pauvreté à partir du regard endogène. Saisir les limites revient également à saisir les possibles perspectives pour recadrer le projet dans son objectif de lutte contre la pauvreté ; et ce dans une

exemple, Herrera (2002) élabore un tableau chiffré qui accumule trois types de pauvreté au Pérou, à savoir, « pauvreté monétaire objective », « nécessités de base insatisfaites » (NBI) et « pauvreté monétaire subjective » (pour les détails sur les chiffres, cf. tableau D in annexe 1).

¹³ Selon Fusco, la pauvreté est « *un construit hypothétique qui n'est pas observable de façon directe* » (2007 : 135). Cet auteur montre les avantages ainsi que les limites de chaque approche qui tente de saisir la pauvreté dans sa complexité.

perspective locale éclairée par le travail de terrain. Par là, il s'agit aussi de donner une portée pratique à cette recherche scientifique.

Méthodologie

Ce mémoire analyse les impacts socio-économiques de l'agro-écotourisme du Parc depuis sa naissance (2007) jusqu'à aujourd'hui (mai 2011)¹⁴. Géographiquement, l'étude se réalise dans cinq communautés du *Parque de la Papa* (situés dans le département de Cusco, province de Calca, district de Písaq). Elle privilégie une méthodologie de type qualitatif basée sur des observations de terrain et principalement sur des entretiens semi-directifs. La recherche a été effectuée durant quatre mois (février-mai 2011) en ayant pour population cible les acteurs locaux directement concernés par l'agro-écotourisme du Parc.

Les entretiens ont été réalisés auprès de 21 personnes (13 hommes et 8 femmes) provenant de différentes communautés et groupes associés au tourisme du Parc¹⁵. Les interviews ont laissé une grande liberté d'expression aux acteurs interrogés par rapport aux questions posées, ce qui a favorisé une meilleure compréhension du vécu local. Quant aux observations, elles ont été mobilisées tout au long de l'étude, durant

¹⁴ L'activité d'agro-écotourisme a démarré officiellement en juin 2007. Quelques données et informations que j'utiliserai se rapportent à cette année. Toutefois, la majorité d'information et statistiques disponibles remontent à la période 2008-2010. Quant aux interviewés, la quasi totalité d'entre eux (à l'exception de F/Paru-Paru et K/Chawaytiri qui ont commencé depuis 2007) ont commencé à travailler dans l'agro-écotourisme du Parc durant cette période. Par conséquent, ils font souvent référence à cette période et témoignent également de réalité actuelle (2011) par laquelle le projet d'agro-écotourisme traverse d'après leur point de vue. Les interviews et observations de terrain ayant terminé à la fin du mois de mai 2011, ce mémoire limite son analyse à cette date.

¹⁵ Pour plus de détails sur les interviewés, voir tableau A en annexe 3. Afin de respecter l'anonymat de personnes interviewées, leur nom a été remplacé par une lettre (allant de A à T) qui est accompagnée de la communauté d'origine. Les entretiens se sont réalisés de manière aléatoire, en essayant toutefois de représenter les différentes communautés et groupes associés au tourisme du Parc. Il importe de mentionner que les interviews avec les femmes se sont effectués, à quelques rares exceptions (O/Pampallaqta et R/Pampallaqta), en compagnie d'un homme (la plupart de temps, le mari ou le fils). Cela s'explique par une question linguistique : les femmes dominant moins l'espagnol et étant quasiment uniquement quechuaphones, contrairement à leurs homologues masculins qui sont majoritairement bilingues. Pour cette raison-là, j'ai dû avoir recours aux hommes pour qu'ils me traduisent les questions et les réponses des femmes. En outre, il faut souligner que, si la majorité des interviewés travaillait activement dans un groupe associé à l'agro-écotourisme du Parc au moment où l'étude a été réalisée, deux personnes n'y travaillaient plus. Ces deux anciens intégrants ont été néanmoins retenus de par la pertinence de leur propos. Ce choix se justifie également du fait que leur ancienneté n'influe pas sur la recherche effectuée ici. Au contraire, elle donne en quelque sorte un aperçu temporelle de la période analysé dans ce mémoire (2008-2010).

la réalisation des activités touristiques et non touristiques (travaux agricoles et domestiques, promenades, etc.).

Ces outils méthodologiques m'ont permis de me focaliser à la fois sur le discours (entretiens) et les pratiques locales (observations) ; aspects sur lesquels ce mémoire met l'accent. L'étude s'est ainsi centrée sur l'acteur local, son regard et vécu vis-à-vis l'agro-écotourisme et les possibles stratégies développées à travers l'activité touristique (investissement dans le secteur agricole par exemple).

Cette recherche s'est effectuée dans le cadre d'un travail conjoint avec l'ONG ANDES. En effet, en qualité de volontaire, j'ai réalisé une évaluation de l'activité touristique du Parc (état de lieu, défauts et impacts principalement). Ce travail m'a permis d'intégrer, dans un certain degré (selon la pertinence), le discours d'ANDES et la documentation fournie par l'ONG (statistiques, brochures destinés aux visiteurs, etc.). Ainsi, mon travail au sein d'ANDES m'a permis non seulement d'avoir une meilleur et plus complète compréhension du fonctionnement de l'agro-écotourisme du Parc. Il m'a aussi permis de compléter le discours local, en l'appuyant notamment sur des statistiques développées par l'ONG. Dans ce sens, les chiffres que je citerai au long de ce mémoire serviront avant tout de support complémentaire à l'analyse qualitative que j'ai privilégiée dans cette recherche.

Structure du mémoire

Ce travail se structure en trois parties. La première partie visera à restituer le cadre théorique de cette recherche concernant les thématiques du tourisme et de la pauvreté. La deuxième partie s'attardera sur la description du *Parque de la Papa* (situation géographique, structure, objectifs, etc.) et de son projet d'agro-écotourisme (statistiques, organisation, fonctionnement, offre et demande touristique, etc.). La dernière partie se focalisera sur les impacts socio-économiques de l'agro-écotourisme (capital monétaire, capital humain, effets sur la migration, etc.). Elle entrera ainsi au cœur de la problématique et de la question de recherche. La conclusion reviendra sur cette question pour tenter d'y répondre en s'appuyant sur les impacts socio-économiques développés préalablement et en faisant des liens avec des éléments traités lors de ce mémoire.

1. Cadre théorique

1.1 Les impacts socio-économiques du tourisme : un bilan controversé

Le tourisme semble être à l'heure actuelle la plus grande industrie mondiale¹⁶ ; industrie en pleine croissance. Il se banalise, se généralise et se diversifie intégrant dans son sein de nouvelles pratiques, lieux et populations.

Selon l'OMT, le secteur touristique constitue une des principales sources de revenu des pays en développement et un moteur de croissance socio-économique et de réduction de la pauvreté pour ces pays¹⁷. D'autres organismes internationaux comme l'OMC¹⁸, la OIT¹⁹ et le PNUD²⁰ soutiennent le même discours. De leur côté, les Etats investissent de plus en plus dans le secteur pour augmenter leurs croissances économiques, voire pour combattre la pauvreté, comme c'est le cas du Pérou²¹. De même, divers auteurs soulèvent les effets positifs (réels ou possibles) du tourisme, en faisant souvent référence à la création d'emplois et aux gains économiques pour les locaux.

¹⁶ Selon Valayer (1993; 1998), le tourisme est la plus grande industrie mondiale et activité humaine. De son côté, l'OMT affirme à ce propos qu' « aujourd'hui, le volume d'affaires du secteur touristique égale, voire dépasse celui des industries pétrolière, agroalimentaire ou automobile. Le tourisme est désormais un des grands acteurs du commerce international et, en même temps, il constitue une des principales sources de revenus de beaucoup de pays en développement ». Cité in <http://unwto.org/fr/content/pourquoi-le-tourisme> (consulté en mars 2011).

¹⁷ Visiter le programme d'aide au développement de l'OMT : http://www.unwto.org/develop/index_f.php (consulté en mars 2011).

¹⁸ En est symptomatique la table ronde « Sustainable Tourism, Green Jobs and Climate Change Adaptation: Possible Linkages? » organisé par l'OMC en 2010 ; table ronde à laquelle j'ai pu assister. Le tourisme y était associé au développement et à la réduction de la pauvreté (création d'emplois, revenu), particulièrement pour les « pays les moins avancés » (PMA). Cette table ronde cherchait à réfléchir sur le moyen d'adapter le secteur au nouvel impératif écologique.

¹⁹ A ce propos lire le rapport de l'OIT (2002). Dans celui-ci, des initiatives de tourisme en Bolivie, Equateur et Pérou sont présentés pour montrer la viabilité d'un tourisme durable et compétitif qui constitue une alternative économique supplémentaire aux communautés locales de ces pays. Par exemple, dans le cas péruvien, l'expérience de « Llama Trek » (Huaraz) est présentée comme une activité rentable qui génère des bénéfices économiques non négligeables tant pour les individus que pour les communautés concernées. Ce rapport met en évidence le discours de cet organisme international qui voit le tourisme comme une composante importante du développement local capable de générer et améliorer la qualité d'emplois notamment.

²⁰ J'ai eu l'occasion de réaliser un travail en groupe avec le PNUD dans le cadre d'un séminaire. Dans ce travail, nous avons analysé des documents (Diagnostic Trade Integration Study - DTIS) concernant trente PMA. Les DTIS considéraient que le développement du secteur touristique, par exemple par l'investissement privé, amenait *ipso facto* à la réduction de la pauvreté. De manière plus générale, l'ONU a récemment lancé un partenariat pour un tourisme durable dont une des sept thématiques est la réduction de la pauvreté. A ce propos, lire l'article publié sur : <http://www.actualites-news-environnement.com/25223-partenariat-mondial-tourisme-durable.html> (consulté en janvier 2011).

²¹ A ce propos lire Guidon (2009) qui, dans son mémoire, fait référence à la posture de l'Etat péruvien vis-à-vis de la promotion du tourisme comme étant un secteur économique privilégié, particulièrement depuis les années 1990 durant le gouvernement de Fujimory.

Néanmoins, les apports socio-économiques du secteur touristique peuvent être nuancés, voire remis en question. Des exemples abondent dans la littérature académique : renforcement du clivage économique et de la domination Nord-Sud, conflits et concurrence internes, création d'emplois mal rémunérés ou précaires, fuites de devises vers l'étranger, exode rural et déracinement social²², etc. Même l'écotourisme – qui aurait le potentiel d'améliorer l'économie des communautés locales – est remis en question, puisque ses impacts économiques « ne sont pas toujours substantiels et peuvent ne pas être positifs du tout »²³.

Les impacts socio-économiques du tourisme au Pérou cristallisent l'ambivalence et la variabilité du secteur touristique. Il s'agit d'ailleurs d'un secteur dont les recettes sont distribuées inégalement à l'intérieur du territoire péruvien²⁴.

Chez les populations amazoniennes, Seiler-Baldinger (1998) a dénombré une série d'impacts négatifs associés au remplacement de ces populations à des fins touristiques (travail forcé, la précarité économique, alcoolisme). Dans son mémoire, Pacheco del Castillo (2010) conclut que l'éco-tourisme chez les Matschigenkas est une activité temporelle et imprédictible incapable donc de garantir une croissance économique et la satisfaction des besoins basiques des locaux; sans mentionner l'inégalité des recettes touristiques parmi les concernés.

Chez les populations andines, le bilan demeure également ambigu. Dans un article, Antoine George (2005) expose le cas péruvien en citant aussi bien les impacts négatifs du tourisme (gains dérisoires souvent avec la complicité des guides) que des

²² Ce côté néfaste du tourisme relaté amplement dans la littérature sur le tourisme. Il serait difficile de restituer le vaste nombre d'auteurs qui mettent en évidence les méfaits du tourisme, parfois de manière plus ou moins nuancée, voire contradictoire. On peut néanmoins citer des auteurs comme Aschner (1984), Rossel (1988), Valayer (1993 ; 1998). Les ouvrages de Gazes (1992) et Delisle et Jolin (2007) délivrent une série d'auteurs qui dénoncent les impacts négatifs du tourisme. De son côté, l'ouvrage collectif d'Alternatives sud (2006) est une référence intéressante. Les divers auteurs se questionnent sur les véritables gagnants et perdants du tourisme en nous mettant en garde contre les gains économiques dérisoires ainsi que sur de nombreux effets négatifs de cette activité pour les populations locales : secteur touristique marginal pour les pays du Sud (Afrique, Asie du Sud et Amérique du Sud et Moyen-Orient), fuites de devises vers l'étranger, emplois précaires (travaux saisonniers, mal rémunérés, prostitution, etc.), etc. Certains auteurs donnent quelques pistes pour développer un tourisme plus « équitable », « responsable », « éthique » envers les populations locales. De manière plus particulière, on peut citer Valayer (1993) qui met en avant les effets du tourisme sur la migration et les conséquences sociales qui en découlent. Néanmoins, d'autres auteurs relativisent ce constat. Par exemple, De Vidas (1996) délivre l'exemple de Kamaq Maki (une association d'artisans des communautés de la Vallée de Mantaro et de ses environs au Pérou) qui montre l'effet favorable du marché touristique contre l'émigration, la déstructuration et la prolétarianisation.

²³ Page (2002) ; Honey (1999) (cité par Tardif, 2003)

²⁴ Dans leur étude, O'Hare et Barrett (1998) mettent en évidence la distribution inégale notamment en termes des arrivées des touristes et des recettes touristiques à diverses échelles particulièrement entre les régions du pays (départements) et à l'intérieur de celles-ci. Les auteurs soulèvent également la situation défavorable des communautés autochtones par rapport à la distribution du revenu touristique du pays.

exemples de projets touristiques bénéfiques pour les locaux²⁵. De leur côté, les anthropologues Gascon (2005) et de Prochaska (1990) illustrent comment deux îles quechuas relativement proches géographiquement, vivent différemment le tourisme et ses conséquences. Le premier auteur montre comment le tourisme cristallise les inégalités socio-économiques précédant à son avènement et génère une conflictualité interne dans l'île d'Amantani. En revanche, Prochaska (1990) met en évidence la capacité de Taquile à organiser socialement le tourisme de manière à en faire bénéficier de façon équitable la communauté. C'est d'ailleurs l'activité touristique qui lui a permis de faire face aux mauvaises récoltes et de réduire les migrations.

Géographiquement plus près de mon terrain, quelques études dans la région de Cusco corroborent l'ambiguïté des impacts du tourisme. Dans son mémoire, Guidon (2009) conclut que si le tourisme génère des bénéfices économiques, le manque de décentralisation et des politiques d'accompagnement fait fuir les capitaux touristiques vers Lima, empêchant ainsi un investissement socio-économique favorable au développement de la région. L'auteur ne manque pas de dénoncer les impacts négatifs du tourisme à Cusco : majoration du coût de vie (effets sur l'alimentation et la santé), emplois précaires, augmentation du prix foncier, etc. Dans une étude auprès des Q'ero (population quechua), George (2004/2005) constate que le tourisme dans la région est faible et sporadique et ne bénéficie qu'à peu d'individus, surtout ceux qui viennent des communautés les plus concernées par l'activité touristique. A cela s'ajoute le fait que certaines personnes monopolisent le tourisme au détriment de la collectivité (par exemple à travers la commercialisation textile). L'auteur souligne néanmoins les apports réels (construction d'une école suite à la visite d'un couple suisse) et potentiels du tourisme (meilleurs revenus, affaiblissement de l'exode rural des jeunes) pour la localité. Dans mon étude à Chawaytire (une des communautés membres du *Parque de la Papa*), j'ai pu relever l'importance de la commercialisation touristique du textile pour l'économie paysanne ainsi que ses effets socio-économiques comme l'amélioration de l'éducation des enfants et de l'alimentation (achat de vaches, focalisation de l'agriculture pour l'autoconsommation familiale) et la réduction de la migration. Cette dernière a permis d'offrir de meilleures perspectives de travail dans la communauté par rapport à d'autres travaux précaires et mal rémunérés ailleurs.

²⁵ Pour cet auteur, ces types d'expériences contribuent à ce qu'il appelle un « ethnodéveloppement » (« *ethnodesarrollo* »), c'est-à-dire à un développement adapté aux prérogatives et aux intérêts locaux.

Par conséquent, le tourisme est un phénomène mondial fortement ambivalent et complexe. Les effets de celui-ci ne sont donc pas réductibles à une seule formule univoque qui serait valable pour toute la planète, mais ils se déclinent, entre autres, en fonction de la société d'accueil, du type de tourisme et/ou de la relation entre hôtes et visiteurs (ou ses intermédiaires)²⁶. Comme le résume bien Delisle et Jolin :

« Malgré les nombreuses dérives, les promesses non tenues quant aux attentes de développement, les effets d'acculturation, les impacts négatifs sur l'environnement, le tourisme a néanmoins des effets positifs sur le plan économique, culturel, social et environnemental. Il est donc capable du meilleur comme du pire²⁷. »

Ainsi, l'incapacité d'anticiper les impacts socio-économiques du tourisme légitime la réalisation de cette recherche et, de manière générale, toute étude de cas qui a l'ambition de documenter localement les impacts du secteur touristique. Dans ce but, il est pertinent de faire un travail préalable de contextualisation du tourisme dans la région qui nous intéresse. Cela nous permettra de mieux situer et comprendre l'expérience touristique qui est l'objet de cette étude : l'agro-écotourisme du Parc.

1.2 Le tourisme au Pérou et dans la région de Cusco : contextualisation et typologie

« Le Pérou est avant tout une destination de nature, de culture et d'histoire »²⁸. Bien qu'il soit une destination mineure à l'échelle du tourisme international²⁹, le pays est un lieu touristique incontournable de l'Amérique du Sud³⁰. Et de par l'augmentation

²⁶ A ce propos, lire Burns (2000) qui affirme que la complexité du tourisme se doit à des facteurs tels que le type de tourisme (institutionnalisé ou non), le nombre des touristes et leurs attitudes et ou expectatives.

²⁷ Delisle et Jolin (2007 : 31).

²⁸ Raymond (2001a : 43).

²⁹ Selon les chiffres avancés par l'OMT (baromètre du tourisme international), la participation du Pérou au tourisme mondial correspond à 0,24%. Et elle représente 9,89% des arrivées dans la région des Amériques. Chiffres cités in : <http://www.americaeconomia.com/negocios-industrias/peru-llegada-de-turistas-internacionales-finalizara-2010-con-expansion-de-11> (consulté en mars 2011).

³⁰ De nombreux voyageurs s'y rendent, majoritairement d'origine occidentale (Etats-Unis, Europe), japonaise et sud-américaine (sans oublier les touristes nationaux). Pour un aperçu chiffré et détaillé de la nationalité des touristes internationales et nationaux qui se sont rendus au Pérou (2004-2008), voir les différentes statistiques fournies par MINCETUR : <http://www.mincetur.gob.pe/newweb/Default.aspx?tabid=3459> (consulté en mars 2011). En ce qui concerne le nombre de touristes internationaux, il a considérablement crû d'année en année, passant de 1'063'606 en 2002 à 2'299'187 en 2010 (pour les détails, cf. tableau A in annexe 2). Pour une analyse

du tourisme, celui-ci joue un rôle de plus en plus important dans l'économie nationale³¹.

Cusco, le siège de la civilisation inca, est la capitale touristique du pays³². La ville, et toute la région en général, accueille en effet un nombre croissant de visiteurs nationaux et internationaux chaque année³³ ; raison pour laquelle son économie tourne autour du marché touristique : s'y trouvent de nombreuses agences de voyages, boutiques d'artisanat, restaurants, etc. Bien que son offre touristique soit relativement diverse (tourisme mystique, d'aventure, etc.), la région propose majoritairement un tourisme « culturel et ethnique »³⁴ associé à son passé incaïque³⁵.

Dans ce cadre, les visites touristiques à Cusco sont principalement motivées par une quête d'« exotisme culturel », de « traditions »³⁶, de retrouvailles avec le passé incaïque à travers les sites archéologiques, notamment le Machu Picchu, et/ou les populations quechuas (d'origine inca). Il s'agit d'un tourisme de tendance « intégrée » où le visiteur cherche à interagir avec les autochtones ; un tourisme ouvert à l'« Autre » et à sa culture, contrairement au tourisme « enclavé », fermé sur soi (entre touristes) qui tend à minimiser le contact avec la société hôte³⁷.

davantage historique et qualitative sur le tourisme au Pérou et à Cusco, lire notamment Raymond (2001a et 2001b).

³¹ Selon l'OMT (2010a), l'arrivée des touristes internationaux a augmenté de 4% entre 2008 et 2009, malgré le contexte international (récession économique et grippe A(H1N1)). Cela se reflète sur les recettes du tourisme international. Entre 2007 et 2009, elles ont passé de 1'723 millions de dollars américains (USD) à 2'046 millions de USD. Cela représente une augmentation de 1,2% en 2009 par rapport à 2008.

³² Selon George (2005), Cusco accueille presque 60% des touristes qui se rendent au Pérou. D'après les estimations de Nathalie Raymond (2001b), ce chiffre correspond à 80% des touristes internationaux entrés au pays.

³³ Les statistiques du MINCETUR montrent cette évolution croissante. Pour des références statistiques, voir le site <http://www.mincetur.gob.pe/newweb/Default.aspx?tabid=3459> (consulté en mars 2011).

³⁴ Pour De Vidas (1996), les pays andins se caractérisent par un type de tourisme où l'« exotisme culturel » des populations indigènes et leurs manifestations culturelles (vêtements, architecture, musique, etc.) sont le principal attrait. De son côté, Van den Berghe cite le tourisme des villes comme Cusco comme étant de type « ethnique », c'est-à-dire, « [a] form of tourism where the cultural exoticism of natives is the main tourist attractant » (1992 : 234).

³⁵ La région de Cusco cristallise l'image nationale et « touristique » que le pays veut se donner en tant que « pays des Incas », qui est le slogan du *PromPerú – Comisión de Promoción del Perú para la Exportación y el Turismo*. Nathalie Raymond définit l'« image touristique » comme « une représentation mentale d'une réalité qui a pour but de rendre attractive cette réalité pour un touriste » (2001 : 31). Pour cette auteure, « le Pérou apparaît fondamentalement et presque uniquement comme étant un pays andin, c'est-à-dire un pays de montagnes, peuplé d'Indiens au mode de vie authentique et regroupant sur son territoire des vestiges de civilisations passées, en particulier des Incas » (2001 : 50).

³⁶ Cette quête n'est pas propre au tourisme de Cusco mais elle caractérise de manière générale cette activité (MacCannell, 1976, cité in Van den Berghe, 1992 ; Rossel (éd.), 1988 ; Turner, 1994 cité in Burns 2000 ; De Vidas, 1996 ; Michaud, 1998 ; Lloréns 1999).

³⁷ La typologie du tourisme « intégré » / « enclavé » est utilisée par Cazes (1992), l'archétype de tourisme « enclavé » étant représenté par le tourisme de « 4 S » (Sea, Sex, Sand & Sun). Cette typologie rejoint la

L'agro-écotourisme du Parc cristallise avec sa propre spécificité un tourisme « culturel », « ethnique » « intégré » qui vise à exalter une expérience auprès des populations quechuas, d'une manière rapprochée et intime ; il s'oppose ainsi au tourisme classique de masse où le local apparaît souvent comme un simple décor du paysage naturel-culturel. L'agro-écotourisme du Parc exalte en effet la culture locale : valorisation des pratiques et connaissances traditionnelles (par exemple celles associées à l'agriculture), du paysage et de la gastronomie locale, de la biodiversité (notamment les pommes de terre), parmi d'autres.

De manière générale, l'agro-écotourisme du Parc fait partie du « tourisme rural communautaire » (*Turismo Rural Comunitario* – TRC). Ce concept adopté par le pays (MINCETUR) englobe tout tourisme qui se déroule dans un milieu rural et basé sur la participation et la gestion des communautés locales³⁸. Ce tourisme de type « culturel », « ethnique », « intégré » vise tant à bénéficier économiquement aux populations rurales qu'à exalter leur culture. Dans sa dimension économique, le développement du TRC au Pérou est considéré comme un « instrument de lutte contre la pauvreté »³⁹.

Ce bref exercice de contextualisation et de typologie nous permet de mieux comprendre les possibles apports et conséquences du tourisme auquel on a affaire, en l'occurrence l'agro-écotourisme du Parc. Il est question maintenant d'explicitier le contexte socio-économique caractérisant la zone rurale des Andes péruviennes : lieu dans lequel se situe le *Parque de la Papa*.

distinction opérée par Urbain (1998) entre une « convivialité ouverte » tournée vers la quête de l' « Autre » et « convivialité restreinte », insulaire, tournée vers la quête du semblable suivant une logique du Club Med. Ces typologies servent à ordonner et classer les logiques qui sous-tendent la pratique touristique selon les motivations du visiteur. Néanmoins, il importe de garder en tête, comme l'a mis en avant une anthropologie du tourisme, que « [...] *the tourism has many motivations and is too complex to be thus categorised* » (Burn, 2000 : 88). Dans cette optique-là, on peut souligner que si l'activité touristique à Cusco est *grosso modo* de caractère « intégré », il peut toutefois y avoir des nuances ou alternances entre ces deux pôles, suivant l'endroit visité, le temps à disposition, l'agence utilisée ou l'activité réalisée.

³⁸ <http://www.turismo20.com/forum/topics/turismo-rural-comunitario-en> (consulté en avril 2011).

³⁹ http://www.turismoruralperu.org/index.php?fp_verpub=true&idpub=66&fp_mnu_id=65 (consulté en avril 2011).

1.3 La pauvreté rurale dans les Andes péruviennes et dans le Parque de la Papa : quelques chiffres⁴⁰ et facteurs

La pauvreté est un phénomène mondial qui affecte de nombreuses personnes, notamment dans les pays du Sud. L'Amérique Latine est fortement touchée par celui-ci. Au sein du sous-continent, le Pérou – « pays à moyenne-haute pauvreté » selon la CEPAL (2009) – présente une situation alarmante, notamment auprès des populations rurales et des autochtones⁴¹. Malgré la diminution des indicateurs de pauvreté nationale⁴² et les efforts étatiques et des organisations internationales pour éradiquer la pauvreté, le phénomène demeure ; sans parler de la persistance d'autres problématiques qui lui sont associées (insécurité alimentaire, malnutrition, etc.) et qui affectent, eux aussi, majoritairement les populations rurales et autochtones du pays, notamment dans les Andes.

La région andine du pays est en effet fortement touchée par la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition ; ces dernières étant à la fois causes et conséquences de la première⁴³. Comme le constate Morlon « *les paysans des Andes sont et restent des pauvres parmi les pauvres*⁴⁴ ». Les statistiques en témoignent. En 2009, l'incidence de

⁴⁰ Pour plus de détails sur les chiffres et indicateurs concernant la pauvreté au Pérou et dans la région de Cusco, cf. annexe 1.

⁴¹ Selon Marguarite Bey (2003), le Pérou est marqué par une pauvreté récurrente, voire « omniprésente ». Le rapport de l'INEI (2010) fournit des statistiques qui montrent l'état des lieux de la pauvreté au Pérou à l'heure actuelle en s'appuyant sur plusieurs chiffres et indicateurs. Ce rapport met en évidence la situation critique que traversent les populations rurales et autochtones. Du point de vue plus académique, d'autres auteurs corroborent ce constat. Par exemple, Figueroa et al. (1996) concluent que les populations indigènes rurales du Pérou sont les plus frappées par « une exclusion sociale dure » qui se caractérise par une triple exclusion : « économique » (marché du travail, crédit et sécurité sociale), « politique » (accès et respect de droits) et « culturelle » (discrimination et stigmatisation sociale). De son côté, Carrillo (2005) montre l'inégalité ethnique au Pérou comme étant très marquée et récurrente historiquement. Dans une approche plus large et contemporaine du Pérou, Susana Franco affirme également que « *the indigenous population is [...] particularly affected by poverty, independently of the definition used [monetary, capabilities – education or health poverty –, social exclusion or participatory]* » (2007 : 196).

⁴² Escobal et al. (2000) mettaient déjà en évidence une évolution favorable à la réduction de la pauvreté au niveau national durant la deuxième moitié du XX siècle. De manière plus actuelle, le rapport de l'INEI (2010) sur la pauvreté montre statistiquement cette diminution entre les années 2004 et 2009 à travers divers indicateurs (incidence de la pauvreté, brèche, sévérité, NBI, etc.). Pour plus d'informations et de détails sur des chiffres récentes, voir aussi : <http://www.inei.gob.pe/> (sous la rubrique « Perú en cifras »).

⁴³ Selon une étude du Programme Mondial d'Aliments (2007), les zones rurales demeurent plus vulnérables à la malnutrition chronique infantile, la région andine étant fortement touchée (cf. fig. D in annexe 1). Les chiffres délivrés par Forero (2007) montrent aussi la forte prévalence de la malnutrition dans la zone andine où les départements comme Huancavelica, Puno et Cusco sont tous en dessus de 40%. La pauvreté (extrême) peut se manifester à travers le déficit calorique ou encore la malnutrition chronique infantile. A leur tour, ils peuvent agir également sur la pauvreté, comme une de ses causes, et avoir une répercussion sur la sécurité alimentaire. Comme le rappelle Forero (2007), l'insécurité alimentaire est étroitement associée à la pauvreté. D'où la malheureuse triade qui s'établit entre pauvreté (extrême), malnutrition (et aussi déficit calorifique) et insécurité alimentaire ; triade qui affecte grande partie des populations andines.

⁴⁴ Morlon (1992 : 30).

la pauvreté et de la pauvreté extrême⁴⁵ atteignent des chiffres alarmants, surtout au milieu rural : respectivement 65,6% et 33,2%⁴⁶. La région de Cusco est parmi les plus touchées du pays (indice de la pauvreté égal à 51,1%). D'autre part, 43% de la population rurale dans les Andes possède au moins une des « nécessités de base insatisfaites » (NBI)⁴⁷. Et l'indice de développement humain (IDH) est faible. Par exemple, en 2005, l'IDH du département de Cusco et de la province de Calca n'atteint que respectivement 0,53 et 0,50⁴⁸. Ces chiffres dénoncent des carences en matière de santé et d'éducation qui, elles, sont aussi des facteurs fortement liés à la pauvreté. A ce propos, Franco (2007) parle de « pauvreté éducationnelle » qui affecte les populations autochtones du Pérou, notamment des zones rurales andines. Par exemple, dans les Andes, le retard scolaire – indicateur associé à la pauvreté – est de 62,5 % pour les garçons et de 63,3% pour les filles⁴⁹.

Ces divers indicateurs tentent d'objectiver la pauvreté de la région andine, mais ils cachent la complexité, le dynamisme et la variabilité (selon l'endroit, le terrain, etc.)⁵⁰ du phénomène. D'autre part, ils ne disent rien sur ses facteurs sous-jacents, qui sont

⁴⁵ Les chiffres évoqués ci-dessus correspondant à l'incidence de la pauvreté et de la pauvreté extrême ainsi qu'aux NBI ont été tirés de l'INEI (2010). L'indice de la pauvreté se calcule sur la base d'un seuil à partir duquel les personnes sont capables de couvrir leurs besoins alimentaires et non alimentaires (éducation, santé). On fait référence à l'incidence de la pauvreté extrême lorsque les personnes sont incapables de couvrir le coût d'un panier alimentaire qui satisfasse leurs besoins nutritionnels minimums. Ces deux incidences font appel à une pauvreté de type monétaire.

⁴⁶ Par rapport à d'autres régions du pays, la zone rurale des Andes (*sierra rural* selon l'appellation de l'INEI) est la région la plus affectée par la pauvreté monétaire (qu'elle soit extrême ou non). L'incidence de la pauvreté et de la pauvreté extrême est bien au dessous du niveau national (34,8% et 11,5% respectivement).

⁴⁷ L'INEI distingue 5 NBI qui sont plus spécifiquement: 1) logement avec des caractéristiques inadéquates ; 2) logement suroccupé (plus de 3,4 personnes/pièce) ; 3) logement sans services hygiéniques ; 4) foyer avec des enfants entre 6-12 ans non scolarisés ; et 5) foyer ayant une dépendance économique élevée. La population ayant au moins une NBI dans le milieu rural andin (*sierra rural*) est nettement en dessus du niveau national (29,1%) et demeure plus élevé par rapport au milieu urbain andin (*sierra urbana*) (35%).

⁴⁸ <http://www.pnud.org.pe/frmDatosIDH.aspx> (consulté en juin 2011). Ce site Web permet de connaître l'IDH des différents départements et provinces du Pérou.

⁴⁹ Le rapport de l'UNICEF (2004) montre que des facteurs tels que l'absentéisme et le retard scolaires sont positivement associés au niveau de pauvreté au Pérou, notamment dans le milieu rural andin. La situation éducationnelle y est déplorable. Par exemple, en 2005 l'alphabétisme atteint à peine 68,3% dans la province de Paucartambo (département de Cusco) (chiffre tiré du : <http://www.pnud.org.pe/frmDatosIDH.aspx> ; consulté en juin 2011).

⁵⁰ La topographie andine est très diverse et il existe donc des zones étant mieux loties que d'autres pour l'agriculture. Caballero (1980) mentionne à ce propos que les parties plaines des vallées interandines, avec leurs facilités d'irrigation et protégées des gelées, permettent une agriculture plus intensive par rapport aux zones de haute altitude. De son côté, Morlon (1992) souligne les risques climatiques très élevés, surtout en haute altitude. Cela peut avoir une incidence certaine sur la productivité agricole et, par conséquent, sur la pauvreté, notamment en termes de déficit alimentaire (calories) ; sans parler des capacités de trocs ou commercialisation de produits agricoles. Comme le rappelle pertinemment l'auteur, « *il serait faux de voir jeter une voile uniforme d'égale pauvreté* » (1992 : 30).

avant tout de caractère structurel⁵¹. Nombreux auteurs pointent du doigt un ou plusieurs de ces facteurs : minifundio⁵², exclusion sociale (économique, politique, culturelle)⁵³, globalisation économique (ouverture du marché)⁵⁴, topographie et climat⁵⁵, entre autres. D'autres facteurs conjoncturels (inondations, vols, etc.) peuvent aggraver la situation. La condition familiale et professionnelle des ménages ainsi que les stratégies de chaque acteur social peut aussi favoriser ou contrer une situation de pauvreté « réelle » ou au moins potentielle dans le milieu andin⁵⁶.

C'est dans ce contexte global plutôt sombre et fort complexe que s'inscrit cette étude de terrain sur le tourisme et la réduction de la pauvreté rurale dans les Andes. Le *Parque de la Papa* semble partager en quelque sorte cette réalité andine, si on se

⁵¹ La pauvreté saurait être structurelle plus que purement conjoncturelle ou relevant d'une simple situation individuelle. Des auteurs comme Karsz et Castel ont montré le caractère structurel du phénomène, qui est appréhendé en termes d'exclusion sociale (cours de René Knüsel sur l'exclusion sociale donné à l'Université de Lausanne (2005-2006). Dans le cas péruvien, Bey (2003) souligne les facteurs structurels, aussi bien socio-économiques que géographiques, qui sous-tendent la pauvreté au pays.

⁵² Le problème d'accès à la terre trouve ses racines à l'époque coloniale et se perpétue jusqu'à nos jours, malgré la réforme agraire du gouvernement militaire (1968-1975) qui visait à y mettre fin, mais qui a fini par échouer (Morlon, 1992). D'après Chonchol (1995), la colonisation – à travers ses institutions d'asservissement et expropriation des terres – est à l'origine du système d'haciendas et, par extension, du complexe « latifundio-minifundio ». A ce propos, Morlon (1992) parle d' « érosion coloniale » qui a induit, entre autres, une « appropriation hispanique » des terres indigènes. C'est sur cet argument foncier que l'écrivain marxiste péruvien Mariátegui (1928) affirmait que « *le problème de l'Indien est un problème de la terre* ».

⁵³ L'exclusion sociale des populations autochtones au Pérou correspond à un processus historique. Dans leur étude, Figueroa et al. (1996) évoquent trois événements de rupture sociale qui constituent les racines historiques de l'exclusion sociale du Pérou contemporain : la colonisation, la modernisation économique et sociale (années 1950) et les crises et ajustements (dès la fin des années 1970) ; les deux premières étant intimement liées aux populations indigènes. A travers leur étude, ces auteurs montrent comment ces populations sont affectées par une « exclusion sociale dure » composée d'une triple exclusion : économique (marché du travail, crédit et sécurité sociale), politique (accès et respect de droits) et culturelle (discrimination et stigmatisation sociales). Du point de vue théorique, la pauvreté est appréhendée souvent comme le résultat d'un processus d'exclusion et discrimination sociales qui la précède. Cette idée est défendue par Bey (2003) et Servet (2005). Ce dernier postule comme hypothèse que « *ce sont les inégalités, les processus d'exclusion, marginalisation et discrimination qui engendrent la pauvreté* » (2005 : 49). De même, Figueroa et al (1996), considèrent l'exclusion sociale comme catégorie analytique qui permet d'expliquer le résultat d'un processus social : la pauvreté.

⁵⁴ La globalisation, dans sa dimension économique, qui prône pour l'ouverture du marché et qui se manifeste par les TLC (*tratado de libre comercio*), renforce la vulnérabilité économique des sociétés andines. Leurs produits agricoles sont énormément défavorisés face à la concurrence mondiale de l'industrie agro-alimentaire et aux difficultés structurelles de production associées tant au *minifundium* qu'à la géographie andine. Comme le remarque Caballero pertinemment : « *l'extrême indigence de la paysannerie andine n'est pas le produit de son isolement du marché ; au contraire, elle est phénomène irrévocablement associé à celui-ci* » (1980 : 140). Comme le montre Morlon (1992), l'agriculture traditionnelle andine qui est basée sur une complémentarité d'espaces géographiques (archipel vertical) et ne vise pas une production intensive rentable au marché international mais avant tout une diversité agricole qui cherche à réduire les risques liés aux phénomènes climatiques. Par conséquent, « *sous l'actuelle économie du marché capitaliste, la paysannerie est condamnée à un échange inégal* » (Caballero, 1980 : 145) : leurs produits agricoles sont dévalorisés contrairement aux biens qu'ils achètent, et qu'ils sont forcés de les vendre indépendamment du prix d'achat.

⁵⁵ Pour Caballero (1980), la topographie des Andes, son climat et ses sols constituent de manière générale une limite à la production agricole ; situation pouvant entraîner une pauvreté alimentaire (minimum de calories par jour). D'après lui, cette limite n'est pas liée uniquement à la quantité des terres (*minifundium*) mais aussi à leur qualité (basse productivité par hectare). De plus, il existe une série des risques climatiques très élevés, surtout en haute altitude : sécheresse, gelées et grêle ; la plaine étant concernée plus par les inondations (Morlon, 1992).

⁵⁶ La figure E (in annexe 1) schématise les différents facteurs explicatifs de la pauvreté andine mettant en avant la complexité et dynamisme du phénomène.

rapporte à certaines études. Par exemple, le profil de la pauvreté développé par l'INEI (2010) correspond en grande partie à celui du Parc ⁵⁷ et la région aurait déjà été classée comme « pauvre » selon l'« échelle nationale de la pauvreté » en 2000⁵⁸. De son côté, Galvin (2004) dénonce des problèmes de minifundio⁵⁹, un taux d'analphabétisme élevé et de faibles perspectives académiques pour les jeunes⁶⁰. Une enquête réalisée dans le Parc en 2003 et 2004 met en évidence des indicateurs socio-économiques déplorables, surtout en matière de santé, d'éducation et de revenus :

Tableau 1 : Indicateurs socio-économiques dans le *Parque de la Papa* (2003/2004)*

Variable	INDICATEUR	Unité	Valeur
Démographie	Familles	N°	1020
	Membres par famille	N°	6
	Population	N°	6120
	Densité	Hab/Km ²	659.48
	Migration définitive	%	15
	Migration temporelle	%	25
	Sexe féminin	%	49.8
	Sexe masculin	%	51.2
Santé	Esperance de vie	Années	63
	Indice de malnutrition	%	50
	Service médical	N° médecins/population	0
	Centres de santé	N°	2
	Lits	N°/population	1/510

⁵⁷ Selon le rapport de l'INEI (2010) sur le profil de la pauvreté au Pérou, celui-ci se caractérise par des personnes et ménages : parlant une langue autochtone (dans le cas du Parc le quechua), habitant en zone rurale et dans des maisons précaires (selon le matériel de construction, dans le cas du Parc, l'*adobe* – fait de boue sèche mélangée avec la paille), ayant plusieurs enfants et un niveau d'éducation faible, ayant un accès limité aux technologies d'information et de communication, etc.

⁵⁸ Cité par Galvin (2004). Cette échelle comprend 5 rangs, à savoir : « extrêmement pauvre », « très pauvre », « pauvre », « moyen » et « acceptable ». La région qui comprend les communautés du Parc a été classée troisième dans l'échelle.

⁵⁹ Il existe un problème de minifundio par exemple à Kuyo Grande et à Sacaca, deux communautés du Parc. Plus de 80% de familles disposent de moins d'un hectare (Plan MERISS. Padrones Comunales - Juin 2001 ; cité in Galvin, 2004).

⁶⁰ Le taux d'analphabétisme atteint le 30%. Seul 2% des jeunes ont l'espoir de faire des études supérieures (Unidad de servicios educativos, Calca, 2000 ; cité in Galvin, 2004).

	Professionnels de santé	N°/ population	1/1224
Education	Elèves immatriculés	N°	710
	Scolarité	Dernier niveau atteint	6 ^{ème} secondaire**
	Analphabétisme	%	19
	Désertion	%	10
	Absentéisme	%	12
	Redoublement	%	10
	Professeurs	N°	25
	PRONOEI	N°	4
	Centres d'éducation initiale	N°	2
	Centres d'éducation primaire	N°	6
	Centres d'éducation secondaire	N°	2
	Salles de classe	N°	40
	Pupitres	N°	510
Economie	Revenu familial/mois	USD (dollars)	81.24
	Secteurs productifs	N°	4
	Population active	%	46.51
	Taux de dépendance économique	%	31.58

Source : ANDES (Linea de Base del Proyecto PROMOVIENDO EL AGROECOTURISMO PARA LA CONSERVACIÓN Y USO SUSTENTABLE DE LA AGROBIODIVERSIDAD, EL CARÁCTER DEL PAISAJE ANDINO Y REDUCCIÓN DE LA POBREZA RURAL, décembre 2006). Traduction de l'auteur.

Note :

* Les indicateurs ont été traduits d'après le tableau original présenté dans le texte original fourni par ANDES. Certains items ont été supprimés par manque de données. Les indicateurs et chiffres sont délivrés à titre référentiel afin de donner un aperçu sur la réalité socio-économique du Parc au début du siècle (années 2003/2004).

** L'éducation péruvienne s'organise sur l'éducation basique régulière (EBR) et l'éducation supérieure. L'EBR comprend trois niveaux : initial (3-5 ans), primaire (6-11) et secondaire (12-16). L'école primaire s'étale du premier grade (*primer grado*) au sixième (*sexto grado*). Ce dernier correspond au dernier niveau de scolarité atteint par les populations du Parc selon l'enquête.

2. Description du terrain

2.1 Qu'est-ce que le « Parc de la pomme de terre » (PdP)?

Le *Parque de la papa* est un nom emblématique qui désigne une « Aire de conservation du patrimoine bio-culturel indigène » (APBCI⁶¹) dans lequel se trouve une grande biodiversité, dont plus de mille variétés de pommes de terre⁶². Le Parc comprend 9280 hectares situés approximativement entre 3200 et 5000 mètres d'altitude dans le district de Písaq, à 45 kilomètres de la ville de Cusco (cf. fig. 1.1 et 1.2)⁶³. Il héberge 1200 familles, soit environ 6700 personnes⁶⁴.

La gestion repose sur l'*Asociación de Comunidades del Parque de la Papa* (ACPD⁶⁵) formée initialement par six communautés andines du district de Písaq (Département de Cusco) : Amaru, Chawaytire, Kuyo Grande, Pampallaqta, Paru-Paru et Sakaka⁶⁶. Aujourd'hui, Kuyo Grande s'est retirée du parc ; cette situation n'est pas encore définitive et rien n'exclut sa réintégration⁶⁷. Pour être fidèle à la situation actuelle, je parlerai uniquement des cinq communautés lorsque je me réfère au Parc.

La conservation du PBCI, notamment des pommes de terre dites « natives » (*papas nativas*)⁶⁸, a été à l'origine du Parc et demeure toujours le but privilégié de celui-ci.

⁶¹ Le concept de « patrimoine bio-culturel indigène » (PBCI) est très complexe : il inclut la diversité génétique, d'espèces, de populations et écosystèmes, et des valeurs culturelles et spirituelles, comme les lois coutumières issues d'un contexte socio-écologique propre. Définition donnée par V. Parrain (s.d).

⁶² <http://www.parquedelapapa.org/> <http://www.andes.org.pe/index.php> (consulté en avril 2011).

⁶³ Ces données ont été tirées d'un panneau (Centre de Sacaca) destiné à l'information touristique. Celui-ci précise que le Parc se situe au nord-est de la ville de Cusco, entre les coordonnées 71°46'37" Ouest et 13°23'22" Sud. Néanmoins, les chiffres donnés par Galvin (2004), qui sont divisés par communautés, divergent relativement de ceux affichés sur le panneau. Selon ses sources, le Parc comprend 11'689 hectares et se situe entre 3400 et 4500 mètres d'altitude (cf. tableau B in annexe 3).

⁶⁴ Chiffres d'ANDES fournis par Salazar (2008).

⁶⁵ Le Parc s'est consolidé et est devenu opérationnel en 2004 avec la formation d'une association mère (ACPD⁶⁵) composée des six communautés membres. Cette association est le corps d'administration collective du Parc. Celle-ci obéit à une organisation interne propre au Parc, avec des normes et instruments de gestions visant à profiter de l'environnement et des ressources naturelles du Parc conformément aux principes andins de dualité, de réciprocité et d'équilibre (information issue d'un dépliant fourni par ANDES).

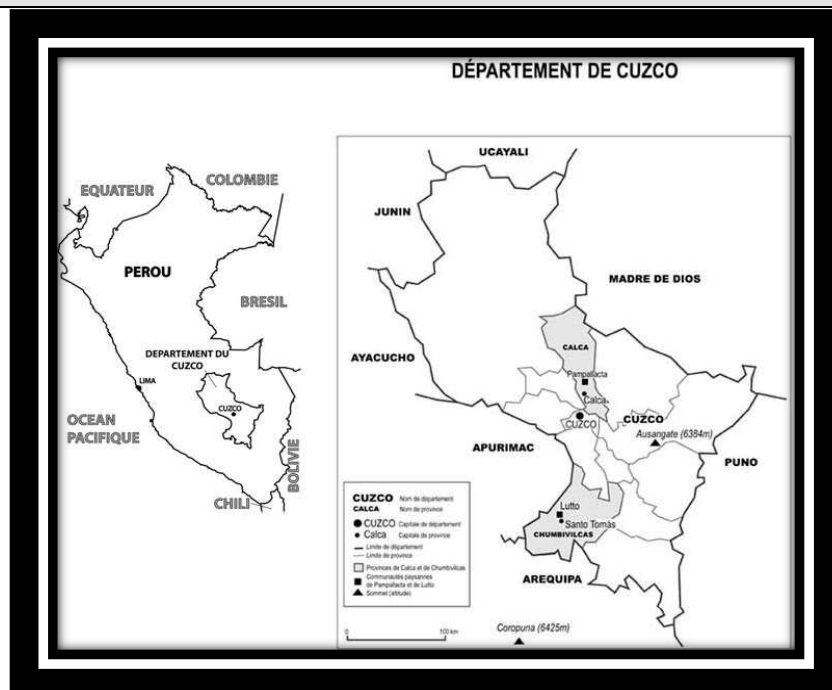
⁶⁶ Pour une description plus spécifique de chaque communauté membre voir : http://www.parquedelapapa.org/esp/02somos_03.html (consulté en avril 2011).

⁶⁷ La situation de Kuyo Grande en tant que membre du Parc n'est pas encore définitive. Suite au retrait, apparemment lié aux intérêts personnels de certains membres de cette communauté, une partie des anciens membres veulent sa réintégration. Cependant, les autres communautés membres n'acceptent pas facilement cette réincorporation. Certains avancent la possibilité de payer un montant comme forme d'indemnisation pour régler le problème. Pour le moment, le Parc semble réduit à 5 communautés.

⁶⁸ ANDES et les communautés du PdP parlent de pommes de terre dites « natives » (*papas nativas*). Celles-ci sont d'origine biologique, travaillées de manière traditionnelle et manuelle, contrairement aux pommes de terre améliorées, souvent travaillées à grande échelle (de type industriel). Dans le Parc, il existe aussi des pommes de

Le Parc a vu le jour en 1998 surtout grâce à la collaboration de l'ONG Andes – *Asociación para la Naturaleza y el Desarrollo Sostenible*⁶⁹. Le Centre international de la pomme de terre (CIP)⁷⁰ y a aussi contribué avec son travail de rapatriement des pommes de terre natives.

Figure 1.1 : Carte du Pérou et du département de Cusco



Source : jsa.revues.org/document484.html (consulté en janvier 2009)

terre dites « sylvestres » (*papas silvestres*), c'est-à-dire qui n'ont pas été domestiquées. Pour ce mémoire, lorsque je parlerai des pommes de terre du Parc, je ferai référence aux pommes de terre natives.

⁶⁹ Pour savoir plus sur ANDES, voir notamment : http://www.andes.org.pe/acerca_de_andes.php (consulté en avril 2011).

⁷⁰ Le CIP est une institution internationale siégeant à Lima. Il héberge environ 5000 variétés de *papa* (4500 natives et 500 améliorées) dans sa banque de germoplasme (patrimoine génétique) de la pomme de terre qui est la plus grande du monde. Il effectue des recherches aussi bien en laboratoire que sur le terrain (champs agricoles des communautés) avec le soutien de biologistes, généticiens et ingénieurs agronomes (Salazar, 2008). Pour en savoir plus : <http://www.cipotato.org/> (consulté en avril 2011).

Figure 1.2 : Situation géographique du *Parque de la Papa*



Source : PromPerú (2007 : 45)

Dans une perspective socio-économique et écologique durable, le Parc cible trois objectifs majeurs s’alignant sur les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) : éradiquer la pauvreté extrême et la faim, promouvoir l’égalité de genre ainsi qu’assurer la durabilité environnementale⁷¹. Le premier objectif (associé à la thématique du mémoire), est réalisé notamment par le rapatriement des diverses variétés de *papas*⁷², afin de préserver leurs semences. Car « *la conservation de leurs variétés génétiques est une manière de garantir que les générations futures disposent d’alternatives de sécurité alimentaire solides* ⁷³ ». A travers cette perspective transgénérationnelle, le Parc vise la protection, la conservation et la promotion du PBCI (produits agricoles, biodiversité, savoir traditionnel, etc.). Il promeut en outre des stratégies basées sur l’ « utilisation durable du patrimoine et la participation des

⁷¹ http://www.parquedelapapa.org/esp/03parke_04.html (consulté en avril 2011).

⁷² Dans les 5 dernières années, le CIP a rapatrié 25% des papas natives venant de plus de 30 communautés andines, comme l’affirme la directrice du CIP Pamela Anderson (Salazar, 2008).

⁷³ http://www.parquedelapapa.org/esp/03parke_04.html (consulté en avril 2011).. Dans la documentation du Parc élaborée par ANDES l’on parle même de « souveraineté alimentaire ».

organisations locales avec leurs propres conceptions du bien-être dans l'allègement de la pauvreté »⁷⁴.

Corolairement, certains projets du Parc – comme celui de l'agro-écotourisme – visent à fournir un revenu supplémentaire issu des ressources du PBCI. Le tourisme y occupe la place principale, d'autant plus qu'il chapeaute d'autres activités économiques du Parc. En effet les visites touristiques s'accompagnent souvent de l'achat de produits élaborés par les membres du Parc (savons, tisanes, artisanat, etc.) et d'une visite au restaurant *Papamanka* où sont préparés des plats à base de produits locaux, notamment des pommes de terre⁷⁵. D'où l'importance accordée à l'agro-écotourisme ainsi que le désir de renforcer davantage le flux touristique, et par-là les recettes que génère cette activité.

Désormais, nous nous focaliserons sur le projet d'agro-écotourisme du Parc – objet d'étude du mémoire – pour analyser plus en profondeur son fonctionnement et ses impacts socio-économiques sur l'allègement de la pauvreté dans la zone.

2.2 Parque de la Papa : contexte socio-économique

L'économie du Parc se caractérise par une production familiale (biens, capitaux)⁷⁶ et une accumulation et alternance de différentes activités économiques⁷⁷, dont les plus importantes demeurent l'agriculture et l'élevage assurant une bonne partie de leur

⁷⁴ Cette information a été tirée directement d'un dépliant sur le Parque de la Papa fourni par ANDES. Elle a été légèrement modifiée (étant donné la complexité de la citation pour sa traduction) à partir du texte original énoncé en espagnol « [...] se usa el modelo de Area de Patrimonio Biocultural Indígena, un marco orientado a proteger, conservar y promocionar el patrimonio biocultural colectivo de los pueblos indígenas, desarrollando estrategias basadas en el uso sustentable de este patrimonio y en la participación de las organizaciones locales, con sus propias concepciones del bienestar, en el alivio de la pobreza »

⁷⁵ http://www.parquedelapapa.org/esp/04paketes_03.html ; <http://www.papamanka.org/Recetas-Tradicionales.php> (consultés en avril 2011).

⁷⁶ De manière générale, l'économie dans les Andes est de caractère familial. A celle-ci participent aussi bien les parents et enfants. Dans les communautés du Parc, les enfants collaborent au travail agricole, à l'élevage ainsi que d'autres activités comme le travail textile (fabrication de bracelets, etc.). Le père, la mère et les enfants peuvent s'alterner ainsi des tâches selon la disponibilité des membres de la famille et les travaux à réaliser. A l'absence de la mère, le père ou l'enfant peut par exemple assumer le travail domestique. Ou encore, les enfants peuvent vendre des tissus élaborés familialement, lorsque les parents réalisent d'autres activités (agriculture, commerce, etc.).

⁷⁷ Le phénomène d'alternance/accumulation est également évoqué par l'anthropologue Gascon (2001). Cet auteur parle en termes d'hétérogénéité caractérisant de manière générale l'économie andine. De son côté, Norma Vélasquez (1988) situe ce phénomène dans une stratégie de survivance pour les familles paysannes. Ici je ne fais qu'évoquer certaines activités économiques car le répertoire est large et peut s'étendre par exemple aux emplois que certaines personnes peuvent effectuer en dehors de la communauté (construction, travail sur les champs de café, etc.). Dans le chapitre 3.2, je citerai d'autres travaux réalisés par les locaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Parc.

alimentation annuelle (diverses pommes de terre, maïs, quinoa, lait, viande, etc.). Le tourisme y occupe également une place importante ; activité qui prend de plus en plus de ampleur et qui est déjà répandue dans toutes les communautés du PdP, notamment à travers le *turismo vivencial*, le travail textile et de *porteador*⁷⁸. Les emplois générés par l'agro-écotourisme⁷⁹ – réalisés uniquement lors des visites au PdP – complètent l'éventail d'activités (touristiques ou non) qui participent à l'économie des familles.

Cette pluriactivité sous-tend une complémentarité entre une économie d'autoconsommation et une économie monétaire nécessaire pour se procurer notamment des produits alimentaires (pâtes, riz, thon, etc.) et technologiques disponibles sur le marché. Le capital monétaire sert aussi à payer des dépenses (électricité, gaz, etc.). La panoplie des produits agricoles pour l'autoconsommation familiale est variable, notamment selon la communauté ; certaines étant mieux loties que d'autres en termes de variétés et surfaces agricoles. Par exemple, à Sacaca, de par son altitude, il est possible de cultiver produits comme le maïs difficilement cultivable en très haute altitude, par exemple à Chawaytire. Par contre, cette communauté possède une plus grande diversité des pommes de terre que Sacaca.

De par le contexte géographique andin, la région est susceptible à des intempéries climatiques, surtout les communautés se trouvant en plus haute altitude (Paru-Paru, Chawaytire et Pampallaqta). Par exemple, au début de mai une tempête de neige a affecté considérablement les cultures de Pampallaqta. Selon le discours local, les cultures ne sont pas toujours à l'abri d'imprévus et sont constamment menacées par des maladies et virus par exemple⁸⁰.

Du point de vue socio-économique, la situation des familles n'est pas homogène. Certaines présentent une meilleure condition que d'autres. La composition familiale

⁷⁸ Un *porteador* (en espagnol « celui qui porte ») est une personne qui transporte sur ses épaules le matériel prévu pour les touristes ainsi que leur sac à dos (environ 20 kilos par *porteador*) tout le long du « chemin inca ». Il s'agit d'un trekking qui mène jusqu'à la citadelle inca du Machu Picchu et qui dure généralement 4 jours.

⁷⁹ Il s'agit par exemple des guides locaux, techniciens locaux, femmes chefs de cuisine, etc. Je citerai tous ces emplois plus amplement lorsque je décrirai l'agro-écotourisme du Parc (cf. chap. 2.3.2.1).

⁸⁰ D'après un technicien local (F/Paru-Paru), avec le changement climatique, des maladies non connues ont affecté les cultures des pommes de terre. Cela fait la production agricole soit inférieure qu'auparavant. Le technicien insiste remarquablement sur la menace que ce phénomène représente pour le tubercule : « il est l'ennemi numéro un des pommes de terre natives (*papas nativas*) » en expliquant qu'avant la production abondante de *papas nativas* s'effectuait aisément à environ 3700 mètres d'altitude (il y a 40-45 ans en arrière) alors qu'aujourd'hui cela a monté aux 4100 mètres d'altitude. De manière plus générale, les verres de terre sont souvent mentionnés comme une menace aux pommes de terres. La danger qu'ils représentent est néanmoins moindre par rapport au changement climatique et le paysans maîtrisent mieux ces bêtes.

(nombre d'enfants, absence du père/mère⁸¹), la quantité de travail (et la rémunération⁸²), l'état de santé des membres sont autant des facteurs qui peuvent créer une différence socio-économique entre familles.

En termes de pauvreté, les communautés du Parc semblent globalement avoir une condition moins marquée (au moins visible) par rapport à d'autres communautés andines⁸³. Elles présentent néanmoins certaines carences qui le feraient entrer dans cette catégorie ou qui auraient une incidence sur la pauvreté (présente et/ou future): certains endroits n'ont pas d'eau potable, logements sur-occupés et sans services hygiéniques (cf. NBI), mauvais service de santé (deux centres médicaux seulement)⁸⁴ et d'éducation publique (nécessité de plus d'établissements scolaires)⁸⁵, entre autres. D'autre part, le revenu familial semble parfois se trouver en dessous du seuil de pauvreté monétaire (incidence de la pauvreté). Il est néanmoins difficile d'affirmer catégoriquement un état de pauvreté monétaire⁸⁶. En effet, le revenu familial est souvent variable d'un mois à l'autre, ce qui pourrait faire basculer le ménage du « pauvre » à « non pauvre ». D'autre part, la promotion agricole qui s'est développée dans le Parc (mise en culture d'une énorme quantité des pommes de terre) peut aussi

⁸¹ Une fois, j'ai rencontré une dame dont on disait que son mari l'avait lâché. Un interviewée m'avait avoué que cette femme subissait une situation économique plus difficile que d'autres personnes, car elle était seule et dépourvue de l'aide du mari (on ne savait plus rien de lui). C'est un exemple de comment la situation familiale peut affecter la condition socio-économique de la personne.

⁸² Il est question non seulement de combien de travaux la personne possède (et la fréquence avec laquelle elle les réalise), mais également de combien elle gagne en faisant ces travaux (certains travaux étant mieux rémunérés que d'autres). En faisant mon premier mémoire de recherche à Chawaytire (Terry, 2009), j'ai pu observer la capacité d'entrepreneuriat de certains tisserands qui étaient capables de mobiliser plus leur réseau de connaissances pour vendre leurs tissus et toujours prompts à effectuer différentes activités économiques (divers travaux) lorsque l'occasion se présentait.

⁸³ Cela est perceptible par exemple en matière de production agricole (diversité et quantité des pommes de terre notamment) et d'électricité. Quant à cette dernière, toutes les maisons visitées avaient de l'électricité et aucune maison du PdP ne semblait pas avoir du courant électrique, au moins de la lumière. Cette situation contraste avec la réalité d'autres communautés comme celles de Q'eros (région très isolée) qui ne possède aucunement de lumière, ni électricité.

⁸⁴ Si l'on revient sur le tableau 1 (chap. 1.3), on voit que la situation n'a rien changé depuis 2003/2004. Certaines familles m'ont avoué que lors de situations graves (blessures, accidents, maladies), il faut se rendre à Písaq où il y a plus de médecins et matériels pour le soin des patients.

⁸⁵ Le nombre d'établissements scolaires ne semble pas non plus modifié par rapport à l'enquête de 2003/2004 (cf. plus haut tableau 1). De plus, suivant la communauté d'origine les enfants doivent dépenser chaque jour plusieurs minutes, voire plus quelques heures pour se déplacer de la maison à l'école, notamment lorsqu'il s'agit d'école secondaire (seulement deux dans le Parc : une se trouvant à Kuyo Grande et l'autre à Sacaca).

⁸⁶ D'autant plus qu'il peut avoir une certaine méfiance d'avouer ouvertement à un étranger combien on gagne. Une fois, un des techniciens locaux m'a averti que les questions concernant le revenu sont très délicates et peuvent déranger les personnes. D'après lui, c'est à cause de ce genre de questions que l'Etat a pu les taxer l'électricité (avant il ne payer pas cela semble-t-il d'après le technicien local).

comblent un déficit alimentaire et limitent les dépenses monétaires liées à l'alimentation familiale.

Cette brève description néglige certes la particularité de chaque situation familiale. Elle donne néanmoins un aperçu de la situation socio-économique générale du Parc. Celle-ci nous permettra d'observer les impacts socio-économiques de l'agro-écotourisme. Car, comme nous le verrons, ces impacts concernent certains domaines comme le revenu et l'éducation, et n'agissent pas ou peu sur d'autres (santé, eau potable, etc.).

2.3 L'agro-écotourisme du *Parque de la Papa*

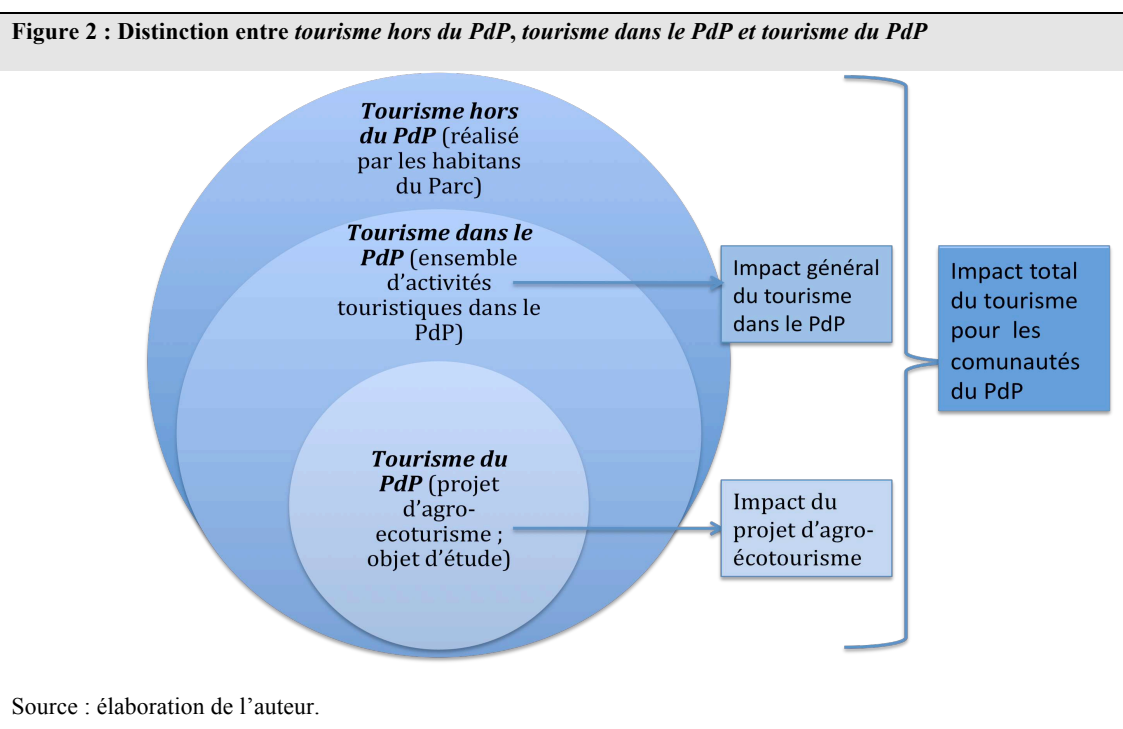
Pour analyser l'agro-écotourisme et ses impacts socio-économiques, il importe tout d'abord de distinguer le *tourisme dans le PdP* du *tourisme du PdP*. Le premier correspond à l'ensemble des activités touristiques réalisées dans tout le territoire du Parc (les 5 communautés membres). Celui-ci ne fait pas forcément partie du *tourisme du PdP*, c'est-à-dire du projet d'agro-écotourisme à proprement parler. Ce dernier se limite à une série de prestations et circuits touristiques ainsi qu'à une organisation propre n'englobant ni toute l'offre touristique ni toutes les associations liées au tourisme des communautés membres du PdP: *turismo vivencial* de la communauté d'Amaru⁸⁷, Association tisserande de Chawaytire (CTTC)⁸⁸, etc.

L'analyse du *tourisme dans le PdP* sert du cadre général des activités touristiques et montre leur impact dans la zone. Si on ajoute à celui-ci encore les activités touristiques réalisées par les locaux en dehors du Parc, l'on obtient l'impact total du tourisme dans la zone. Ce mémoire limitera son analyse aux impacts socio-économiques propres au *tourisme du Parc* (cf. fig. 2).

⁸⁷ Le *turismo vivencial* est bien développé dans le Parc, par exemple dans les communautés de Paru-Paru, Kuyo Grande et Chawaytire. Une des plus connues est celle de la communauté d'Amaru (<http://www.tourrural.net/amaru.htm> ; consulté en avril 2011) qui appartient à un réseau rural de tourisme alternatif appelé *Inkaq Kusi Kausaynin* (<http://www.tourrural.net/inicio.htm> ; consulté en avril 2011).

⁸⁸ Au sein du Parc, il y a une série d'associations d'artisans, principalement des tisserands, qui font des démonstrations du travail artisanal et/ou commercialisent leurs produits pour les touristes. Une des associations les plus réputées est celle du *Centro de Textiles Tradicionales del Cusco* (CTTC) dans la communauté de Chawaytire. Le CTTC – association faitière basée à Cusco – regroupe diverses communautés tisserandes de la région de Cusco (sous forme d'associations) dans le but de maintenir la tradition textile de la région et de commercialiser les tissus dans le marché touristique afin d'apporter un revenu complémentaire aux communautés paysannes. Pour plus d'information lire Callañaupa (2007) et Terry (2009) ou visiter le site : <http://www.textilescusco.org/> (consulté en avril 2011).

Partant de cette distinction, nous pouvons désormais nous concentrer sur le projet d'agro-écotourisme du Parc et donner des informations spécifiques à celui-ci : statistiques, organisation interne, offre et demande touristique ainsi que potentiel et limites au développement de cette activité.



2.3.1 Statistiques

Le projet d'agro-écotourisme a été développé entre 2005 et 2007 grâce à l'appui d'ANDES et au financement de *Fondazione Cariplo*⁸⁹ et de l'ONG *Intervita*⁹⁰ (Italie). Les visites touristiques proprement dites ont débuté en juin 2007⁹¹. Le nombre des visites et des touristes a suivi une évolution positive et croissante d'année en année, notamment grâce à la participation grandissante des agences de voyages. Les statistiques concernant le tourisme du PdP pour 2008-2010 en témoignent⁹² :

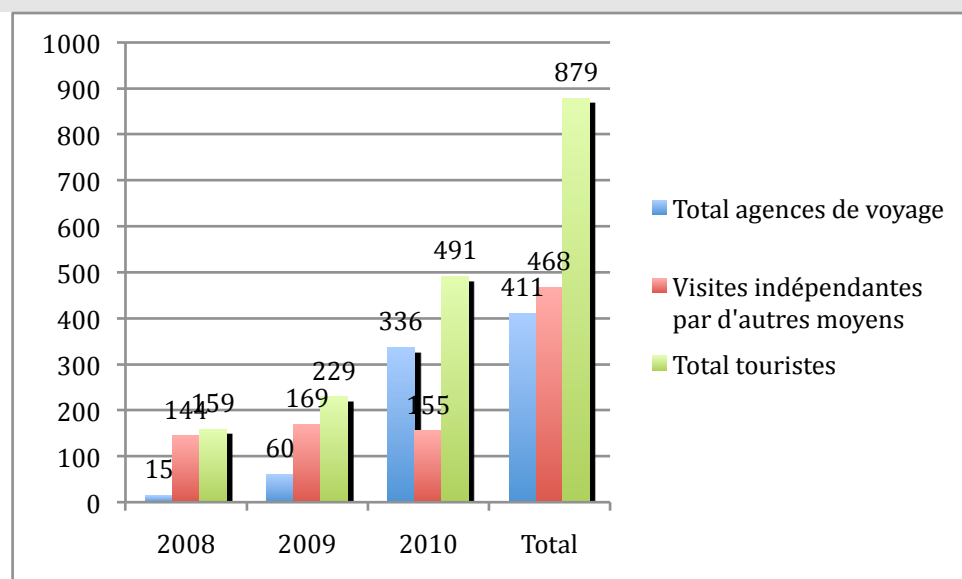
⁸⁹ <http://www.fondazionecariplo.it/portal/page149a.do?link=oln86.redirect>

⁹⁰ <http://www.intervita.it/EN/comeinterveniamo.aspx>

⁹¹ Il est vrai que le PdP recevait déjà des visites avant juin 2007. Néanmoins, celles-ci étaient réalisées de manière informelle, hors du cadre touristique dans lequel elles sont effectuées à l'heure actuelle. Il n'existe pas non plus de statistiques dénombrant le nombre des visites et des touristes avant cette date.

⁹² Les statistiques énoncées ici ont été élaborées à partir des chiffres que j'ai retravaillés depuis la base de données d'ANDES. Ces chiffres font référence uniquement aux visites à des fins touristiques. J'ai écarté de l'analyse statistique les visites non touristiques : enregistrement des documentaires, stages, visites d'inspection d'agences de

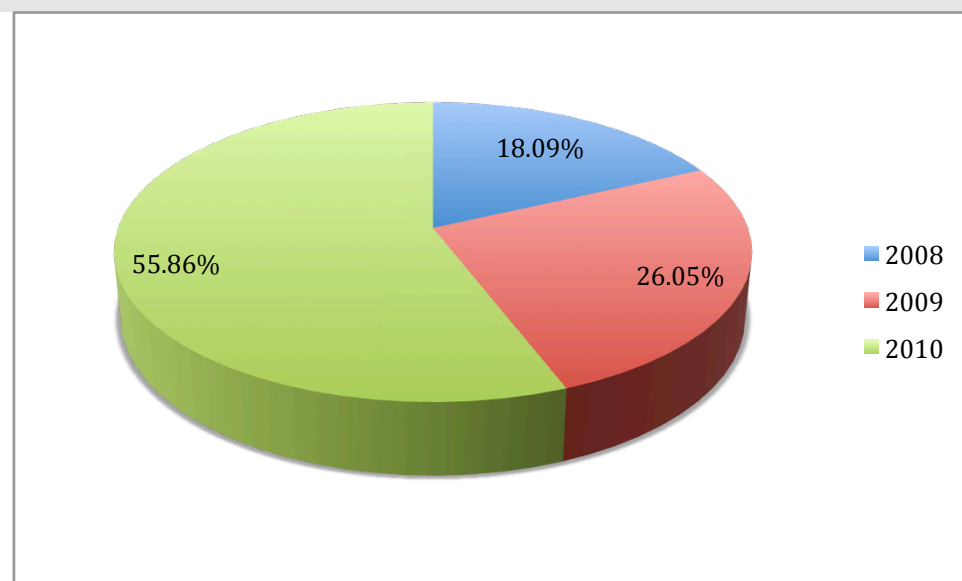
Figure 3.1 : Evolution des touristes du PdP (2008-2010)



Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (chiffres retravaillés par l'auteur).

*A remarquer la participation croissante des agences de voyage (y compris des tour-opérateurs) qui finit par dépasser les visites réalisées de manière indépendante.

Figure 3.2 : Pourcentage des touristes du PdP par an (2008-2010)

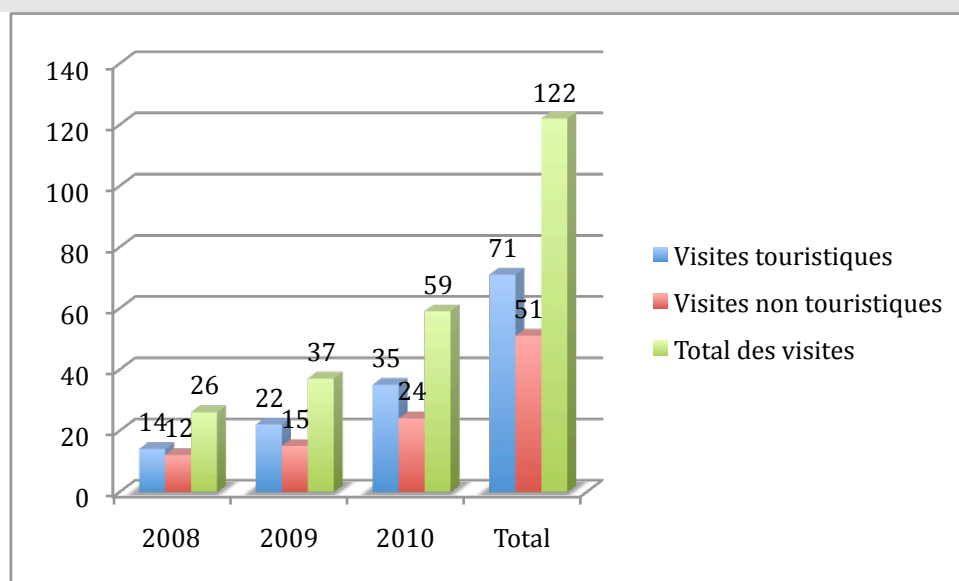


Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (chiffres retravaillés par l'auteur).

*Noter la grande proportion en 2010 (plus de 50%) par rapport aux deux années précédentes.

voyages, etc. De même, les conducteurs de bus, les guides et enfants ont été exclus des statistiques. Les chiffres dénombrent ainsi uniquement la catégorie « touristes adultes ». Il faut remarquer qu'il existe une part d'arbitraire dans la sélection des chiffres. Le caractère arbitraire est principalement dû au fait que les visites considérées au premier abord comme « non touristiques » peuvent aussi contenir un intérêt touristique quelconque. Ainsi, il est parfois difficile de délimiter clairement le « touristique » du « non touristique ». Pour cette raison, les chiffres peuvent sous-estimer, dans une certaine mesure, le flux touristique réel.

Figure 3.3 : Evolution des visites (touristiques et non touristiques) du PdP (2008-2010)

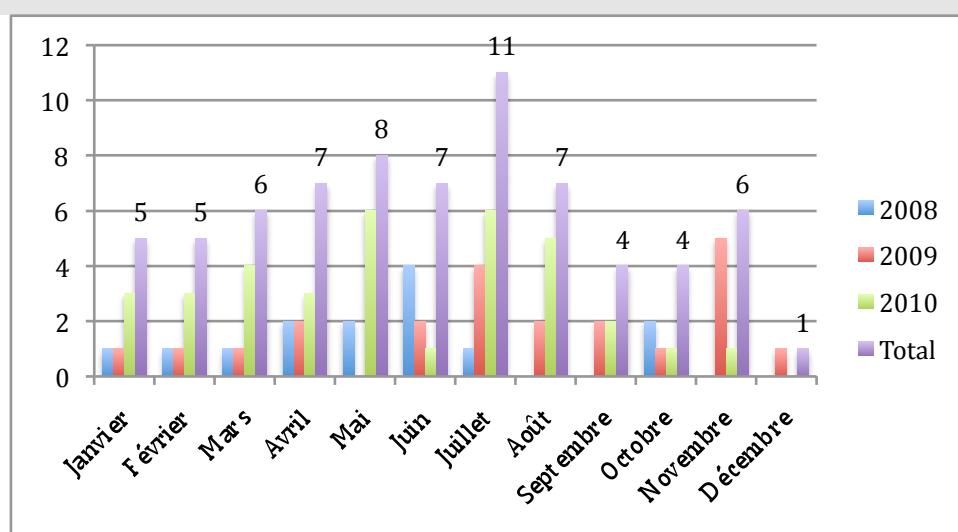


Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (chiffres retravaillés).

*Noter l'évolution croissante des visites à des fins touristiques qui finit par accroître son écart par rapport aux visites « non touristiques ».

Cette évolution croissante du tourisme comporte néanmoins une variabilité mensuelle qui se traduit également par une variabilité du revenu touristique. Cela signifie que les bénéfices touristiques ne sont pas homogènes, mais peuvent varier d'un mois à l'autre, certains mois ne générant même aucun revenu (cf. fig. 3.4)

Figure 3.4 : Variabilité mensuelle des visites touristiques (2008-2010)



Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (chiffres retravaillés).

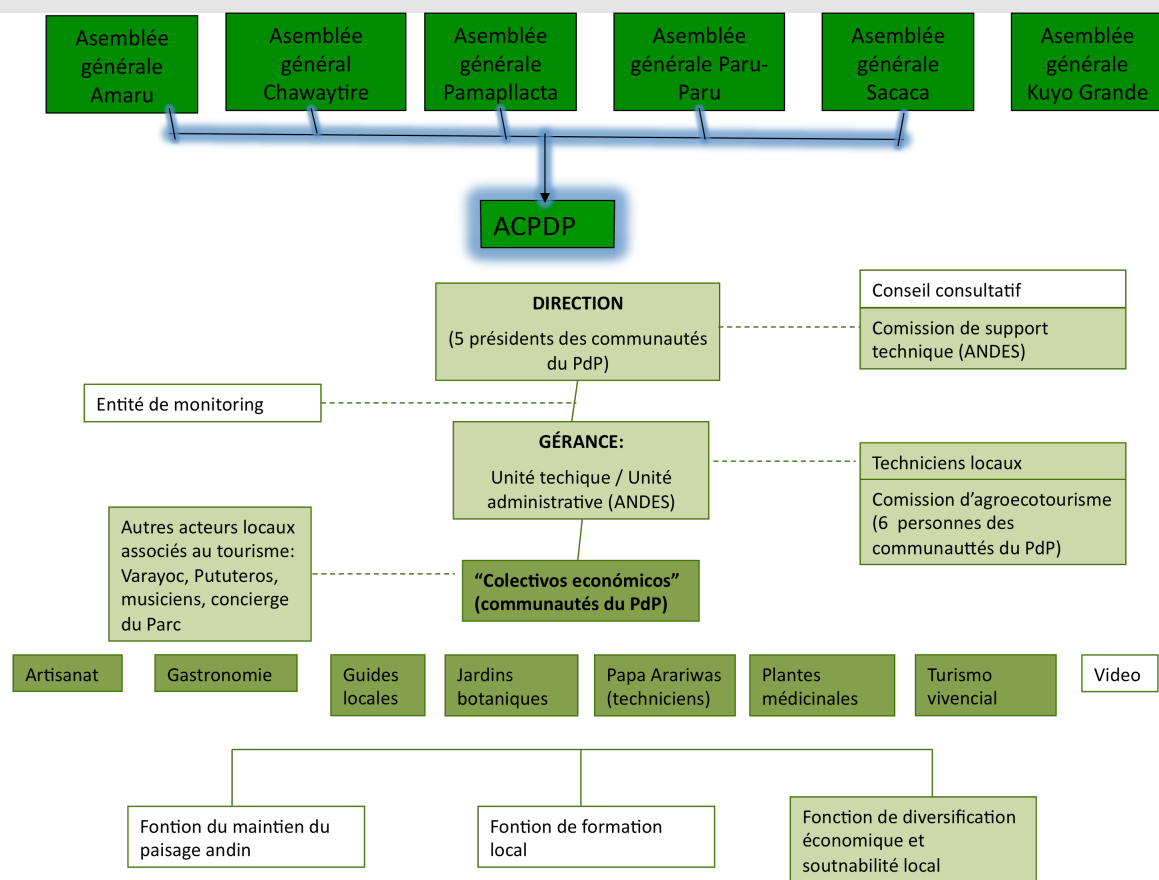
*Noter une courbe avec des mois creux surtout en début d'année (janvier, février et mars) et en fin d'année (septembre, octobre, novembre et décembre). Parfois, il y a des années où un mois n'a pas enregistré aucune visite : août, septembre, novembre et décembre 2008 ; mai 2009 ; décembre 2010. Cette variabilité peut refléter dans une certaine mesure la fluctuation des visites dans la région de Cusco. La haute saison touristique coïncide en effet avec la période des vacances en Occident (juillet - septembre).

En résumé, les visites touristiques du PdP, et par extension les recettes, ont augmenté d'année en année, mais de manière variable selon les mois et les années. Toutefois, les statistiques pour 2011 dénotent une baisse par rapport à 2010 ; situation préoccupante pour les membres du Parc qui croyaient à une continuité de la croissance touristique en termes de visites et de gains économiques. Cette baisse montre encore une fois la variabilité du secteur touristique.

2.3.2 Organisation interne du PdP et de l'agro-écotourisme

Pour mieux comprendre la distribution de recettes touristiques, il faut d'abord expliciter l'organisation interne du PdP avec ses différents acteurs touristiques participant à l'agro-écotourisme. Le schéma suivant montre de manière détaillée cette organisation:

Figure 4 : Organisation du PdP, ses *colectivos económicos* et d'autres acteurs locaux lié à l'agro-écotourisme du Parc



Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (réaménagement selon données et schémas donnés par ANDES).

Remarques :

- 1) Le présent schéma exclut la communauté de Kuyo Grande, car il tente de retracer l'organisation actuelle du Parc où la participation de cette communauté est pour le moment en suspens.
- 2) Ce schéma représente l'organisation idéale (théorique) du Parc, sachant que l'« entité de monitoring » n'est pas encore mise en place et que la « commission d'agro-écotourisme » n'a été créée que récemment (le 5 avril 2011) et n'a pour le moment aucune fonction bien définie.
- 3) Le *colectivo* de vidéo n'a pas eu une participation majeure dans l'agro-écotourisme. A une seule occasion, ce groupe a collaboré avec la réalisation d'un documentaire du Parc ayant pour but la promotion touristique de celui-ci.
- 4) Les *colectivos económicos* accomplissent en théorie les trois fonctions indiquées ci-dessous. Dans cette analyse, je ne m'intéresse qu'à la fonction de diversification économique qui est liée directement à l'étude des impacts socio-économiques.

Sans vouloir entrer dans les détails, j'évoquerai ici brièvement les composants du schéma qui sont directement associés au tourisme du Parc (cf. cadres en vert). Nous pouvons distinguer, d'une part, les acteurs locaux impliqués dans le tourisme du PdP, principalement les *colectivos económicos* ; et d'autre part, l'ONG ANDES qui collabore et participe dans cette activité avec les membres du Parc.

2.3.2.1 Les acteurs touristiques du Parc (ATP)

A) Organisation, composition et prestations touristiques

Comme le montre le schéma, les assemblées générales de chacune des communautés du Parc forment l'*Asociación de Comunidades del Parque de la Papa* (ACDPD). Celle-ci représente l'ensemble de communautés membres ; elle est présidée par les cinq présidents des communautés (la Direction) dont la durée du mandat est de deux ans⁹³. En tant qu'organe suprême du Parc (sorte d'association faîtière), elle chapeaute l'ensemble des *colectivos económicos* – eux aussi réunis en associations. Ces derniers sont les bénéficiaires économiques directs de l'agro-écotourisme du Parc (fonction de diversification économique). D'autres acteurs locaux comme les *Varayoc*, *Pututeros*, musiciens ainsi que le « concierge du Parc »⁹⁴ et les techniciens locaux bénéficient aussi économiquement de cette activité. L'ensemble des *colectivos económicos* et des acteurs associés à l'agro-écotourisme seront désormais considérés comme « acteurs touristiques du Parc » (ATP). Le tableau suivant détaille les prestations touristiques offertes (service et/ou commercialisation des produits) par chacun des ATP:

Tableau 2 : Les acteurs touristiques du PdP (ATP) selon leurs prestations touristiques

ATP (d'après le nom du groupe)	Prestation touristique
Artisanat (trois associations, cf. ci-contre)	Elaboration de divers travaux artisanaux en bijouterie (Association <i>Munay k'anchiq qori q'ente</i>), céramique (Association <i>Sumaq llankari</i>) et textile (Association <i>Ñaupá away</i>) utilisant motifs et matériaux locaux. Ces produits sont exposés soit à travers une explication simplifiée du travail artisanal, soit à travers une explication complète du processus de fabrication artisanale (notamment de la production textile) ^{95***} . Ces produits sont postérieurement mis en vente auprès des touristes.

⁹³ Les cinq présidents des communautés du Parc ainsi que les assemblées générales sont élus tous les deux ans par les membres de chaque communauté. Par conséquent, ces autorités politiques président l'ACDPD uniquement pour deux ans.

⁹⁴ Le travail de cette personne n'a pas un nom spécifique. Celui-ci ressemble au travail des concierges ; raison pour laquelle je l'ai appelé ainsi. A part son travail associé au tourisme, cette personne est chargée également de la surveillance du Centre de Sacaca qu'elle doit effectuer de temps en temps (elle habite tout près de cet endroit). Il ne s'agit pas d'une charge à plein-temps, ni tous les jours, ce qui lui permet d'effectuer d'autres activités économiques à côté de sa responsabilité au Parc.

⁹⁵ Normalement le tour d'un jour comprend une explication simple du travail artisanal, notamment du travail textile. Néanmoins, lorsque le touriste le demande, il peut y avoir une explication plus complète de tout le processus de fabrication textile ; cela requiert un prix supplémentaire. Pour mieux comprendre la différence entre ces deux options, se référer plus loin au tableau 5 (chap. 3.1.1) qui montre le revenu individuel selon les groupes d'ATP et les prestations touristiques offertes.

Gastronomie* (Association <i>Qhachun Waqachi</i>):	Préparation de nourriture à base d'ingrédients locaux (pommes de terre, épices, viandes comme le cochon d'Inde ou l'alpaga, etc.) élaborés pour la dégustation des touristes.
Guides locaux (Association <i>Tukuy Rikuchi waynakuna</i>):	Connaissance approfondie du patrimoine bio-culturel local. Ils maîtrisent plusieurs thématiques : pommes de terre, paysage local, etc. Réception des touristes (en compagnie des musiciens, <i>Varayoc</i> et <i>Pututeros</i>). Travail d'interprétation*** pour les touristes du patrimoine bio-culturel ainsi que de divers lieux du Parc.
Jardins botaniques (Association <i>Qantu</i>)	Conservation de la bio-diversité des plantes médicinales du Parc et provision de celles-ci au groupe de Plantes médicinales principalement, et en moindre mesure à Gastronomie. Participation indirecte de l'agro-écotourisme par la vente des plantes effectuée à ces deux <i>colectivos</i> qui participent directement au tourisme du PdP.
<i>Papa Arariwa</i> */** ⁹⁶ (en quechua « gardiens de la pomme de terre »)	Experts dans la connaissance des pommes de terre du Parc (semence, typologie, techniques agricoles, rituels associés au tubercule, etc.). Travail d'explication*** détaillée sur l'importance du tubercule, notamment son caractère culturel, son adaptation aux changements climatiques.
Plantes médicinales (Association <i>Sipas warmi</i>)	Production de savons, shampoing, tisanes et crèmes à base de plantes médicinales. Ces produits font l'objet d'une explication*** quant à leurs propriétés médicinales et sont par la suite commercialisés auprès des touristes.
<i>Turismo vivencial</i> **	Logement des touristes chez l'habitant (maisons des locaux). A travers l'interaction et le dialogue*** avec les locaux (tant à l'intérieur des maison qu'à l'extérieur lors des promenades ou travaux dans les champs notamment), le touriste appréhende mieux la vie quotidienne et la culture locale.
Techniciens locaux*/**	Avant l'arrivée des touristes : coordination avec les <i>Varayoc</i> , <i>Pututeros</i> et musiciens de la communauté assignée pour l'accueil des visites touristiques (selon un système rotatif) ⁹⁷ . Durant la visite : interprétation du Parc (dans laquelle sont exposés l'histoire du Parc, ses communautés membres, le modèle de conservation du PBCI et ses circuits touristiques).

⁹⁶ Dans la terminologie du Parc et d'ANDES, le groupe *Papa Arariwa* fait référence au groupe de techniciens experts en pommes de terre (*papas nativas*), ayant reçu une formation spécifique de la part d'ANDES. A vrai dire, tout agriculteur du Parc (c'est-à-dire l'ensemble des membres du PdP) est un *Papa Arariwa*, car il connaît – suivant son savoir et son expérience – les pommes de terre qu'il cultive.

⁹⁷ Le calendrier des visites – basé sur un système rotatif (cf. plus bas fig. 5) – détermine la communauté chargée de l'accueil des touristes. Cet accueil est placé sous la responsabilité des *Varayoc*, *Pututeros* et musiciens venant tous de la communauté assignée. De son côté, le technicien local appartenant à la communauté concernée (il y en a un

<i>Varayoc et Pututeros</i> ⁹⁸	Présence de personnages politiques traditionnels chargés de l'accueil traditionnel des touristes.
Musiciens	Démonstration de musique traditionnelle avec des flûtes et tambours pour accueillir les touristes.
« Concierge du Parc »*	Avant l'arrivée des touristes : nettoyage du Centre de Sacaca et mise en place de la maquette du Parc qui est un préalable au travail d'interprétation réalisé par les techniciens locaux. Durant la visite : collaboration à des choses qui peuvent manquer ou qui sont nécessaires pour donner un meilleur service aux touristes.

Source : ANDES. Elaboration de l'auteur.

Note :

* Ces groupes ne participent pas uniquement à l'agro-écotourisme. En effet ils ont d'autres responsabilités en dehors de cette activité, particulièrement les *Papa Arariwa* et techniciens locaux ; les deux groupes sont impliqués directement dans le projet de conservation de la pomme de terre en tant que PBCI. De leur côté, le *colectivo* de gastronomie et le « concierge du Parc » collaborent aux ateliers de formation. Le premier en fait la nourriture pour les participants ; le deuxième réalise diverses tâches lors des ateliers en aidant à ce qu'il est nécessaire : service de nourriture, réparations, déplacement d'objets, etc.

** Ces groupes n'ont pas un nom spécifique pour leur association, contrairement aux autres qui adoptent un nom en quechua.

*** Le travail d'interprétation, explication et/ou dialogue avec le touriste s'effectue en quechua et/ou espagnol.

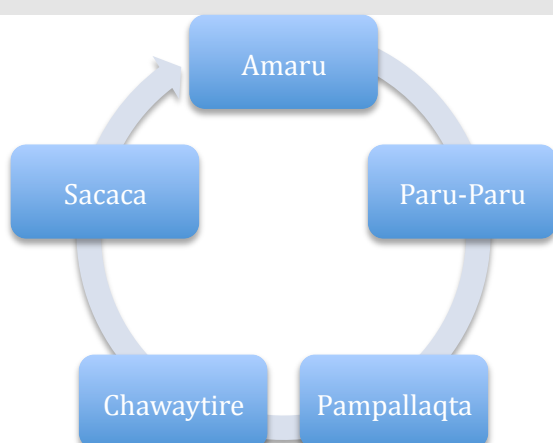
Chaque groupe d'ATP varie en nombre et intègre des membres (hommes et femmes) de chaque communauté du PdP (un total d'environ 62 individus et 46 familles). Les gains touristiques des ATP sont le fruit des prestations touristiques réalisées soit individuellement, soit familialement (cf. tableau 3). Pour faire circuler les gains touristiques auprès des ATP, un système rotatif est normalement appliqué (excluant les guides locaux)⁹⁹. Leur participation à l'agro-écotourisme tend ainsi à suivre un ordre précis suivant l'ATP en question :

par communauté) est responsable de la coordination avec ces ATP afin de garantir la mise en place de l'accueil des touristes le jour de la visite.

⁹⁸ Le *Varayoc* – en quechua « celui qui possède le sceptre (ou vara) » – est la plus haute autorité politique de la communauté (chacune communauté andine en a un). Il s'agit d'une figure traditionnelle élue par la communauté chaque année, au moment du *linderaje* – cérémonie traditionnelle ayant lieu en temps de carnaval (février ou mars). Chaque premier janvier s'effectue un changement de mandat des *Varayoc*. Le rôle de ces autorités politiques est avant tout symbolique. En effet à l'heure actuelle les décisions politiques des villages reviennent aux présidents et à l'assemblée communale. Les *Pututeros* (ou *regidores*) sont des enfants ou jeunes choisis par les *Varayoc*. Ils accompagnent ces autorités traditionnelles en annonçant la présence des *Varayoc* à l'aide d'une corne (*pututo*).

⁹⁹ Le système rotatif est inclus dans l'« Accord intercommunal » (*Acuerdo intercomunal*). Dans un des points, celui-ci stipule : « Les membres des communautés qui fournissent des services associés à l'activité touristique ou entrepreneuriale, incluant logement, le feront de manière rotative, de sorte que tous perçoivent des bénéfices. L'Association [des communautés du Parc de la pomme de terre – ACPDP] déterminera la rémunération pour ces services et définira le système rotatif pour ces prestations ». Traduction d'après l'« Accord intercommunal » : « *Los miembros de LAS COMUNIDADES que presten diversos servicios asociados a la actividad turística o empresarial, incluyendo hospedaje, lo harán de manera rotativa, de forma tal que todos reciban beneficios. LA*

Figure 5 : Exemple de l'application du système rotatif de participation des ATP durant l'activité d'agrotourisme



Source : élaboration de l'auteur (d'après les entretiens avec ANDES et des membres du Parc).

Note :

La figure ci-dessus représente un exemple du fonctionnement du système rotatif. Cet exemple est issu du groupe de Techniciens locaux, retenu pour sa simplicité d'explication. S'il peut être appliqué à d'autres groupes d'ATP, certains peuvent présenter des particularités liées à leur composition mixte ou à leur manque de représentant d'une communauté au sein du groupe en question. On peut citer des exemples montrant ces particularités :

Les **Varayoc, Pututeros, musiciens** – chargé tous de l'accueil des touristes – viennent de la même communauté. Le tour communal suit le même modèle de système rotatif explicité ci-dessus. Néanmoins, la participation d'un des **Pututeros** au détriment de l'autre (deux **Pututeros** par communauté) ne relève pas de ce système. Il semble que cela obéit avant tout à une question de disponibilité, voire de préférence de la part du **Varayoc**.

Quant au **colectivo de Gastronomie**, il pratique également ce système, mais avec une certaine particularité. Ce groupe est formé par trois sous-groupes internes : le premier formé par des femmes d'Amaru, le deuxième par des femmes de Sacaca et le troisième par des femmes de Paru-Paru et Chawaytire (sous-groupe mixte). La rotation suit ainsi ces sous-groupes.

De même, le groupe de **Plantes médicinales** applique le système rotatif avec une particularité propre. Il suit une rotation des sous-groupes de deux personnes, composés normalement par une « ancienne » et une « nouvelle ». La première a plus d'expérience de par son ancienneté dans le **colectivo**, tandis que la deuxième a récemment intégré le groupe.

En ce qui concerne le groupe de **Turismo vivencial**, il suit une double rotation. Premièrement, ANDES désigne la communauté en tour, suivant plus ou moins le modèle ci-dessus. Ensuite, la communauté désignée applique le système rotatif internement parmi les membres du Turismo vivencial appartenant à la communauté en tour. De leur côté, les **Papa Arariwa** semble suivre, lui aussi, le système rotation. Néanmoins, Il s'agit uniquement de deux personnes à réaliser la rotation, contrairement à d'autres groupes d'ATP qui comptent avec plus d'effectifs.

En revanche, le groupe des **Guides locaux** apparaît comme une exception à la règle. Selon l'affirmation d'un des guides (Q/Paru-Paru), il n'y a pas vraiment de rotation entre les guides. Mais l'assignation se fait au mérite, à savoir, selon la participation et la ponctualité des guides. De plus, il peut y avoir un guide mieux préparé que les autres, ce qui peut faire pencher le choix en sa faveur, surtout lorsqu'il s'agit des groupes de touristes importants.

ASOCIACIÓN determinará la remuneración por dichos servicios y definirá el sistema rotativo para la prestación de los mismos ».

Tableau 3: ATP selon le type de prestation, le nombre de personnes/familles concernées et la communauté d'appartenance

ATP	Type de prestation	N° pers.	N° familles	Communautés				
				Ama	Chaw	Pampa	P-P	Sac
Artisanat (cas de sous-groupe textile)	Familiale (produits artisanaux pouvant être élaborés avec l'aide des membres de la famille comme l'époux/épouse, voire les enfants, et pas seulement par la personne membre du groupe)		8	2F	1F	0	2F	3F
Gastronomie	Individuelle (élaboration des repas au restaurant <i>Papamanka</i> par les membres du groupe)	12		4F	1F	0	3F	4F
Guides locaux	Individuelle (le guide réalise les visites et le travail d'interprétation tout seul)	3		1H	0	0	1H	1H
Jardins botaniques	Familiale (jardins gérés familialement)		7	2H	1H	3H	1H	0
<i>Papa Arariwa</i>	Individuelle (le travail d'interprétation réalisé individuellement)	2		0	0	1H	1H	0
Plantes médicinales	Individuelle (élaboration des produits ainsi qu'explication des ingrédients et propriétés des plantes faites par les membres du groupe)	6		1F	0	1F	2F	2F
<i>Turismo</i>	Familiale (réception des		30	10H	0	10H	10H	0

<i>vivencial</i>	touristes à l'intérieur des ménages où, de manière générale, le couple fournit les services/produits destinés aux touristes, par exemple concernant la préparation de la nourriture)							
Techniciens locaux	Individuelle (travail d'interprétation réalisé par le membre du groupe)	5		1H	1H	1H	1H	1H
<i>Varayoc</i>	Individuelle (accueil des touristes fait par la personne)	5		1H	1H	1H	1H	1H
<i>Pututeros</i>	Individuelle (accueil des touristes fait par la personne)	10		2H	2H	2H	2H	2H
Musiciens	Individuelle (exécution musicale par les musiciens)	19		4H	3H	6H	3H	3H
« Concierge du Parc »	Individuelle (travail individuel dans le Centre de Sacaca)		1					1H
Total (individus et/ou famille)		39	1	19	7	25	27	8

Source : ANDES. Elaboration de l'auteur.

Légende : Ama : Amaru ; Chaw : Chawaytire ; Pampa : Pampallaqta ; P-P : Paru-Paru ; Sac : Sacaca
F : Femme ; H : Homme

Note :

Les chiffres cités ci-dessus sont une estimation des personnes/familles directement impliquées dans l'activité touristique du PdP. Ils sont de caractère approximatif et donnent uniquement un aperçu chiffré de la réalité.

D'une part, ces chiffres tendent à sous-estimer le nombre réel des bénéficiaires directs, car il existe d'autres personnes qui échappent aux statistiques. C'est par exemple le cas du groupe de Gastronomie, dont les membres emploient certaines fois (lors des périodes de haute demande touristique) d'autres femmes des communautés

membres (n'appartenant pas au groupe de Gastronomie) pour les aider à l'élaboration de la nourriture¹⁰⁰. Dans certains cas, les membres de la famille de la personne appartenant au groupe peuvent constituer une aide supplémentaire, particulièrement lorsqu'il faut préparer quelque chose au sein du ménage, avant de se déplacer au restaurant. Dans le groupe de Papa Arariwa, j'ai pu également observer à une occasion la participation d'une personne de Chawaytire qui devait faire le travail d'interprétation des pommes de terre dans sa propre parcelle.

D'autre part, ces chiffres peuvent aussi surestimer (peut-être à moindre degré qu'une sous-estimation) le nombre des personnes/familles directement impliquées par l'activité touristique du PdP. Car, dans certains cas isolés, la classification d'un individu/famille au sein d'un groupe d'ATP ne prend pas en compte le fait qu'une personne ou un membre de la famille réalise également une autre activité dans un autre groupe. Par exemple, j'ai pu observer une famille de *Turismo vivencial* dont la femme appartient également au groupe de Gastronomie. Dans ce cas de figure, on compte double le nombre des personnes/familles directement concernées par l'agro-écotourisme du Parc, ce qui fausse le nombre exact des bénéficiaires directs.

En outre, il faut remarquer que ces chiffres ne tiennent pas compte du dynamisme de la composition interne propre à chaque groupe. En effet le discours des ATP lors des entretiens dénote une recomposition des groupes au fil du temps. Par exemple, une des femmes interviewées ne travaillait plus avec le *colectivo* de Gastronomie. En effet, elle n'y avait travaillé que huit mois en 2010 (O/Pampallaqta). De son côté, un des guides (Q/Paru-Paru) affirmait qu'au début du projet d'agro-écotourisme, il y avait 18 membres ; ils n'en sont que 3 à l'heure actuelle. Il soutenait même que, durant une certaine période, il a été le seul guide du Parc. Ces exemples mettent en évidence le caractère provisoire, approximatif et dynamique des groupes ; raison pour laquelle il faut prendre les chiffres ci-dessous comme une aperçu de la réalité appréhendé à un moment donné, en l'occurrence lors du travail de terrain pour le présent mémoire.

B) Distribution des prestations touristiques

Les prestations touristiques sont déployées tout au long des circuits touristiques, dans l'ensemble du Parc. A l'exception des guides locaux (accompagnant les touristes le long des parcours touristiques) et du groupe d'artisanat (ayant son local d'exposition et de vente à Pampallaqta, mais pouvant se déplacer pour la commercialisation artisanale auprès de touristes), le reste d'ATP effectuent normalement leur prestation dans une/des communauté(s) spécifique(s) (cf. tableau 4).

Tableau 4 : Distributions des prestations touristiques des ATP selon les communautés du PdP¹⁰¹

ATP	Lieux des prestations touristiques				
	Communautés				
	Ama	Chaw	Pampa	P-P	Sac
Artisanat		Vente artisanale	Exposition et vente artisanale		Vente artisanale

¹⁰⁰ J'ai pu observer à l'occasion d'un événement important (projet Svalbard) qu'un des guides aidait les femmes des Gastronomie dans la cuisine. Selon les affirmations des membres d'ANDES, de par sa formation comme cuisinier, ce guide a déjà collaboré avec le groupe lorsque la demande touristique le requiert.

¹⁰¹ Ce tableau reprend la distribution des prestations telles qu'elles sont réalisées normalement lors des visites touristiques. Il se peut que cette distribution soit modifiée en fonction de la demande des touristes ou des agences de voyages.

Gastronomie		Restaurant <i>Papamanka</i> (dégustation gastronomique)	Collation offerte aux touristes	Collation offerte aux touristes	
Guides locaux	Suivant l'itinéraire des touristes				
Jardins botaniques	Pas de prestation touristique ni de contact direct avec le touriste (sauf à la demande du visiteur)				
<i>Papa Arariwa</i>		Travail d'interprétation à travers une visite au champ agricole ¹⁰² , voire au restaurant Pampamanka (si le touriste ou l'agence de voyages le demande)	Travail d'interprétation des cultures et diversités de pommes de terre natives au PdP	Travail d'interprétation sur « Adaptation des pommes de terre natives aux changements climatiques »	
Plantes médicinales					Travail d'interprétation et vente des produits au Centre de plantes médicinales
<i>Turismo vivencial</i>	Logement, alimentation et visites pour touristes	Nouveau groupe en formation ¹⁰³	Logement, alimentation et visites pour touristes	Logement, alimentation et visites pour touristes	
Techniciens locaux					Travail d'interprétation du PdP
<i>Varayoc</i>					Accueil des touristes

¹⁰² Cette option n'est pas comprise dans la visite journalière classique (cf. programme de visite journalière, tableaux C.1 et C.2 in annexe 3). Néanmoins, lorsqu'elle est choisie, elle remplace souvent le travail d'interprétation des pommes de terre effectué à Paru-Paru et à Pampallaqta.

¹⁰³ Pour le moment, le *Turismo vivencial* est offert par les communautés d'Amaru, Paru-Paru et Pampallaqta. Un nouveau groupe de 3 familles de la communauté de Chawaytire est en formation et intégrera vraisemblablement le groupe de *Turismo vivencial* du PdP prochainement.

<i>Pututeros</i>					Accueil des touristes
Musiciens					Accueil des touristes
« Concierge du Parc »					Nettoyage et mise en place de la maquette du Parc (pour le travail d'interprétation du PdP)

Source : élaboration de l'auteur (observations du terrain et consultation des dépliants touristiques fournis par ANDES et du site web du Parc : http://www.parquedelapapa.org/esp/02somos_03.html ; consulté en avril 2011).

Légende : Ama : Amaru ; Chaw : Chawaytire ; Pampa : Pampallaqta ; P-P : Paru-Paru ; Sac : Sacaca.

Comme nous le verrons, ces prestations distribuées tout au long du Parc se combinent avec d'autres attraits touristiques pour former ensemble l'offre agro-écotouristique du PdP. Néanmoins, l'interaction et la participation des différents ATP dépendront de l'itinéraire touristique choisi, selon la demande des touristes. Ainsi, certains lieux de prestations peuvent être omis en laissant certains ATP en dehors de la « scène touristique », qui sont par conséquent exclus des gains touristiques¹⁰⁴.

2.3.2.2 L'ONG ANDES

De son côté, ANDES contribue au bon déroulement de l'agro-écotourisme. Il s'occupe non seulement de l'administration, la logistique, la comptabilité et la promotion du tourisme (gérance), mais fournit aussi un support technique¹⁰⁵. A l'heure actuelle, ANDES est chargé de :

- La réception d'appels, de courriels et de visites au bureau pour fournir des informations et/ou effectuer des réservations pour les visites du Parc.

¹⁰⁴ Comme nous le verrons plus loin, le choix d'une route ou d'un itinéraire touristique déterminera les ATP concernés par les recettes touristiques. Ce point est capital pour comprendre les disparités en termes de gains entre les différents ATP.

¹⁰⁵ Pour voir schématiquement la place d'ANDES dans l'organisation interne du PdP, se référer plus haut à la figure 4 (chap. 2.3.2).

- L'organisation et la coordination des visites du Parc avec les ATP concernés (selon le circuit touristique à suivre).
- La réception du paiement et sa distribution ultérieure auprès des ATP concernés par la visite.
- La gestion et distribution du *Fondo comunal*¹⁰⁶ aux communautés membres.
- L'information et la promotion touristique¹⁰⁷ auprès des agences de voyages, tours-opérateurs (nationaux et internationaux) et institutions nationales (DIRCETUR, MINCETUR, etc.).
- La formation des *colectivos económicos* et techniciens locaux pour améliorer leurs prestations touristiques¹⁰⁸.

Si ces tâches reviennent actuellement à l'ONG, il est néanmoins envisagé que celles-ci soient progressivement assumées par les communautés dans une perspective d'autogestion locale complète de l'agro-écotourisme du PdP à l'avenir.

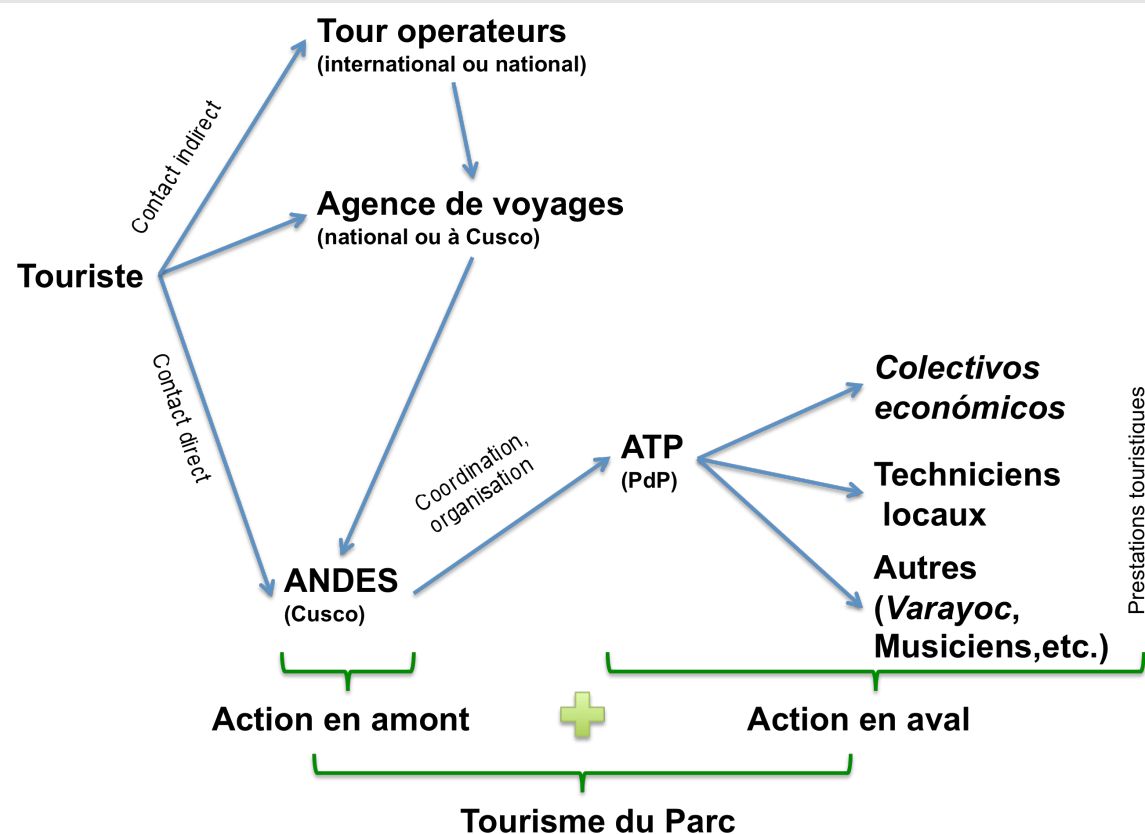
Par conséquent, l'agro-écotourisme du PdP est une activité qui mobilise un travail réalisé tant « en amont » par ANDES (coordination, organisation) qu' « en aval » par les ATP (prestations touristiques). Ce travail en commun permet la mise en place des visites touristiques et rend possible l'agro-écotourisme du Parc (cf. schéma ci-dessus).

¹⁰⁶ Le *Fondo comunal* (« Fonds communal ») correspond à l'argent accumulé annuellement grâce aux visites (touristiques et non touristiques) et aux donations. Ce fonds sera distribué de manière équitable au sein des communautés du PdP à la fin de l'année. Ce concept clé sera traité en détail lorsque j'introduirai le chapitre sur les impacts socio-économiques de l'agro-écotourisme pour les communautés du Parc.

¹⁰⁷ Comme nous le verrons plus loin (cf. chap. 2.3.4), cette tâche fait plutôt défaut et constitue ainsi une des principales limites du développement du tourisme du PdP.

¹⁰⁸ ANDES réalise de manière continue des « ateliers » (*talleres*). Ceux-ci ont comme finalité d'améliorer la connaissance et les pratiques des *colectivos económicos* et techniciens locaux en diverses matières telles que le changement climatique ou l'usage d'énergie alternative (panneaux solaires par exemple). Si certains ateliers ne concernent aucunement l'activité touristique du Parc, d'autres y sont liés de manière directe ou indirecte (étant donné que le tourisme chapeaute plusieurs activités et groupes économiques du Parc).

Figure 6 : Processus « en amont » et « en aval » rendant possible le tourisme du PdP



Source : élaboration de l'auteur.

Note :

Le touriste (national ou international) peut passer par un tour-opérateur, une agence de voyages ou directement par ANDES pour se rendre au Parc. Dans ce dernier cas de figure, le touriste prend contact avec l'ONG via courriel ou par téléphone afin de coordonner et réserver sa visite au Parc. Le paiement sera effectué directement à l'ONG avant la visite (minimum 8 jours à l'avance).

De leur côté, les tours-opérateurs travaillent souvent avec des agences de voyages se trouvant au Pérou et souvent à Cusco afin de mettre en place les services/itinéraires touristiques décidés en accord avec le touriste (en l'occurrence la visite au PdP). Parfois, les tours-opérateurs peuvent dispenser des services des agences de voyages, car ils sont en mesure de fournir tous les services sur place. Selon le parcours et les services demandés par le visiteur, ANDES et le Parc mettront sur place les différents ATP concernés par la visite. L'ONG effectuera le paiement postérieurement pour les diverses prestations touristiques des ATP.

2.3.3 Offre touristique

La biodiversité des *papas* (icône touristique du Parc), les lacs (*Totorani, kinsaqocha*, etc.), les sites archéologiques (*Inkawasi, Pukara Pantilliclla*, etc.), la diversité des oiseaux, les coutumes traditionnels, entre autres, constituent des attraits touristiques du Parc (cf. fig. 7). A ceux-là s'ajoutent les divers services/produits offerts aux visiteurs par les acteurs touristiques locaux. Ces deux ensembles forment ensemble

l'offre touristique du PdP. La conceptualisation de cette offre est le fruit d'un travail en commun entre ANDES et les membres du PdP.

Il en résulte une offre touristique standardisée qui est habituellement proposée aux visiteurs sous la forme d'itinéraires. Ceux-ci peuvent comprendre une visite journalière (« visite d'un jour » ou « route gastronomique ») ou de trois jours de trekking (cf. in fig. 7 les trois routes : *Pukara*, *Qocha* et *Papa*)¹⁰⁹, avec possibilité de faire du camping ou dormir chez l'habitant (*Turismo vivencial*).

Bien que l'offre soit relativement large, la majorité effectue « la visite d'un jour ». Cette visite journalière comporte un itinéraire plus ou moins précis avec deux variantes¹¹⁰. Celles-ci ne divergent que très peu ; la seconde offre notamment la possibilité d'effectuer une randonnée alors que dans la première tout déplacement intercommunautaire se fait en bus. Si le premier, contrairement au second, offre une interprétation du travail artisanal, la vente artisanale s'effectue généralement dans les deux variantes.

Bien que les visites touristiques tendent à suivre ces standards, rien n'exclut des modifications possibles. Dans ce sens, les itinéraires journaliers doivent être considérés comme exemples d'une « visite habituelle ». La demande touristique est susceptible de modifier ces deux programmes préétablis. Comme l'affirme un des techniciens locaux :

*« En fin de compte, c'est le touriste qui décide ; son opinion [de ce qu'il/elle veut faire] change constamment. »*¹¹¹

¹⁰⁹ Ici je ne prends en considération que les parcours proposés aux touristes sur les dépliants touristiques et le site Web du Parc : http://www.parquedelapapa.org/esp/04paketes_01.html (consulté en avril 2011). D'autres types de visites excédant les trois jours peuvent être arrangées avec le touriste ou l'agence de voyages. Par exemple, l'on peut citer les groupes d'étudiants universitaires « dragons » des Etats-Unis qui se sont rendus au PdP à trois occasions (3 années de suite : 2008-2010) pour effectuer une sorte de « volontourisme » pour une durée approximative d'une semaine. Ces types de visites demeurent néanmoins rares par rapport à l'ensemble des visites touristiques du Parc.

¹¹⁰ Les horaires sont approximatifs car il peut y avoir des imprévus avant/durant la visite, ce qui peut retarder l'accomplissement des horaires fixés préalablement. Cf. tableaux C.1 et C.2 sur les deux variantes du programme de visite journalière in annexe 3.

¹¹¹ « *Al final el turista decide, su opinion cambia siempre* » (F/Paru-Paru).

Figure 7 : Carte touristique du PdP avec circuits, routes et services offerts aux visiteurs



Source : <http://www.parquedelapapa.org/esp/mapa.html> (consulté en avril 2011)

2.3.3 Demande touristique

La demande touristique ne suit pas forcément l'offre d'agro-écotourisme du Parc. D'où le caractère théorique des trekkings de trois jours¹¹² qui n'obéissent pas à la demande touristique, celle-ci se caractérisant par des visites journalières. Cela empêche certains groupes, notamment celui de *Turismo vivencial*, de participer plus activement au tourisme du Parc. En effet pour se mettre dans la « scène touristique », ce groupe est tributaire des visites dépassant une simple journée :

« *Le Parc amène toujours [des touristes], mais [ils] viennent pour un jour et après s'en vont. Pour la plupart [ils] ne restent pas ici.*¹¹³ »

Quant à la visite journalière, elle peut subir quelques modifications lorsqu'il faut s'adapter à la demande touristique : composition des ATP participant à la visite (qui et combien), horaires de visite, communautés visitées, etc. Selon le temps à disposition – souvent très restreint (respect d'un itinéraire touristique bien précis)¹¹⁴ – se met en place un processus de sélection des attraits touristiques à visiter et des ATP avec qui interagir (parmi tout l'éventail existant). Il arrive, par exemple, que certains touristes veuillent une visite basée uniquement en jardins botaniques, en champs agricoles ou en restauration locale¹¹⁵.

¹¹² Cf. plus haut les trois trekkings (*Pukara, Qocha et Papa*) in figure 7. Il est intéressant de souligner que lors de mon séjour, je n'ai pas pu observer un seul groupe faire un des trekkings proposés par le Parc. Selon un guide local (Q/Paru-Paru), durant tout son travail au PdP, il n'a accompagné que deux visites ayant fait un des trekkings.

¹¹³ « *El Parque trae siempre [turistas], pero hacen un día y allí se van. Majoritariamente no se quedan aquí* » (G/Paru-Paru). A une seule occasion, j'ai pu constater l'arrivée d'un couple anglais qui allait faire du *Turismo vivencial* (2 nuits chez un habitant de Paru-Paru). Et un membre de *Turismo vivencial* (P/Pampallaqta) a affirmé avoir reçu un couple d'Argentins qui allait rester 3 jours chez lui. Cette personne avait reçu une seule visite en 2009 (3 jours) et en 2010 (4 jours). Un de ses collègues (G/Paru-Paru) a aussi affirmé qu'il a reçu uniquement deux visites en 2010 (une personne pour 4 jours et deux pour 6 jours), bien que cette année-là ait été la période ayant le plus de touristes dans l'histoire du Parc (cf. les statistiques in chap. 2.3.1).

¹¹⁴ Lors de mes conversations avec des touristes et/ou guides d'agences de voyages durant leur visite du Parc, j'ai pu répertorier divers itinéraires touristiques à suivre après cette visite. La plus fréquente est associée au tour à la « Vallée sacrée » et/ou Písaq (visite du marché artisanal et/ou du site archéologique *Intihuatana*). Par exemple, j'ai rencontré deux groupes de touristes qui allaient faire une randonnée depuis Sacaca jusqu'au site archéologique de Písaq. D'autres groupes continuaient leur parcours touristique vers d'autres communautés telles que Chinchero (connue pour son Eglise coloniale, ses sites archéologiques et son marché artisanal) ou Huchuy Qosqo (possédant des sites archéologiques et ayant une offre de *Turismo vivencial*).

¹¹⁵ Cette affirmation vient du membre d'ANDES chargé des réservations et informations des visites touristiques du PdP. J'ai pu également attester ce type de visites lors de mon séjour au Parc. Il faut rappeler que si le touriste le désire, il existe la possibilité de faire uniquement la visite au restaurant *Papamanka* (appelée « route gastronomique ») : http://www.parquedelapapa.org/esp/04paketes_03.html (consulté en avril 2011).

La demande touristique peut en outre exclure certains composants ou prestations inclus dans la visite journalière. Par exemple, si le temps l'empêche, l'interprétation locale des pommes de terre peut être supprimée et remplacée pour une simple démonstration et interprétation des *papas* sur le lieu d'accueil des touristes (Sacaca). Ce cas-là demeure néanmoins rare. Lorsque cela arrive, un des *Papa Arariwa* se déplace à Sacaca pour effectuer cette interprétation au lieu de le faire sur le terrain (Paru-Paru, Pampallaqta et/ou Chawaytire). Il explique, à l'aide des pommes de terre coupées au couteau, la biodiversité du tubercule ainsi que ses propriétés, par exemple en tant qu'antioxydant. Le cas échéant, le responsable d'ANDES chargé du travail de coordination des visites sur place¹¹⁶ assume ce rôle.

Bien que cela soit rare, la visite au restaurant *Papamanka* peut aussi être exclue de l'itinéraire faute de temps, voire pour d'autres raisons. Par exemple, j'ai pu observer un groupe des touristes un peu exclusifs dont l'agence de voyages s'était mise d'accord avec ANDES pour louer le restaurant au lieu de demander les prestations du groupe de Gastronomie. A cette occasion, un chef et du personnel de cuisine externes avaient été chargés de la dégustation gastronomique des touristes. Si le paiement pour la location a bel et bien couvert le paiement versé normalement au groupe de Gastronomie, cet exemple montre néanmoins les modifications que peut opérer la demande touristique¹¹⁷. Dans d'autres cas, des modifications peuvent toutefois comporter des conséquences économiques pour le groupe. Par exemple, une fois une agence de voyages avait contracté les services culinaires d'une dame de Paru-Paru n'appartenant pas au groupe de Gastronomie. Ainsi, les visiteurs ont mangé chez elle au lieu d'aller au restaurant *Papamanka*. Bien que cela soit rare, les prestations de guides locaux, des plantes médicinales ou encore de l'accueil touristique (*Varayoc*, *Pututeros* et musiciens) peuvent aussi être exclues de l'itinéraire touristique.

¹¹⁶ A quelques occasions, j'ai pu observer la participation de ce responsable d'ANDES dans le travail d'interprétations de pommes de terre natives. Certes, souvent cette « intromission » n'était qu'un préambule de ce qui allait être présenté par les *Papa Arariwa* ultérieurement sur le terrain. Toutefois, à quelques rares occasions, le responsable avait carrément remplacé le *Papa Arariwa*. Une fois, lors de la visite de deux représentants d'un tour-opérateur américain, il s'est même chargé de faire les visites des champs et des serres de pommes de terre dans les communautés de Pampallaqta.

¹¹⁷ Cette visite avait un caractère exceptionnel, suite à la demande d'une agence de voyages qui amené un groupe exclusif d'Allemands. Cette visite a fait l'objet d'une évaluation négative de la part d'ANDES, car certains groupes d'ATP (Gastronomie et Musiciens) ont été remplacés par d'autres personnes n'appartenant pas au Parc. En effet, l'agence de voyage avait engagé un chef de cuisine, des aides cuisiniers ainsi que des musiciens et danseurs venus de Cusco. Cela a fini par décontextualiser le tourisme proposé par le PdP et par rompre la logique qui cherche à bénéficier économiquement aux personnes du Parc.

De manière plus récurrente, la visite au Centre artisanal (Pampallaqta) tend à être laissée de côté. Cela peut s'expliquer par l'offre excessive d'artisanat non seulement à Cusco (ville et région) mais aussi dans le Parc même (nombreuses associations tisserandes)¹¹⁸. Même lorsque le groupe d'Artisanat se déplace à Sacaca ou Chawaytire pour commercialiser ses produits, ceux-ci sont difficiles à vendre pour la même raison. En outre, il est intéressant de remarquer qu'un des itinéraires journaliers exclut d'office la participation de ce groupe¹¹⁹, et l'autre semble inclure uniquement le sous-groupe des Tisseurs. Selon un membre d'ANDES, les deux sous-groupes restants, à savoir, Bijouterie et Céramique, semblent en voie de décomposition¹²⁰.

En revanche, d'autres ATP sont privilégiés par la demande touristique. L'accueil des *Varayoc*, *Pututeros* et musiciens est toujours bien apprécié, et par conséquent fait souvent partie des visites touristiques. De même, les techniciens locaux et d'autres groupes comme les Plantes médicinales participent (presque) toujours aux visites, favorisés principalement par leur situation géographique dans le circuit du Parc (à l'entrée du PdP dans la communauté de Sacaca qui est aussi le point du départ des visites). De leur côté, les *Papa Arariwa* et Gastronomie semblent être retenus dans l'itinéraire touristique si le temps prévu pour la visite ne l'empêche pas. De même, les prestations des guides locaux sont généralement incluses dans les visites du Parc.

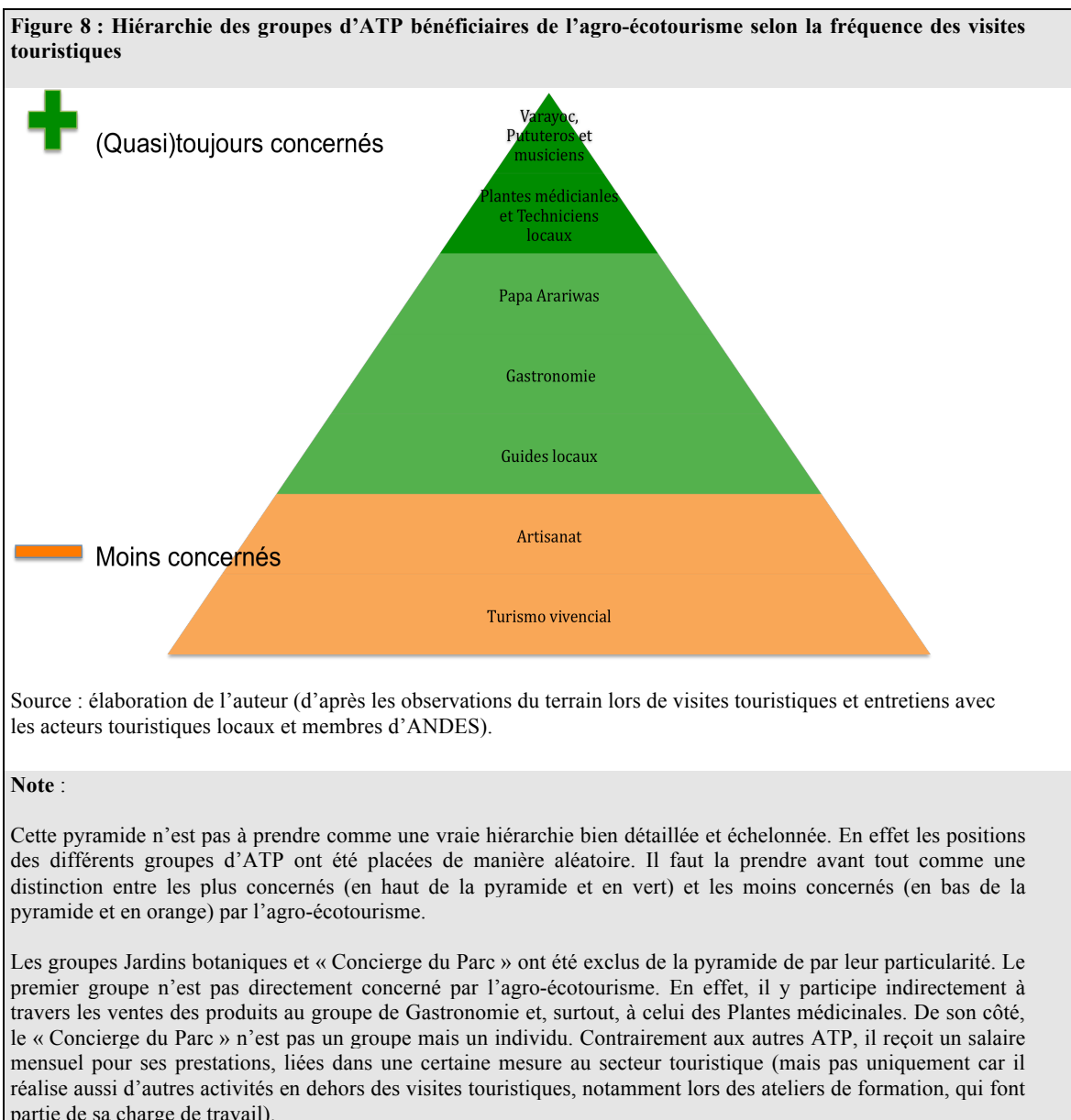
¹¹⁸ Dans toute la région de Cusco, il existe de nombreuses associations qui offrent exactement les mêmes prestations touristiques que le groupe d'Artisanat du Parc, voire plus. On peut citer les nombreuses associations tisserandes dans la communauté Chincheros (fameuse pour ses tissus) ou encore l'exemple d'*Awana Kancha*. Ce dernier se présente sous forme de musée vivant situé à une vingtaine de minutes de la ville de Cusco. Il est possible de voir des démonstrations du processus de fabrication textile traditionnelle ainsi que de côtoyer différents types de camélidés s'y promenant (<http://awanakancha.com/about.html> ; consulté en avril 2011).

Au sein du Parc, il existe aussi ces mêmes prestations. J'avais mentionné plus haut l'exemple d'autres associations tisserandes, comme le CTTC à Chawaytire (faisant partie du tourisme *dans* le Parc). Au même titre que le groupe d'Artisanat du Parc, cette association réalise des démonstrations du processus traditionnel de fabrication textile et commercialise sa production artisanale. Cette association bénéficie de son prestige (qualité et variété de la production textile) et d'une promotion touristique plus accentuée que le groupe d'Artisanat du PdP. A une occasion, lors d'une visite touristique du PdP, j'ai même pu observer comment l'agence de voyages avait réussi à inclure les prestations de cette association dans l'itinéraire touristique du PdP, laissant ainsi à l'écart les prestations du groupe d'Artisanat du Parc.

¹¹⁹ Cf. le programme des visites journalières du PdP (tableaux C.1 et C.2 in annexe 3).

¹²⁰ Selon le membre d'ANDES responsable de l'information et des réservations des visites touristiques, ces deux sous-groupes seraient en fragmentation. Elle affirme qu'il ne resterait qu'un représentant par sous-groupe. Dans le cas de la Bijouterie, cette personne serait si occupée par d'autres activités avec la Municipalité de Písaq qu'elle n'aurait pas le temps de s'occuper de son travail artisanal dans le cadre de l'agro-écotourisme du Parc. Cette information semble corroborée par certains ATP qui, lors d'une conversation collective dans un atelier, étaient incapables de citer au moins un membre de ces deux sous-groupes. La désintégration de ceux-ci pourrait être aussi le reflet de la demande touristique qui tend à négliger le groupe d'Artisanat du Parc de manière générale.

Ainsi, certains groupes d'ATP sont plus concernés par les visites touristiques que d'autres. La pyramide ci-dessous (fig. 8) esquisse une certaine hiérarchie distinguant deux groupes, des plus concernés aux moins concernés par l'agro-écotourisme :



Comme le montre la pyramide, le **groupe vert** est le plus concerné par le tourisme du PdP, lui qui fait partie (quasi) toujours des visites touristiques. Le **groupe vert obscur** est surtout favorisé par sa situation géographique stratégique dans le circuit touristique du PdP (Sacaca, communauté étant le point de départ des circuits touristiques du Parc). Les *Papa Arariwa* et Gastronomie du **groupe vert clair** sont avantagés par leur importance en tant qu'acteurs emblématiques du Parc (connaissances agricoles sur les pommes de terre et élaboration des produits à base de

ce tubercule). Si normalement ces deux ATP font partie des visites touristiques¹²¹, il se peut, selon le temps à disposition des touristes, qu'un des deux soit privilégié au détriment de l'autre. Il est très rare qu'aucun des deux n'y soit inclus. De leur côté, les guides locaux participent activement, surtout lorsqu'il s'agit de touristes internationaux¹²².

Par contre, le **groupe en orange** est moins concerné par l'agro-écotourisme. Malgré sa (quasi) omniprésence à chaque visite, le groupe d'artisans est souvent négligé. D'une part, l'interprétation artisanale au Centre de Pampallaqta est très souvent exclue des visites touristiques ; d'autre part, les ventes sont réduites en nombre et en prix, voire parfois nulles, surtout à cause de la forte offre artisanale dans toute la région de Cusco, et au sein du Parc. Le discours d'une femme en est symptomatique. Elle déplore la situation du groupe Artisanat tout en mettant en évidence la hiérarchie des groupes :

« On fait des tissus, mais il n'y a personne pour les acheter. [...] On fait cela pour rien. Pour cette raison je veux passer au groupe de Plantes [médicinales].¹²³ »

L'offre peut donc se heurter à la demande touristique. Le temps restreint – associé à l'itinéraire touristique à suivre après la visite du PdP – en est une des causes principales. L'argent peut aussi en devenir une autre cause, surtout lorsqu'il s'agit de visites indépendantes (en dehors d'agences de voyages). En effet le prix peut sembler prohibitif pour certains, surtout ceux qui voyagent seuls (le prix est variable selon le nombre de visiteurs, cf. fig. 9). Dans ce cas-là, s'il n'y a que quelques personnes, elles tendent à amoindrir le prix en éliminant certaines des prestations offertes

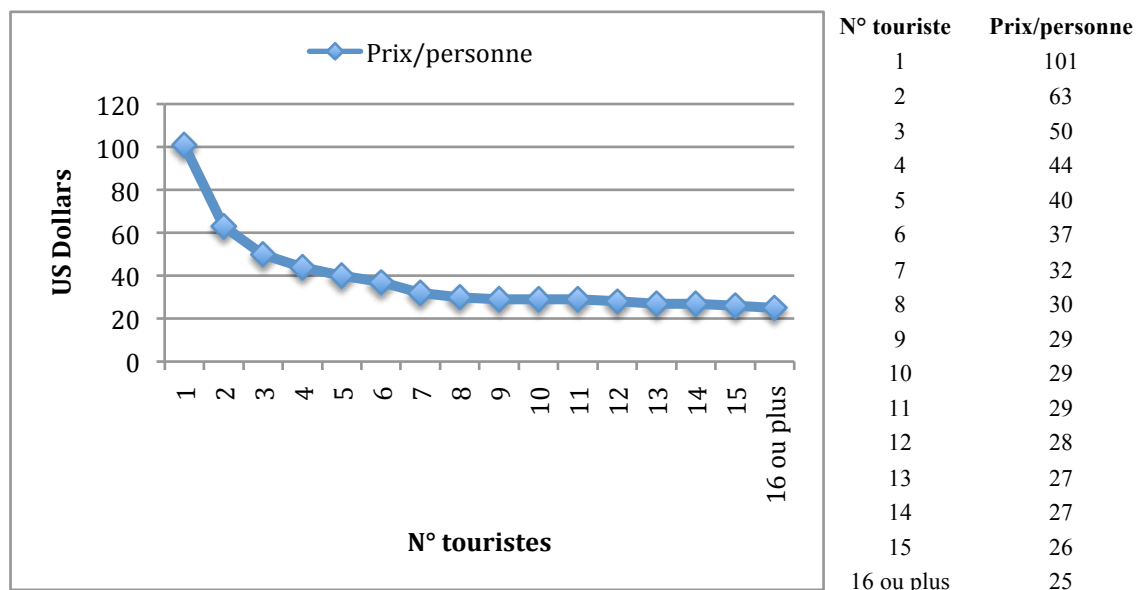
¹²¹ Se référer au programme de visites journalières (tableaux C.1 et C.2 in annexe 3).

¹²² Un guide local (Q/Paru-Paru) a affirmé avoir presque toujours participé aux visites du Parc. De leur côté, deux techniciens locaux (F/Paru-Paru et L/Pampallaqta) ont affirmé que ces ATP participent presque toujours aux visites, surtout s'il s'agit de touristes étrangers. En effet, le touriste national, d'après eux, tend à se priver des prestations des Guides locaux afin de réduire le coût du tour.

¹²³ « *Se hacen tejidos pero no hay quien los compre [...] Por gusto estamos tejiendo. Por eso quiero cambiar al grupo de Platas [medicinales]* » (B/Sacaca). D'autres ATP confirment la situation défavorisée de ce groupe. Un technicien local (F/Paru-Paru) considère que les groupes Artisanat et Jardins botaniques se trouvent parmi les plus défavorisés quant à l'activité d'agro-écotourisme. Selon certains membres de Jardins botaniques, ils ne vendent pas beaucoup de produits aux Plantes médicinales, groupe censé acheter leurs produits. En effet, « *ils travaillent leur propres plantes, alors ils n'achètent que peu* » (« *Ellos mismos trabajan sus plantas así que poquito compran* ») (N/Pampallaqta). En revanche, d'autres groupes comme celui des Plantes médicinales sont plus concernés par l'agro-écotourisme. Deux membres (R/Pampallaqta et S/Amaru) affirment qu'elles reçoivent toujours des visiteurs auprès de qui elles peuvent commercialiser leurs produits.

normalement lors de visites¹²⁴. Ainsi, quelle qu'en soit la cause, ce phénomène peut finir par privilégier certains groupes d'ATP au détriment d'autres. Corolairement, cela induit des conséquences sur les recettes touristiques et leur distribution auprès des ATP¹²⁵.

Figure 9 : Evolution des prix des visites selon le nombre des touristes (selon les tarifs pour 2011)



Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (graphique).

Note :

Les prix indiqués ci-dessus sont ceux proposés directement par ANDES, dans le cas d'un contact direct entre le touriste et l'ONG. Ils n'incluent pas le déplacement (il faut prendre de préférence un taxi pour une demi-journée, d'un coût d'environ 20 USD), ce qui constitue une dépense nécessaire pour se rendre au Parc. Ces chiffres n'incluent pas non plus les services des guides dans le cas où le touriste ne comprend ni l'espagnol ni le quechua (coût d'environ 70 USD la journée).

Il faut aussi remarquer que ces prix ne correspondent pas à ceux donnés par les agences de voyages et/ou tours opérateurs. Il y a encore une majoration de prix lorsque l'on passe par ce type d'agents touristiques. Néanmoins, il est possible, suivant l'agence de voyages/tour opérateur, que le prix pour un touriste qui voyage seul au Parc (101 USD) soit réduit si la personne prend les services de ce type d'agents touristiques. En effet ils sont plus susceptibles qu'ANDES de rassembler les touristes et de répartir les touristes en groupes organisés, ce qui peut réduire le prix par personne.

En outre, la demande touristique – en termes de nombre de touristes par visite – peut influencer sur le nombre des participants au sein de chaque groupe ; plus il y a de

¹²⁴ Comme nous le verrons (chap. 2.3.4), le prix peut devenir un facteur limitant le développement du tourisme du PdP. Dans la mesure du possible, ANDES essaie de s'adapter au budget du touriste. Néanmoins, il arrive que même avec l'élimination de certaines prestations touristiques, le prix reste cher pour le visiteur, surtout s'il voyage seul.

¹²⁵ J'y reviendrai dans la partie concernant les impacts socio-économiques.

visiteurs, plus le nombre des participants d'ATP tendra à croître. Cette équation s'effectue normalement à l'aide des seuils selon le nombre de visiteurs, ce qui permet d'accorder la quantité d'ATP au prix total payé par l'ensemble des touristes. En fait, c'est le tableau des tarifs (*tarifario*) avec lequel travaille ANDES qui détermine les seuils, le prix total à payer par visiteur ainsi que la quantité d'ATP et la somme d'argent qui correspond à chacun pour ses prestations¹²⁶.

Par conséquent, la demande touristique a – d'une manière ou d'une autre – un effet sur la configuration des visites et la participation des ATP (« qui » et « combien »). Comme nous le verrons, l'écart entre ce qui est proposé (offre) et ce qui est pratiqué (demande) est une donnée de base pour mieux appréhender les impacts socio-économiques de l'agro-écotourisme du Parc.

2.3.4 Potentiel et limites au développement de l'agro-écotourisme

Par rapport à d'autres expériences du tourisme rural communautaire (TRC) au Pérou, le Parc possède des attraits particuliers. L'agro-écotourisme du Parc présente en effet certains potentiels touristiques qui peuvent favoriser le développement de cette activité, principalement :

- Aire de conservation des pommes de terre *in situ*¹²⁷ la plus grande du monde (environ 1300 variétés).
- Une expérience touristique intercommunale (dépassant le cadre classique « communal » du TRC¹²⁸) où le touriste visite et interagit directement avec plusieurs membres venant des différentes communautés.

¹²⁶ Cf. le tableau de tarifs pour 2012 in annexe 3.

¹²⁷ Le CIP est considéré comme l'aire (laboratoire) de conservation *ex situ* la plus grande du monde. Il constitue une banque génétique de la pomme de terre où plusieurs espèces du monde entier sont conservées. En revanche, le PdP est une aire de conservation *in situ*, à savoir dans les champs agricoles où la conservation est en mains des paysans du Parc.

¹²⁸ Comme son nom l'indique, le « tourisme rural communautaire » se focalise majoritairement sur une seule communauté (et souvent une seule association de cette communauté) qui gère l'activité touristique. En revanche, le Parc promeut un tourisme que l'on peut qualifier de « tourisme rural intercommunautaire » où sont concernées non seulement cinq communautés, mais aussi plusieurs associations intégrant divers ATP issus de ces communautés.

- Une offre variée d'activités et possibilités de visites¹²⁹ mises en œuvre par plusieurs ATP sous une gestion locale (« tourisme en aval »¹³⁰).

Toutefois, plusieurs facteurs empêchent encore de développer davantage le tourisme du PdP. Il est possible de regrouper ceux-ci en fonction des acteurs impliqués dans l'agro-écotourisme, soit directement (ANDES, les communautés du PdP et le touriste), soit indirectement (institutions gouvernementales liées au tourisme et agences des voyages).

A) ANDES

L'ONG est responsable de la gestion et de l'organisation du « tourisme en amont ». C'est donc à ce niveau-là qu'ANDES présente 5 aspects limitant le développement touristique du Parc :

- **Le manque de personnel chargé exclusivement de l'agro-écotourisme du PdP.** Les différents membres de l'ONG prennent en charge le secteur touristique de manière souvent peu intégrée (chacun travaillant de son côté et lorsque cela a un rapport avec leur domaine de compétences). Certes, il y a deux personnes qui sont plus concernées par ce secteur ; l'une s'occupe avant tout de l'information, des réserves et de la comptabilité du tourisme du Parc ; l'autre est responsable de la coordination des visites sur le terrain avec les ATP. Mais toutes les deux ont d'autres responsabilités avec ANDES qui vont au-delà du secteur¹³¹.
- **Le manque de matériel et de travail destinés à l'information/promotion touristique.** Actuellement, le stock de ce matériel s'amointrit de plus en

¹²⁹ A ce propos se référer notamment à la carte touristique du Parc (fig. 7). Voir également le tableau 2 où se présentent les diverses prestations des ATP ainsi que le programme de visites journalières (tableaux C.1 et C.2 in annexe 3).

¹³⁰ Si le « tourisme en amont » est à l'heure actuelle géré par ANDES, le « tourisme en aval » est en grande partie sous la gestion des membres du Parc, principalement des ATP. A cet égard, voir la figure 6 qui montre la gestion générale du tourisme du Parc.

¹³¹ Cette personne s'est plainte de la surcharge du travail que signifie s'occuper du secteur touristique, à côté d'autres activités qu'elle doit réaliser. Certes, selon ANDES, il y a eu quelques étudiants qui se sont occupés aussi du secteur, mais plutôt de manière sporadique. C'est mon cas : pour légitimer ma place au sein d'ANDES et du PdP, j'ai dû collaborer à des tâches associées au projet d'agro-écotourisme. J'ai aussi été chargé de réaliser une évaluation de l'activité touristique du Parc avec entre autres ses impacts socio-économiques et culturels.

plus, car il n'y a pas encore eu une réédition permettant de le renouveler. D'autre part, le travail d'information/promotion touristique ne semble pas avoir fait partie des priorités de l'ONG.

- **Le manque de financement** qui est la principale cause des deux autres manques cités ci-dessus. En tant que petite ONG locale, ANDES est tributaire du financement des organismes externes. Cependant, ceux-ci destinent les fonds à des problématiques plus en vogue ou prioritaires dans l'agenda international, comme le changement climatique par exemple.
- **Le manque de priorité du projet d'agro-écotourisme.** Le tourisme ne semble pas avoir une place prioritaire au sein de l'ONG par rapport à d'autres projets, bien qu'ANDES lui accorde une importance non négligeable, notamment pour renforcer l'autogestion locale du Parc. Au contraire, la priorité se concentre sur le travail de conservation du PBCI qui représente le leitmotiv du Parc depuis son début. Par exemple, le projet Svalbard¹³² – qui vise la sauvegarde des semences de *papas* dans une cave pour faire face au changement climatique – montre à la fois la préoccupation d'ANDES pour sauvegarder le PBCI et les thématiques financés internationalement.
- Et (dans une moindre mesure) **le manque de flexibilité face à la demande touristique.** Si ANDES demeure ouvert à des changements éventuels dans l'itinéraire touristique, il semble qu'il y aurait une absence de flexibilité chez certains groupes d'ATP, notamment celui de Gastronomie. Par exemple, la responsable d'ANDES travaillant avec ce groupe ne serait pas d'accord qu'il offre ses prestations culinaires si le nombre de touristes est faible. Quelques visiteurs finissent ainsi par contracter les services d'autres groupes gastronomiques dans le Parc. Dans certains cas, ce refus peut même induire la non-visite du Parc¹³³.

¹³² A propos de la participation du Parc au projet Svalbard, lire notamment : http://www.ANDES.org.pe/module_svalbard_en.php; <http://elcomercio.pe/planeta/714744/noticia-unas200-semillas-papas-nativas-seran-conservadas-articulo> http://www.eurekalert.org/pub_releases_ml/2011-02/aafit-q_2021411.php (consultés en avril 2011).

¹³³ Le responsable d'ANDES qui coordonne les visites sur le terrain a été très critique envers ce type d'attitude. Pour lui, cela comporte des conséquences pour le développement de l'agro-écotourisme du Parc. Cette critique m'a été rapportée suite à une visite de deux tour-opérateurs américains qui voulaient inclure le Parc dans leur offre touristique. A cette occasion, ils avaient suivi en grande partie l'itinéraire touristique proposé par le PdP, mais

B) Communautés du PdP

Les ATP prennent en charge le « tourisme en aval », en fournissant des prestations touristiques destinées aux visiteurs. S'il existe une accessibilité routière au Parc et que les prestations des ATP rendent possibles les visites sans inconvénients majeurs, il y a encore des limites empêchant d'y accroître le tourisme. Elles sont surtout associées au contexte rural andin, principalement :

- **Le climat** caractérisé par de fortes pluies en saison humide (décembre - avril). Les glissements de terrains ou débordements des rivières qui en découlent peuvent signifier pour le touriste la coupure de l'accès routier au Parc. Dans le meilleur des cas, ces accidents peuvent entraîner du retard dans l'itinéraire touristique et réduire la visite en termes de temps¹³⁴. De manière indirecte, le climat en saison humide peut simplement décourager le touriste de visiter le Parc¹³⁵.
- **Les limites technologiques** rendent difficile et lente la communication et la coordination des visites touristiques. L'absence d'Internet, le nombre réduit de téléphones fixes¹³⁶ ainsi que le faible réseau de téléphonie mobile¹³⁷ empêchent un contact aisé et rapide avec le touriste. D'où la dépendance du Parc envers ANDES quant à la gestion du « tourisme en amont ».
- **La structure de l'économie paysanne andine** où le tourisme est une activité parmi d'autres, réalisée à temps partiel. Car l'agriculture, l'élevage et d'autres

avaient contracté des prestations culinaires en dehors du cadre de l'agro-écotourisme (chez une femme appartenant auparavant au groupe de Gastronomie du Parc). Le membre d'ANDES insistait sur le manque de flexibilité face à la demande touristique qui fait parfois fuir les touristes en les dissuadant de visiter le Parc.

¹³⁴ J'ai pu observer lors de certaines visites que la perte de temps provoque généralement la compression de l'itinéraire touristique classique du Parc, notamment lorsqu'il s'agit d'une visite par agence de voyages. Cette dernière doit en effet respecter un programme bien précis lors de la journée, car plusieurs des groupes qui visitent le Parc doivent en suite poursuivre leur itinéraire en dehors du Parc. Par exemple, j'ai pu constater lors d'une visite que l'agence avait décidé de supprimer la visite à un champ agricole, faute de temps. Il faut toutefois remarquer que ce type de changement n'affecte généralement pas le revenu touristique pour les ATP, puisque les agences de voyages paient préalablement pour l'ensemble des prestations (paquet touristique) et non pas uniquement pour celles qui ont été effectuées lors de la visite.

¹³⁵ A ce propos se référer aux statistiques sur la variabilité des visites touristiques (cf. fig. 3.4) qui dénotent une certaine baisse durant la saison humide.

¹³⁶ Normalement, il existe un téléphone public par communauté. Ce téléphone est généralement posé chez quelqu'un et est souvent au service de toute la communauté. Néanmoins, lorsque le propriétaire s'absente, il est difficile de contacter qui que ce soit.

¹³⁷ Le réseau mobile est très faible. D'après ma propre expérience, il est possible d'avoir un peu de réseau dans la communauté de Sacaca à certains endroits précis (par exemple près du Centre de plantes médicinales). Au contraire, dans le reste des communautés du Parc, il est impossible de faire ou recevoir des appels.

activités économiques (touristiques ou non) structurent l'ensemble du travail dans les Andes. Il faut donc planifier les visites en avance pour que les ATP puissent organiser leur temps pour offrir leurs prestations touristiques. D'où la difficulté d'effectuer des visites touristiques spontanées¹³⁸ ; visites qui pourrait faire croître le tourisme du Parc.

C) Les touristes

Les touristes comportent des facteurs limitant le développement du tourisme du Parc (au moins pour certains secteurs) :

- Premièrement, **la demande touristique** basée principalement sur les attraits touristiques majeurs de la région de Cusco (Machu Picchu, etc.).
- **Le temps restreint** des touristes venant au Parc pour quelques heures seulement, la majorité effectuant une visite journalière. Cela empêche certains secteurs touristiques de se développer, notamment le *Turismo vivencial* (exigeant des visiteurs qu'ils passent la nuit chez l'habitant).
- **L'informalité des réservations effectuées pour visiter le Parc.** Certains touristes ne s'y rendent pas, malgré leur réservation. Cette situation empêche non seulement d'augmenter le nombre de visiteurs, mais crée aussi un malaise surtout chez les ATP qui attendaient la visite et prévoaient d'en tirer un bénéfice économique¹³⁹.

¹³⁸ J'ai pu observer que certains touristes arrivent spontanément au Parc sans réservation préalable auprès d'ANDES (les réservations se font au plus tard 8 jours avant la visite). S'ils n'arrivent ni un mardi ni un vendredi (jour des « ateliers »), ils risquent de ne trouver personne. Et même s'ils trouvent certains ATP, ces derniers ne seront pas en mesure de proposer le tour habituel du PdP. Toutefois des alternatives peuvent être proposées. Par exemple, une fois un couple anglais est arrivé à l'improviste au PdP à travers une agence de voyages. Les ATP se trouvant sur place lui ont proposé de réaliser un tour de trois jours. Celui-ci comprenait deux nuitées chez une famille de Paru-Paru (*Turismo vivencial*) dont l'époux avait été chargé de faire un circuit touristique dans sa communauté, en remplaçant la tâche effectuée normalement par le guide local. A part le paiement effectué directement à la famille d'accueil pour leurs prestations touristiques, le couple a dû payer l'entrée du Parc (4 USD). Ce paiement était une condition préalable pour effectuer la visite du Parc. Comme nous le voyons, ce type de visite sort du cadre touristique classique proposé par ANDES et le PdP. Et, suivant la disponibilité des ATP, il n'est pas toujours possible d'offrir des alternatives aux touristes qui arrivent de manière spontanée.

¹³⁹ A plusieurs reprises, j'ai discuté avec les membres d'ANDES sur ce point. A mon avis, une partie de la responsabilité revient à l'ONG. En effet ANDES croit à la parole de touriste, parfois aveuglément, sans certitude que le touriste effectuera le paiement avant la visite. Les conséquences des « désertions » des visites sont néanmoins assumées par les ATP, bénéficiaires directs du tourisme. La justification avancée par ANDES est que

- **Les « visites clandestines »** de la part de certains touristes trouvant le prix de la visite trop cher. Ce sont généralement des visiteurs indépendants qui voyagent en petit nombre, voire seuls. Comme le prix dépend du nombre des visiteurs, plus il y a de touristes, moins la visite coûtera cher à chacun¹⁴⁰. Ainsi, le système tarifaire du Parc – qui essaie pourtant de bénéficier économiquement aux divers ATP – décourage certains de s’y rendre et encourage d’autres à marchander ou à réaliser des « visites clandestines ». Ces dernières se font sans réservation ni paiement à ANDES, souvent avec la complicité des agences de voyages¹⁴¹. Le risque en est l’émergence des intérêts particuliers de certains locaux¹⁴² qui peut finir par déstructurer l’organisation de l’agro-écotourisme tant « en amont » (ANDES) qu’« en aval » (fragmentation potentielle des groupes d’ATP).

certaines touristes font leur réservation depuis l’étranger, ce qui les empêche de payer à l’avance. Si cela est vrai, une attitude plus stricte devrait être appliquée par l’ONG afin d’éviter ces désertions imprévisibles. Une solution possible serait d’ouvrir un compte destiné au dépôt d’une somme d’argent pour la réservation, laquelle pourrait être utilisée comme indemnisation en cas de désertion de la part du visiteur.

¹⁴⁰ Cf. plus haut le graphique sur l’évolution de prix par touriste (fig. 9).

¹⁴¹ J’ai pu également entendre les plaintes de membres d’ANDES qui accusaient certaines agences de voyages d’effectuer des « visites clandestines » du Parc sans avis préalable à ANDES, ce qui empêche les touristes de bénéficier du parcours et des services complets du Parc. Ces « visites clandestines » pouvaient en outre donner une mauvaise image du Parc aux touristes.

¹⁴² Certains témoignages locaux mettent en évidence ce risque. Le tourisme peut en effet éveiller les intérêts des particuliers qui essaient de tourner le marché touristique en leur faveur. Cela peut se faire au détriment des autres membres des communautés qui pourraient en bénéficier. C’est le cas de Kuyo Grande, critiquée par certains membres du PdP. Selon eux, cette communauté connaît une lutte interne pour capter le tourisme. Un membre d’ANDES déplore l’éveil des intérêts particulier au sein des ATP. Selon lui, c’est le cas du « Concierge » qui montrait aux visiteurs la maquette et les variétés de pommes de terre (il avait accès au Centre de Sacaca). En échange, il recevait une petite somme d’argent pour lui seul, sans en faire bénéficier les autres ATP. Cette situation se reproduit à l’intérieur des communautés du Parc. Lorsque j’ai réalisé mon travail de mémoire à Chawaytire (Terry, 2009), j’ai pu y observer une certaine conflictualité interne chez les différentes associations tisserandes pour contrôler le marché touristique local associé à la commercialisation textile. L’émergence des intérêts économiques engendrés par le tourisme n’est pas un cas propre au Parc. Par exemple, l’anthropologue Gascón (2005) met cela en évidence sur l’île d’Amantani.

D) Institutions gouvernementales liées au tourisme

Au sein du gouvernement national et régional (Cusco), il existe deux institutions chargées du secteur touristique, respectivement *PromPerú*¹⁴³ (attaché au MINCETUR) et DIRCETUR. Leur but principal est la promotion le tourisme du pays et de la région de Cusco, en produisant du matériel d'information/promotion des diverses formes de tourisme.

Néanmoins, malgré l'importance qu'ils accordent au TRC dans le discours, dans la pratique ils continuent de favoriser l'information/promotion des attraits touristiques nationaux et régionaux majeurs comme le Machu Picchu¹⁴⁴. Cela représente une des principales limites au développement du TRC aux niveaux national, régional et local, par exemple dans le cas du PdP. Bien que PromPeru ait publié une brochure où apparaît le Parc parmi les bonnes expériences en TRC¹⁴⁵, la tâche d'information/promotion de cette institution à l'égard de ces types d'expériences demeure faible. La DIRCETUR ne semble pas non plus promouvoir ce type de tourisme, en dehors de concours, conférences et tables rondes sur le TRC¹⁴⁶. L'état de lieu national et régional du TRC ne fournit donc pas un contexte favorable au développement de l'agro-écotourisme du PdP.

¹⁴³ *PromPerú* est un organe gouvernemental issu du Ministère du commerce extérieur et du tourisme (MINCETUR) qui est chargé de la promotion et de l'information touristique du pays. Cette commission prépare des publications (documents, dépliants, etc.) et des publicités à la télévision et sur Internet afin de promouvoir et d'accroître le tourisme du pays. Pour en savoir plus, voir : <http://www.promperu.gob.pe/http://www.peru.info/peru.asp> (consultés en avril 2011).

¹⁴⁴ Dans le cadre du rapport d'évaluation du projet d'agro-écotourisme du PdP que j'ai réalisé à la demande d'ANDES, j'ai pu constater la focalisation excessive de ces deux institutions sur les attraits touristiques emblématiques du pays et de la région de Cusco (le Machu Picchu, le lac Titicaca, les lignes de Nazca, etc.). Quant aux attraits touristiques du TRC comme le Parque de la Papa, ils n'étaient pas explicitement mentionnés par le personnel de ces institutions. Si le touriste se renseignait plus spécifiquement sur ce type de destinations touristiques, il ne recevait qu'une information relativement pauvre. Par exemple, lorsque j'ai demandé des informations sur le Parc au centre d'information touristique de Cusco (attaché à la DIRCETUR), le personnel responsable a pris plusieurs minutes (recherche sur Internet) pour me donner uniquement un brève référence sur sa situation géographique et les coordonnées d'ANDES pour prendre contact. J'ai procédé à la même demande auprès de *PromPerú* (à l'aéroport de Cusco) sans recevoir une réponse immédiate. Le personnel m'a demandé mon courriel, et je n'ai reçu des informations sur le Parc que deux jours plus tard.

¹⁴⁵ Disponible en document PDF sur le site de *PromPerú* : <http://www.peru.info/es/el-peru-en-los-medios-Medios-1-pub> (consulté en avril 2011).

¹⁴⁶ J'ai eu la chance d'assister à une table ronde sur le TRC organisée par la DIRCETUR et l'OGD Cusco, avec la participation de la représentante de l'OMT pour la région andine : http://ogd-cusco.ning.com/notes/TALLER_de_REDES_en_TURISMO_RURAL_COMUNITARIO (consulté en avril 2011). D'autre part, j'ai rempli avec la collaboration des membres d'ANDES des formulaires pour faire participer le PdP au concours national INNOVA TRC. Pour plus d'informations sur le concours : <http://www.mincetur.gob.pe/innovatrc/index.htm> (consulté en avril 2011)..

E) Agences de voyages

Au même titre que *PromPerú* et la DIRCETUR, les agences de voyages¹⁴⁷ jouent un rôle dans la promotion touristique. Elles sélectionnent et promeuvent diverses destinations touristiques configurant, en quelque sorte, l'offre touristique. Par exemple, à Cusco, la majorité d'entre elles se focalisent sur les principaux attraits touristiques, laissant de côté d'autres destinations du TRC comme le PdP. Seules quelques agences de voyages incluent l'agro-écotourisme du Parc dans leur offre.

Les agences de voyages limitent ainsi le développement du tourisme du Parc. Par là, elles renforcent l'hégémonie du tourisme classique de la région au détriment du développement du TRC.

Par conséquent, ANDES, les communautés du Parc, les touristes, *PromPerú*, la DIRCETUR et les agences de voyages comportent chacun des facteurs limitant le développement du tourisme du PdP à divers niveaux. Et cela induit des conséquences économiques, notamment en termes de recettes supplémentaires pour les ATP (individus et leurs familles) et les communautés du PdP plus largement.

¹⁴⁷ Si les agences de voyages jouent un rôle direct quant aux visites touristiques du Parc (et pourraient donc être classées parmi les acteurs directs), je considère ici qu'elles jouent avant tout un rôle indirect dans la mesure où elles sont avant tout responsables de l'information/promotion touristique offerte aux visiteurs.

3. Les impacts socio-économiques de l'agro-écotourisme

Le tourisme en tant qu'activité économique participe à l'économie paysanne andine. Dans le cas du Parc, l'agro-écotourisme comporte divers bénéfices ayant un impact socio-économique pour les ATP ainsi que pour les communautés membres. Nous pouvons distinguer quatre aspects principaux concernant ses impacts socio-économiques : capital monétaire, articulation avec des activités économiques, capital humain et effets sur la migration.

3.1 Capital monétaire

Le tourisme du Parc génère des recettes non seulement pour les ATP participant directement à l'activité, mais également pour les communautés membres du PdP. En effet, 90% des recettes touristiques reviennent directement aux ATP (bénéficiaires directs). Et les 10% restants de ces recettes ainsi que d'autres ressources économiques associées à l'agro-écotourisme forment le *Fondo comunal* – somme destinée aux communautés membres (bénéficiaires économiques indirects).

3.1.1 Capital monétaire direct : disparités dans la distribution du revenu touristique

De par leur participation directe à l'agro-écotourisme, les divers ATP sont les premiers bénéficiaires économiques de cette activité. Chacune des prestations touristiques effectuées par ces acteurs dans le cadre des visites équivaut à un paiement.

Ce revenu touristique est néanmoins variable et irrégulier. D'une part, le système rotatif du PdP distribue les gains touristiques parmi les différents ATP afin de faire bénéficier économiquement l'ensemble de ces acteurs. Cela signifie qu'un ATP donné doit attendre son tour pour pouvoir en bénéficier à nouveau. Et cette attente sera d'autant plus longue/courte que les visites sont plus/moins fréquentes et que son groupe est concerné par de telles visites. D'autre part, le nombre de touristes par visite

peut influencer sur la quantité des ATP participant à l'activité touristique; plus le nombre de touristes est grand, plus d'ATP sont concernés¹⁴⁸.

A) Cas des groupes d'ATP

De par cette variabilité, les gains touristiques ne sont pas distribués de manière homogène parmi les ATP; loin s'en faut. Regardons d'abord les cas des ATP en tant que groupes. Comme nous l'avons vu, dû à la demande touristique, certains groupes sont concernés davantage par les visites touristiques que d'autres. Nous avons ainsi distingué deux ensembles : les plus concernés et les moins concernés par l'agro-écotourisme du Parc¹⁴⁹.

La participation plus active de certains groupes d'ATP leur donne potentiellement plus d'opportunités de bénéficier économiquement de l'agro-écotourisme. Les chiffres en témoignent :

Tableau 5 : Revenu brut 2009 estimé par groupe d'ATP

Groupe d'ATP*	Sous-groupe	Revenu brut 2009 (en PEN)**	Revenu brut 2009 (en USD)***
Gastronomie		11'900.00	3'950.86
Plantes médicinales		5'810	1'928.95
Artisanat	Textile	1'490	494.69
	Bijouterie	150	49.80
	Céramique	150	49.80
	Total	1'790	594.29
<i>Turismo vivencial</i>		1'300	431.16

Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (tableau).

Note :

* Les groupes retenus permettent une comparaison entre ceux qui sont les plus concernés par l'agro-écotourisme du PdP (en vert) versus ceux qui le sont moins (en orange). Les couleurs reprennent celles qui ont été utilisées pour hiérarchiser ces deux ensembles. Le choix des groupes d'ATP obéit à la disponibilité des données (certains groupes n'apparaissent pas sur les statistiques) et à leur fiabilité. En effet, certains groupes tendent à ne pas

¹⁴⁸ Cf. plus haut le chapitre 2.3.3 sur « demande touristique » et les seuils utilisés dans la liste de prix 2011 (tableau D in annexe 3) pour déterminer le nombre des ATP concernés par la visite.

¹⁴⁹ Cf. plus haut fig. 8 qui hiérarchise ces deux ensembles.

déclarer leurs gains touristiques afin de ne pas contribuer au *Fondo comunal* ; raison pour laquelle ces groupes n'ont pas été inclus dans le présent tableau.

** Le revenu brut pour l'année 2009 a été calculé à partir de l'apport au *Fondo comunal* (10% du revenu brut) tel qu'il a été déclaré par chaque groupe. Par exemple, pour Gastronomie le calcul a été le suivant : 1'190 (*Fondo comunal*) x 10 = 11'190 (revenu brut). Bien que ces groupes soient directement liés au secteur touristique, les chiffres cités ci-dessus sont à prendre plutôt à titre indicatif, car ils peuvent aussi contenir les gains venant des visites non touristiques (reportages, stages, etc.). A ce propos, il faut souligner que les chiffres pour le groupe du *Turismo vivencial* tendent à surreprésenter sa réalité touristique, sachant que durant l'année 2009, le Parc a reçu plusieurs visites de paysans qui ont séjourné dans le Parc pour tenter de reproduire le modèle du PdP dans leurs communautés. Il s'est agi d'environ 15 groupes qui ont visité le Parc, financés par le gouvernement régional de Cusco¹⁵⁰.

***La conversion de *nuevos soles* (PEN) en dollars américains (USD) a été faite selon le taux d'échange nominal en 2009 (moyenne annuelle de 3.012 USD) donné par le site du BCRP : <http://estadisticas.bcrp.gob.pe/> (consulté en mai 2011).

Si ces chiffres donnent plutôt un aperçu de la réalité de chaque groupe (cf. note** ci-dessus), ils indiquent néanmoins les disparités des revenus touristiques entre les groupes. La différence entre Gastronomie et *Turismo vivencial* est impressionnante (écart multiplié par dix environ). La disparité demeure non négligeable entre Gastronomie et Plantes médicinales (écart multiplié par deux environ), deux groupes privilégiés par les visites touristiques. Ces disparités sont même perceptibles au sein du groupe Artisanat, moins concerné par l'agro-écotourisme. L'écart entre le sous-groupe Textile et les deux autres sous-groupes est non négligeable¹⁵¹. Les bénéfices touristiques ne sont donc pas homogènes entre les groupes d'ATP. La demande touristique participe à ce phénomène.

Toutefois, ces chiffres correspondent aux bénéfices bruts de chaque groupe. Pour obtenir leur bénéfice net, Il faudrait enlever tout d'abord l'apport au *Fondo comunal* (10% du bénéfice brut). Ensuite, il faudrait soustraire l'argent destiné à l'inversion (infrastructure, technologie, etc.) et au remboursement des dépenses ; la somme variant d'un groupe à un autre (cf. tableau 6).

¹⁵⁰ Cette information vient d'un membre d'ANDES qui m'a expliqué le pourquoi de la somme reçue par le groupe de *Turismo vivencial* qui me semblait étonnante par rapport à la tendance générale des visites touristiques du Parc (de type journalier).

¹⁵¹ Cet écart peut refléter en outre le processus de décomposition des sous-groupes Bijouterie et Céramique mentionnés auparavant (cf. chap. 2.3.3 concernant la demande touristique du Parc).

Tableau 6 : Quelques éléments faisant partie de l'inversion et des dépenses effectuées par certains groupes d'ATP

Groupe d'ATP	Inversion	Remboursement des dépenses spécifiques	Remboursement des dépenses communes	Autres dépenses (assumées par ANDES)
<i>Varayoc</i>			Eventuellement transport (déplacement dans le Parc)	
<i>Pututeros</i>				
Musiciens				
Techniciens locaux				Formation (ateliers)
Guides locaux				
Gastronomie	Technologique (mixer, four électrique, etc.), assiettes, etc.	Ingrédients pour la nourriture (sucre, sel, huile, épices, etc.), etc.	Transport*, alimentation**, combustible (bois et/ou gaz)***	Eau et électricité des locaux (Centres du Parc), infrastructure (construction, réparation), technologie (pompe à eau, etc.), formation (ateliers)
Plantes médicinales** **	Technologique (mixer, balance, etc.), casseroles, etc.	Ingrédients pour l'élaboration des produits (huile, hydroxyde de sodium pour les savons, papier filtres pour les tisanes, etc.)		
Artisanat (cas des tisseurs)	Peu d'inversion*****	Principalement laine et quelques produits naturels pour teindre*****	Transport*, alimentation**, combustible (bois et/ou gaz)***	Formation (ateliers)***** *
<i>Turismo vivencial</i>	Construction des maisons***** , lits, draps, assiettes, etc.	Ingrédients pour la nourriture (viande, légumes, etc.), l'eau et l'électricité de la maison, etc.		

Source : élaboration de l'auteur (d'après entretiens avec membres d'ANDES et du PdP).

Note :

* Le transport correspond aux dépenses effectuées pour déplacement en bus ou en taxi, soit à l'intérieur du Parc (d'une communauté à une autre) pour effectuer une prestation touristique donnée, soit à Písaq ou à Cusco pour l'achat de matériaux destinés à l'élaboration de produits touristiques (nourriture, savons, etc.).

** Les dépenses en alimentation s'effectuent lors de déplacements à Písaq ou Cusco (cf. transport*).

*** Le combustible (bois et/ou gaz) est utilisé entre autres pour la préparation de la nourriture (Gastronomie et *Turismo vivencial*), pour la fabrication de la pâte des savons qu'il faut cuire préalablement (Plantes médicinales), pour l'élaboration des teintures naturelles à base des plantes (Artisanat).

**** L'inversion et les dépenses spécifiques au groupe de Plantes médicinales semblent être gérées de manière plus systématique par rapport à d'autres groupes d'ATP. Selon deux membres (R/Pampallaqta et S/Amaru) le groupe distribue les gains issus de la vente de produits « bio-culturels » en trois parties : 1) apport au *Fondo comunal* ; 2) inversion et remboursement de dépenses ; et 3) bénéfice net pour chacune des membres.

***** Le secteur de l'artisanat traditionnel, notamment dans la branche textile, demande peu d'inversion. Par exemple, les outils pour la fabrication des tissus sont très rudimentaires (en bois) et leur durée de vie est assez longue. En outre, le travail textile est fait essentiellement à la main, sans le recours à des machines, ce qui évite des dépenses supplémentaires.

***** Comme mentionné précédemment, le travail textile est essentiellement manuel. Pour cette raison-là, les dépenses sont limitées par rapport à d'autres groupes d'ATP. Parmi les dépenses communes se trouve notamment la laine achetée pour l'élaboration des tissus. A l'heure actuelle, en raison de la demande touristique (en termes de quantité de production), il est plus rentable d'acheter en ville de la laine déjà filée industriellement par des machines, plutôt que de suivre le procédé traditionnel du filage manuel à l'aide de la quenouille (*puska* en quechua). Ce remplacement permet ainsi aux tisseurs d'économiser du temps et d'accélérer la production textile¹⁵². D'autre part, il est parfois nécessaire d'acheter des produits pour teindre les tissus naturellement (par exemple la *cochinilla*¹⁵³), bien que certaines plantes extraites localement soient utilisées à cet effet, sans qu'il y ait besoin de les acheter¹⁵⁴.

***** La majorité des *colectivos económicos* du Parc sont concernés par des formations dispensées sous forme d'atelier (*talleres*). Celles-ci peuvent varier d'un *colectivo* à un autre, selon la spécificité du groupe en question. Par exemple, le groupe Gastronomie suit continuellement des ateliers sur la présentation des plats et la création culinaire. Par exemple, à l'heure actuelle, il y a un projet pour développer un vin à base de pomme de terre. Le groupe Plantes médicinales suit actuellement des ateliers sur de nouveaux produits « bio-culturels » composés à l'aide de plantes locales et de pommes de terre. De son côté, le groupe Artisanat textile a suivi des ateliers sur l'usage des plantes pour teindre naturellement les tissus.

***** La construction d'une nouvelle maison pour accueillir le touriste n'est pas un impératif pour réaliser l'activité de *Turismo vivencial*. Il suffit en effet d'une meilleure implémentation des maisons déjà existantes. Néanmoins, certains membres ont construit ou sont en train de construire une nouvelle maison pour accueillir le visiteur. Par exemple, un homme (G/Paru-Paru) était en train de construire sa nouvelle demeure au bord de la route. Il affirmait que l'ancienne deviendrait une étable pour ses animaux (à l'heure actuelle il habite avec ses vaches, poules et cochons d'Inde), alors que la nouvelle servirait exclusivement de foyer pour sa famille et les touristes. La construction d'une nouvelle maison implique notamment l'achat des matériaux. Comme le soutient cette personne, leur prix n'est pas donné. Par exemple, l'achat d'une porte en bois revient à 200 PEN et les tuiles coûtent 550 PEN les mille unités. Suivant l'économie des familles, la finition de la maison prend plus ou moins de temps. Ce processus peut retarder la participation active d'une famille au *Turismo vivencial*.

¹⁵² Cette stratégie – que j'avais déjà observée lors de mon travail de mémoire à Chawaytiri (Terry, 2009) – a été évoquée par un membre d'ANDES. Cette personne explique la nécessité d'accélérer la production textile pour suivre la demande touristique. En effet, le filage manuel est la partie la plus longue du processus de fabrication textile traditionnelle. Dans ce sens, dispenser les tisserands de cette tâche leur permet une production plus rapide, et par conséquent plus abondante, pour la commercialisation sur le marché touristique (Terry, 2009).

¹⁵³ La *cochinilla* est un insecte vivant dans les cactus. Il est utilisé pour teindre les tissus en rouge (ou dans des couleurs dérivées de celle-ci comme le violet ou le rose). Cet insecte n'est pas disponible localement. Néanmoins, il est facile de l'acheter par exemple au marché de Písaq (à quelques minutes du PdP).

¹⁵⁴ Parmi les plantes qui peuvent se trouver localement, on peut citer : *qolli*, *kiku kiku* ou *qaqay sunkhan* (pour le jaune ou l'orange) et *ch'illka* (pour le vert). La dégradation des couleurs dépend du nombre de fois que l'on trempe la laine dans la substance obtenue. Par exemple, la *ch'illka* peut donner une couleur verte très foncée ou très claire selon le trempage.

Ainsi, certains groupes ont plus d'inversion et/ou dépenses que d'autres ; les techniciens et guides locaux n'ayant pratiquement aucune dépense. Si ce tableau n'est donné qu'à titre référentiel, car peu exhaustif et incomplet, il permet toutefois d'avoir un aperçu des disparités entre les groupes en termes de bénéfices nets¹⁵⁵. Cela détermine la rentabilité de l'activité au sein des groupes ; rentabilité dépendante, entre autres, du flux touristique :

*« Parfois, nous ne compensons pas ce que nous dépensons [en nourriture]. Quand il y a un, deux jours de visite, [nous n'obtenons] presque rien. Plus de temps, c'est rentable. »*¹⁵⁶

*« Le bénéfice est maigre. Parfois nous n'avons que huit touristes. Les guides [locaux] gagnent plus, ils doivent seulement marcher. »*¹⁵⁷

B) Cas des ATP (individus)

Au sein de groupes d'ATP, il existe également de disparités interindividuelles. Par exemple, il existe des membres n'ayant pas besoin de se déplacer au lieu de travail car ils habitent dans la communauté où se réalise la prestation touristique, contrairement à d'autres qui doivent payer le transport. Cela peut induire une différence de revenu à l'intérieur d'un groupe.

¹⁵⁵ L'analyse du bénéfice net mériterait plus d'attention pour affiner l'étude des disparités du revenu touristique entre les divers groupes d'ATP. Par exemple, pour avoir un panorama plus complet des aux bénéfices nets entre les différents groupes, il faudrait prendre en compte les disparités en termes de temps de travail (coût de main d'œuvre). Une analyse chiffrée qui détaille le rapport coût/bénéfice permettrait également d'approfondir cette question. Cette analyse dépasse néanmoins le cadre et l'approche du présent mémoire, raison pour laquelle je ne fais qu'évoquer quelques éléments sans entrer en matière.

¹⁵⁶ « *A veces no igualamos lo que gastamos [en comida]. Cuando es uno, dos días casi nada [obtenemos], más tiempo si es retable* » (G/Paru-Paru). Lorsqu'il émet ce discours, l'homme appartenant au groupe de *Turismo vivencial* fait référence plus spécifiquement aux dépenses associées à la nourriture, notamment l'achat de la viande. Il affirme qu'ils ont l'habitude de donner aux touristes de la viande, ce qui leur coûte environ 10 à 12 PEN, et ils gagnent 15 PEN pour les prestations liées à l'alimentation journalière des visiteurs. Pour cette personne, la rentabilité réside dans le service de logement (chambre) plutôt que dans l'alimentation des touristes. De plus, d'après lui, ils doivent donner de leur temps pour faire visiter le touriste, ce qui peut rendre moins rentable l'activité, surtout lorsque la visite ne comprend pas une autre activité économique que le local peut réaliser parallèlement, notamment l'agriculture ou l'élevage.

¹⁵⁷ « *Poquito es beneficio. A veces venian poquito no más, ocho turistas. Los Guías locales ganan más, solamente caminar necesitan* » (O/Paru-Paru). Ce propos a été énoncé lorsque l'interlocuteur comparait la situation de son groupe avec celle d'autres groupes ayant moins de dépenses comme les guides locaux.

De manière plus générale, les disparités sont dues à divers facteurs associés principalement à la composition et/ou au fonctionnement du groupe auquel l'ATP appartient. En effet, les gains touristiques sont repartis selon le nombre des membres constituant le groupe lors d'une visite donnée ; le nombre de participants locaux dépendra du groupe d'ATP en question (et parfois aussi du nombre de visiteurs). Ainsi, plus le groupe est grand, plus le revenu par individu tend à diminuer. Si la majorité des groupes sont peu concernés par cette équation (ayant un ou deux participants), les groupes Artisanat et Gastronomie le sont plus (nombreuses participantes). Comme le témoigne une ancienne membre de Gastronomie :

*« Nous cuisinions à quatre ou cinq. Si on cuisinait tout seul, il y aurait plus de bénéfice. »*¹⁵⁸

Corolairement, chaque groupe a son propre fonctionnement durant les visites. Celui-ci dépend de la prestation touristique, selon qu'il s'agisse d'un service ou d'un produit commercialisé. La majorité des groupes offrent uniquement des services alors que d'autres commercialisent aussi leurs produits. Dans le premier cas, le revenu est fixé par les tarifs du Parc (prix par prestation touristique). Il ne dépend donc aucunement de ventes auprès des visiteurs, contrairement au deuxième cas. Lorsqu'il est question de commercialisation, celle-ci peut être de type concurrentiel ou non. Cela détermine si le revenu touristique est le même pour tous (non concurrentiel) puisque l'argent obtenu revient à l'ensemble du groupe (distribution en parts égales) ; ou s'il varie selon la vente des produits qui n'est pas forcément réalisée de manière homogène (concurrentiel). Lorsque aucune vente n'est effectuée, le bénéfice par individu est nul. Le tableau suivant résume tous les facteurs mentionnés ci-dessus qui influent sur le revenu touristique individuel :

¹⁵⁸ « *Cocinabamos a cuatro o cinco. Si se cocinaba solo, habría más beneficio* » (M/Paru-Paru).

Tableau 7 : Revenu individuel par groupe d'acteurs touristiques locaux et certains facteurs influant sur celui-ci

Groupe d'ATP	Nombre de participants par visite touristique*	Revenu individuel		Type de prestation : service/vente	Concurrentiel
		Tarifs 2011 en PEN (appliqué actuellement)***	Tarifs 2012 en PEN (application dès 2012)		
<i>Varayoc</i>	1	15.00	20.00	Service	
<i>Pututeros</i>	1	15.00	10.00	Service	
Musiciens	2	15.00	20.00	Service	
Techniciens locaux**	1	15.00	20.00	Service	
Guides locaux	1	35.00	35.00	Service	
Gastronomie					
Cas de repas servis au restaurant <i>Papamanka</i>	4 à 5	15.00 par touriste (27.00 si buffet)	25.00 par touriste (30.00 si buffet)	Vente	Non (le bénéfice de ventes est destiné d'abord à l'ensemble du groupe et ensuite distribué individuellement selon le nombre de participants)
Plantes médicinales**	2	10.00 (travail d'interprétation) + paiement pour ventes	10.00 (travail d'interprétation) + paiement pour ventes	Service et vente	
<i>Papa Arariwa**</i>	1	15.00	20.00	Service	
Artisanat (cas de tisseurs)					
Exposition artisanale simple	2	15.00	10.00	Service	
Démonstration artisanale complète (processus de fabrication textile)	6 à 7	Environ 20.00 à 25.00****	Non mentionné** *****	Service	

Commercialisation artisanale	4 à 5	Selon ventes individuelles + 5.00 (bonus d'encouragement*****)	Selon ventes individuelles	Vente	Oui (les ventes sont individuelles, ce qui fait que les tisserandes entrent en concurrence les unes par rapport aux autres)
Turismo vivencial*** ***	En fonction du nombre de visites	Env. 25.00 par touriste (plus 5.00 pour petit-déjeuner et 10.00 pour repas du midi et du soir)	Non mentionné** *****	Service	
« Concierge du Parc »***** *	1	450.00 (salaire mensuel)		Service	

Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (tableau retravaillé à partir du tableau des tarifs 2011 et 2012).

Note :

*Le nombre des participants cité ci-dessus correspond à celui stipulé dans le tableau des tarifs pour un groupe de touristes relativement petit (allant environ de un à vingt). Lorsque le groupe est plus grand, le nombre de participants peut varier. Par exemple, le tableau des tarifs pour 2011 prévoit deux guides locaux si le groupe de visiteurs dépasse 21 personnes. De même, le groupe Gastronomie peut augmenter en nombre lorsque la visite le requiert. En revanche, d'autres groupes d'ATP comme techniciens locaux, *Varayoc* et musiciens ne sont normalement pas influencés par le nombre de touristes.

** Techniciens locaux, Plantes médicinales et *Papa Arariwa* ne sont pas payés lorsqu'ils ont un atelier de formation dispensé par ANDES auxquels ils doivent participer. De manière générale, les mardis et vendredis sont les jours d'ateliers. Les Techniciens locaux sont déjà payés par leur travail au sein des ateliers (participation active avec les *colectivos económicos*). Cela justifie le non-paiement lorsqu'ils doivent faire le travail d'interprétation durant ces jours. Quant aux *Papa Arariwa*, ils sont payés pour leur participation aux ateliers ainsi qu'au travail de champs agricoles du Parc. Ces deux groupes reçoivent normalement 250 PEN/mois (pour 8 séances d'ateliers et/ou travail). En ce qui concerne Plantes médicinales, ce groupe travaille sur l'élaboration des produits les mardis et, lorsque la disponibilité des membres le permet, les vendredis aussi. Ces jours sont normalement payés à l'interne par le groupe (10.00 PEN par membre). Pour cette raison-là, ces groupes ne sont pas payés doublement lorsqu'une visite tombe un de ces jours de formation et/ou travail.

*** Le tableau des tarifs de 2011, tout comme celui de 2012, se réfère aux « visites d'un jour » (cf. tableaux C.1 et C.2 in annexe 3). Celui-ci est donné en dollars américains (USD). La composition des prix par prestations et par nombre de touristes remonte néanmoins à quelques années. De par ce décalage temporel, les prix ont été légèrement modifiés. Afin de donner des prix plus proches de la réalité, j'ai préféré me référer aux chiffres donnés en *nuevos soles* (PEN) par la responsable de la comptabilité d'ANDES (qui est aussi responsable d'effectuer les réservations touristiques et les paiements aux ATP).

**** Contrairement à l'exposition artisanale simple, la démonstration textile complète requiert plusieurs personnes qui montrent tout le processus d'élaboration des tissus, allant de l'extraction de la laine (mouton ou alpaga) à l'obtention du produit, passant par le filage et le tissage. Cette démonstration coûte environ 150 PEN, ce qui revient à environ 20 à 25 PEN par personne s'il s'agit d'un groupe de 6 ou 7 participants.

***** Dans la pratique, il est courant de payer une sorte de « bonus d'encouragement » (5.00 PEN) afin que le groupe Artisanat textile participe à la commercialisation de ses produits. Ce bonus vise à compenser les faibles ventes que déplore souvent ce groupe. Selon les membres d'ANDES, sans ce bonus, le groupe Artisanat ne se rendrait pas sur les lieux du Parc destinés à la commercialisation artisanale (Sacaca et Chawaytire).

***** A vrai dire, le groupe de *Turismo vivencial* et le « Concierge du Parc » ne sont pas concernés par les tableaux des tarifs (« visite d'un jour »). Le premier participe à l'agro-écotourisme du PdP uniquement lorsque les visites demandent une (des) nuitée(s) chez l'habitant. De son côté, le « Concierge du Parc » n'est pas soumis au tarifs, car il est le seul à avoir un salaire mensuel fixe, contrairement aux ATP.

***** Les prestations du *Turismo vivencial* et de la démonstration complète du travail textile n'ont pas été mentionnées lors de l'élaboration du tableau des tarifs pour 2012. Vraisemblablement, celles-ci continueront à avoir les mêmes prix pour 2012.

A ces facteurs, il faudrait ajouter la « vitesse de rotation » qui est associée au système rotatif et à la fréquence des visites, celle-ci correspondant au temps nécessaire pour qu'un ATP donné participe à nouveau aux visites. Cette vitesse varie d'un groupe à un autre, puisque dans chaque groupe le nombre total des membres n'est pas le même, tout comme le nombre total des participants par visite. A titre d'exemple, le tableau suivant montre la « vitesse de rotation » de certains groupes, et par-là, les disparités en termes de temps d'attente pour qu'un ATP puisse à nouveau bénéficier économiquement de l'agro-écotourisme du Parc:

Tableau 8 : « Vitesse de rotation » variable selon certains groupes d'ATP

Groupe d'ATP	Nombre de participants par visite touristique*	Nombre total des membres	« Vitesse de rotation »
<i>Varayoc</i>	1	5	1/5
Techniciens locaux	1	5	1/5
Guides locaux	1	3	Pas soumis au système de rotation
Gastronomie (cas de repas)	4**	12	1/3
Plantes médicinales	2	6	1/3
<i>Papa Arariwa</i>	1	2	1/2

Source : élaboration de l'auteur (d'après chiffres donnés par ANDES et membres du Parc).

Note :

*Le nombre des participants cité ci-dessus correspond à celui stipulé dans le tableau des tarifs pour un groupe de touristes relativement petit (allant environ de un à vingt). Lorsque le groupe est plus grand, le nombre de participants peut varier. Par exemple, le tableau des tarifs 2011 prévoit deux guides locaux si le groupe de visiteurs dépasse 21 personnes. De même, le groupe Gastronomie peut augmenter en nombre lorsque la visite le requiert. En revanche, d'autres groupes d'ATP comme les Techniciens locaux, *Varayoc* et Musiciens ne sont normalement pas influencés par le nombre de touristes.

** Dans le cas de Gastronomie, la « vitesse de rotation » est d'un tiers. Celle-ci correspond, à vrai dire, à la rotation des trois sous-groupes formés de la manière suivante : 1) Groupe de femmes de Sacaca ; 2) Groupe de femmes d'Amaru ; 3) Groupe de femmes de Paru-Paru et Chawaytire.

Un autre facteur influant sur le revenu individuel est associé à l'évasion du *Fondo comunal* ; évasion qui signifie en quelque sorte un gain supplémentaire pour certains individus¹⁵⁹. En effet, certains groupes d'ATP ne paient pas leur apport à ce fonds (10% du bénéfice brut) destiné aux communautés du Parc¹⁶⁰. Bien que cet apport doive théoriquement concerner toutes les prestations des ATP (service et/ou vente des produits), seuls quelques groupes y contribuent monétairement. Cela concerne uniquement certains *colectivos económicos*, car les autres ATP ne faisant pas partie – à proprement parler – des « *colectivos* » (*Varayoc*, *Pututeros*, musiciens, techniciens locaux et « concierge du Parc ») n'y participent aucunement. Par exemple, entre 2007 et 2010, les membres de Gastronomie ont toujours apporté au fonds, et sont celles qui ont donné le plus d'argent durant cette période. En revanche, les membres de Plantes médicinales n'ont jamais contribué à ce fonds. L'apport est ainsi variable entre les *colectivos*, même au sein de ceux-ci ; soit par la fluctuation des visites et donc du revenu touristique, soit par le manquement à cet apport par un *colectivo* durant une année donnée¹⁶¹. Le tableau ci-dessous montre cette variabilité :

¹⁵⁹ Le gain supplémentaire correspond à 10% du bénéfice brut issu des prestations touristique (service et/ou vente des produits) des ATP qui devrait, en principe, être versé aux communautés du Parc. Ainsi, l'individu obtient 100% du bénéfice brut au lieu de 90% (100% moins l'apport de 10% au fonds).

¹⁶⁰ Pour en savoir plus sur le *Fondo comunal* et ses bénéfices économiques pour les communautés du Parc, voir plus bas chapitre 3.1.2 sur le capital monétaire indirect.

¹⁶¹ Selon un membres d'ANDES, le manquement à l'apport au *Fondo comunal* est dû en grande partie à l'absence d'un organe interne de contrôle (travail de fiscalisation) qui permette l'application systématique de cet apport. Cette explication est en quelque sorte corroborée par mes observations de terrain. En effet, il est curieux de remarquer que les *colectivos económicos* plus actifs en termes d'apport au fonds sont en même temps ceux qui sont soumis au contrôle de fiscalisation de la part d'ANDES. C'est notamment le cas de Gastronomie et Plantes médicinales dont les comptes et la répartition des bénéfices touristiques sont calculés en collaboration avec un membre d'ANDES qui travaille de manière plus rapprochée avec les *colectivos* de femmes (ces deux *colectivos* sont féminins à 100%). Ce contrôle permet de calculer les bénéfices et de verser immédiatement le montant correspondant à l'apport au *Fondo comunal*.

Tableau 9 : Fluctuation de l'apport des *colectivos* au *Fondo comunal* (2007-2010)

<i>Colectivo económico</i>	Apport au <i>Fondo Comunal</i> (PEN)***				
	2007*	2008	2009	2010	Total
Guides locaux	0	5.00	40.00	0	45.00
Gastronomie (cas de repas)	49.50	280.00	1190.00	3223.48**	1519.5
Jardin botaniques	0	0	0	0	0
Plantes médicinales	0	0	581.00	239.00	820.00
<i>Papa Arariwa</i>	0	0	35.00	0	35.00
Artisanat (Textile)	0	0	149.00	580.00	729.00
Artisanat (Bijouterie)	0	0	15.00	0	15.00
Artisanat (Céramique)	0	0	15.00	0	15
Turismo vivencial	0	0	130.00	520.00	650
Total	49.5	2293.00	4164.00	1339	7845.5

Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (chiffres retravaillés à partir des statistiques d'ANDES).

Note :

* L'année 2007 correspond à la première année du début de l'agro-écotourisme ; moment à partir duquel les visites deviennent organisées (avant il s'agissait de visites faites de manière non officielle et sans aucune organisation des prestations et circuits touristiques). Pour cette raison-là, l'apport au fonds est dérisoire et peu réglementé, contrairement aux années suivantes où l'on peut apprécier une contribution en croissance (tendance générale).

** Le calcul de ce chiffre pour 2010 donné en *nuevos soles* (PEN) correspond à la somme totale de l'apport effectué en *nuevos soles* et en dollars américains (USD) : 2'710.00 PEN + 181.70 USD (selon taux d'échange nominal annuel de 2010 égal à 2.826 PEN, donné sur le site Web du BCRP : <http://estadisticas.bcrp.gob.pe/>; consulté en mai 2011).

*** Il est nécessaire de rappeler, pour éviter toute confusion, que ce fonds (équivalent à 10% des bénéfices bruts donnés par les *colectivos económicos*) ne reflète pas forcément les vrais gains touristiques obtenus par chacun de ces *colectivos*. En effet, le non-versement du *Fondo comunal* par certains empêche de connaître avec certitude et exactitude leur revenu touristique réel. D'où la possibilité de trouver une incompatibilité entre cet apport et la hiérarchie des groupes plus ou moins concernés et bénéficiant de l'agro-écotourisme du Parc (cf. couleurs vert et orange).

Pour mieux comprendre l'ensemble de facteurs cités ci-dessous qui interagissent et influent sur le revenu individuel au sein du groupe, prenons le **cas de Gastronomie** lorsqu'il offre le service de repas dans son restaurant. Le nombre de participants par

visite (4), le type de prestation (vente non concurrentielle), la « vitesse de rotation » (1/3) et le respect de la participation au *Fondo comunal* constituent un ensemble de données qui structurent le revenu collectif et les disparités monétaires par rapport à d'autres groupes. A cela s'ajoute encore la fluctuation touristique du Parc qui rend les bénéfices économiques du groupe variable, selon le mois¹⁶² et l'année (2'800.00 PEN en 2008, 11'9000.00 en 2009 et 32'234.80 en 2010¹⁶³).

Toutefois, au sein de ce groupe, il existe des disparités interindividuelles. Tout d'abord, le système rotatif – qui tente pourtant de distribuer les gains touristiques également – crée des écarts de revenu entre les membres. Le nombre de touristes varie d'une visite à une autre, tout comme le nombre et le type de plats (simple repas ou buffet), ce qui bénéficie économiquement davantage au groupe ayant le plus de plats à vendre, surtout s'ils s'agit d'un plat unique¹⁶⁴. Ensuite, le facteur déplacement peut engendrer des disparités entre les membres. Comme le dénoncent certaines femmes de Sacaca, Paru-Paru et Pampallaqta, elles doivent se déplacer (avec tout le matériel pour la cuisine¹⁶⁵) en bus, à cheval, voire à pied pour se rendre au restaurant de Chawaytire. En revanche, les femmes y habitant n'ont pas besoin de fournir cet effort. Les premières doivent parfois soustraire de leurs gains le coût du transport alors que les secondes sont exemptes de ce type de dépense, et par conséquent, finissent par gagner un peu plus d'argent que les premières. Et s'il ne s'agit pas d'argent, il est toujours question de perte en termes de temps¹⁶⁶. Selon un membre (M/Paru-Paru), cette activité prend une demi-journée (5h00 à 17h00), déplacement compris (environ 2h00 à 2h30).

¹⁶² La figure 3.4 montre la fluctuation touristique par mois entre les années 2008 et 2010.

¹⁶³ Ces chiffres ont été calculés à partir des données présentées dans le tableau 9 qui donne les valeurs correspondant à l'apport au *Fondo comunal* par *colectivo económico* (2007-2010). Le calcul résulte de la multiplication des chiffres par dix (équivalant à 10% de l'apport à ce fond). Les valeurs en dollars américains pour 2008, 2009 et 2010 sont respectivement : 956.94 USD, 3'950.86 USD et 11'405.21 USD. Ces chiffres ont été calculés selon le taux d'échange nominal (moyenne annuelle équivalant respectivement à 2.926 USD, 3.012 USD et 2.826 USD) donné par le site Web du BCRP : <http://estadisticas.bcrp.gob.pe/> (consulté en mai 2011).

¹⁶⁴ Selon une femme (O/Paru-Paru), le typer de plat influe sur le bénéfice économique. Pour elle, le buffet induit plus de dépenses en argent et temps (diversité des plats), au contraire du plat unique.

¹⁶⁵ Il s'agit principalement du déplacement des casseroles, des ingrédients (pommes de terre, légumes, etc.) et du bois.

¹⁶⁶ Cet exemple peut être aussi appliqué à d'autres ATP comme les *Varayoc* ou les Techniciens locaux. Tous les deux réalisent leur prestation touristique à Sacaca, cependant certains viennent de cette communauté alors que des habitants d'autres communautés du Parc doivent se déplacer. Cela peut engendrer des dépenses (s'il y a recours au transport payant), et par là des disparités économiques entre les membres d'un même groupe.

Ces facteurs couplés à la variabilité des visites font que le revenu touristique individuel est fluctuant, irrégulier, voire insuffisant. Pour les membres, la rentabilité de l'activité gastronomique dans le cadre de l'agro-écotourisme du Parc est ainsi variable :

« Parfois [cette activité] est rentable, parfois non. [...] Quand il y a des visites, on gagne souvent environ 10.00 soles chacune. Une fois j'ai gagné 100.00 soles ; mais cela est rare. On ne gagne pas suffisamment d'argent parce que ce n'est pas une activité de tous les jours. »¹⁶⁷

L'exemple de Gastronomie est intéressant car il s'agit d'un groupe bien concerné par l'agro-écotourisme du Parc, où l'on attendrait des bénéfices économiques par individu plus conséquents. Si le revenu collectif semble non négligeable, aux yeux de ces femmes, le revenu individuel est parfois insuffisant¹⁶⁸. Toutefois, l'importance de cette activité réside dans le fait qu'elle leur donne un revenu supplémentaire qui contribue à soulager les dépenses domestiques (alimentation, éducation et santé des enfants, etc.).

Cet exemple reflète, en quelque sorte, ce qui se passe avec d'autres groupes d'ATP. De manière générale, le revenu individuel issu de l'agro-écotourisme est ressenti comme insuffisant, néanmoins important en tant que ressource économique supplémentaire. Ce sentiment est partagé par toutes les personnes interviewées, peut-être à l'exception d'un des Guides locaux (Q/Paru-Paru) qui considérait son revenu pour 2010¹⁶⁹ comme suffisant pour survenir à ses besoins. L'opinion d'un technicien local résume cette idée générale :

¹⁶⁷ « *A veces si sale [rentable refiendose al turismo], a veces no. [...] Cuando hay visitas, ganamos mas o menos 10 soles cada una. Una vez gané 100 soles, pero es raro. El dinero no alcanza porque no es diario* » (D/Sacaca).

¹⁶⁸ A titre référentiel, si l'on prend le bénéfice brut du groupe Gastronomie en 2009 (3'950.86 USD) divisé par 12 mois et par le nombre total de participants du groupe (15 femmes), l'on obtient un revenu individuel moyen par mois égal à 23.42 USD. Le même procédé mathématique pour 2010 (11'406.51 USD) donne une valeur moyenne égale à 63.37 USD par mois et par personne. Quel que soit le chiffre, ces valeurs sont largement en dessous du salaire minimal péruvien (*sueldo minimo*) égal à 212.23 USD (équivalent à 600.00 PEN). Pour 2010, le revenu individuel (2.11 USD/jour) correspond au seuil de pauvreté de 2 USD/jour alors que celui de 2009 (0.78 USD/jour) est encore inférieur. La conversion des nuevos soles (PEN) en dollars américains a été effectuée depuis le site Web : <http://www.mataf.net/fr/conversion/monnaie-PEN> (taux de change du jour 04.05.2011).

¹⁶⁹ L'année 2010 fait un cas d'exception pour cet ATP, car cette personne insiste sur le fait que le revenu touristique des années précédentes (2007-2009) et de 2011 a été insuffisant.

« Si cela ne rapporte pas beaucoup d'argent, [l'agro-écotourisme] donne au moins 2.00, 3.00 soles de revenu. »¹⁷⁰

Enfin, l'exemple de Gastronomie montre que la distribution des recettes issues de l'agro-écotourisme est loin d'être homogène. En effet, les disparités du revenu touristique se structurent à divers niveaux : niveau du Parc (fluctuation des visites/revenu selon les mois et les années), niveau collectif (entre groupe d'ATP) et niveau individuel (entre ATP). Par conséquent, l'impact économique – purement en termes monétaires – est variable quel que soit le niveau de référence.

Au niveau individuel, les disparités peuvent se structurer aussi autour de la situation familiale et/ou économique des ATP. Celle-ci influe, par exemple, sur la capacité d'investissement, et par conséquent, sur le revenu individuel. Un membre de *Turismo vivencial* met en évidence le facteur familial en comparant sa situation (père de quatre enfants mineurs) avec celle de deux frères célibataires qui ont monté une belle maison, bien équipée avec plusieurs chambres et lits pour accueillir chez eux les touristes. De plus, un des frères a travaillé huit ans dans les mines (Puerto Maldonado), ce qui leur a permis d'économiser de l'argent pour l'investir dans la construction de la demeure. Etant donné le retard des autres membres du *Turismo vivencial* en termes d'infrastructure, les frères étaient favorisés pour recevoir plus de touristes chez eux, et par là, en bénéficient davantage économiquement¹⁷¹. Cet exemple montre à nouveau les disparités interindividuelles, en l'occurrence entre les membres du *Turismo vivencial*, groupe qui est le moins concerné par le revenu touristique du Parc. Ces deux frères semblent même s'en sortir bien par rapport à d'autres ATP mieux placés sur l'échelle des gains issus de l'agro-écotourisme¹⁷².

¹⁷⁰ « Si el dinero no es mucho, al menos [el agro-ecoturismo] da 2.00, 3.00 soles de ingreso » (F/Paru-Paru). Ce propos exprime plus une opinion générale de l'agro-écotourisme pour les ATP que le propre vécu du locuteur. Ces paroles ont été énoncées en faisant référence notamment à d'autres activités touristiques dans le Parc qui peuvent paraître à certains plus rentables que l'agro-écotourisme du Parc.

¹⁷¹ Cette information a été rectifiée par un des frères (T/Paru-Paru). Selon ce dernier, il reçoit jusqu'à trois visites par mois (maximum reçu jusqu'à maintenant), contrairement à ses collègues qui peinent plus à recevoir des touristes chez eux (maximum 3 visites enregistrées à l'année). Il est intéressant de noter que cette personne ne se plaint pas de la non-venue des touristes tandis que la grande majorité affirment ne pas encore avoir reçu de touristes en 2011.

¹⁷² Le bénéfice brut par jour est plus important dans le groupe de *Turismo vivencial* (40 PEN/jour) par rapport au reste d'ATP (entre 15 et 35 PEN), d'autant plus que le nombre de visiteurs et de nuitées augmente. En outre, les frères font partie de l'association « Azul qocha » qui constitue un autre canal pour accroître leur chances de

Au-delà des disparités, de manière générale, le capital monétaire issu de l'agro-écotourisme permet aux ATP de compléter l'alimentation familiale et d'investir notamment dans l'éducation, comme nous le verrons plus loin.

3.1.2 Capital monétaire indirect : *Fondo comunal*

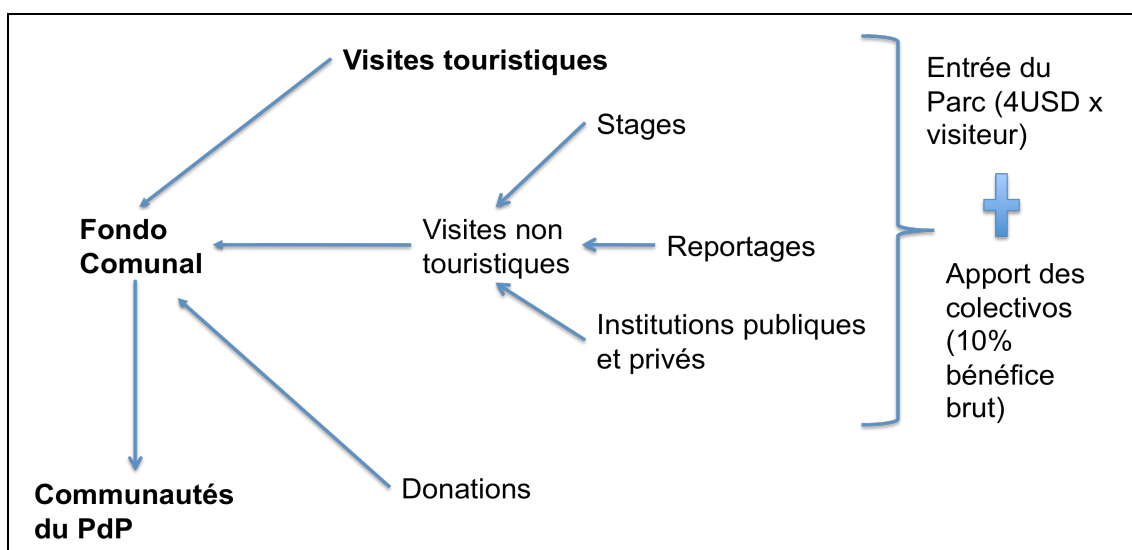
Malgré le manquement à l'apport au *Fondo comunal* par certains ATP, ce fonds est un élément clé en termes d'impacts socio-économiques pour les communautés du PdP. Comme nous l'avons déjà évoqué, l'agro-écotourisme contribue à l'accumulation du *Fondo comunal*. Si cette activité n'en est pas la seule source financière, elle en demeure toutefois une des plus importantes, elle qui a pris de l'ampleur surtout au cours des dernières années.

A côté des donations et des visites non touristiques, les ressources économiques associées au tourisme (principalement le paiement de l'entrée au Parc¹⁷³) et l'apport monétaire des *colectivos económicos* issu des prestations touristiques (10% des bénéfices bruts) sont une autre source financière du *Fondo comunal* :

recevoir des touristes. Le prix proposé par l'association est en outre supérieur (60 PEN/jour) à celui proposé par le Parc.

¹⁷³ Le prix d'entrée au Parc est une source de financement au *Fondo comunal* qui est bien désagrégée et visible dans le tableau des tarifs (cf. tableau D in annexe 3). Certes, il peut exister d'autres sources associées au tourisme en dehors de cette entrée. Cependant elles sont moins bien établies ou explicitées, et par conséquent plus difficiles à cerner. A ce propos, on peut citer l'excédent issu du non-paiement à un ATP (Techniciens locaux, *Papa Arariwa* et Plantes médicinales) durant les jours où ils travaillent déjà dans un atelier (mardis et/ou vendredis). Cet excédent peut aussi provenir de l'argent qui en théorie devrait être destiné au paiement aux impôts ou à la reproduction du matériel touristique du Parc (« triptyque »), mais qui, dans la pratique, n'est pas utilisé à cet effet.

Figure 10 : Les trois sources financières du *Fondo comunal*



Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (tableau retravaillé à partir des chiffres donnés par ANDES).

Note :

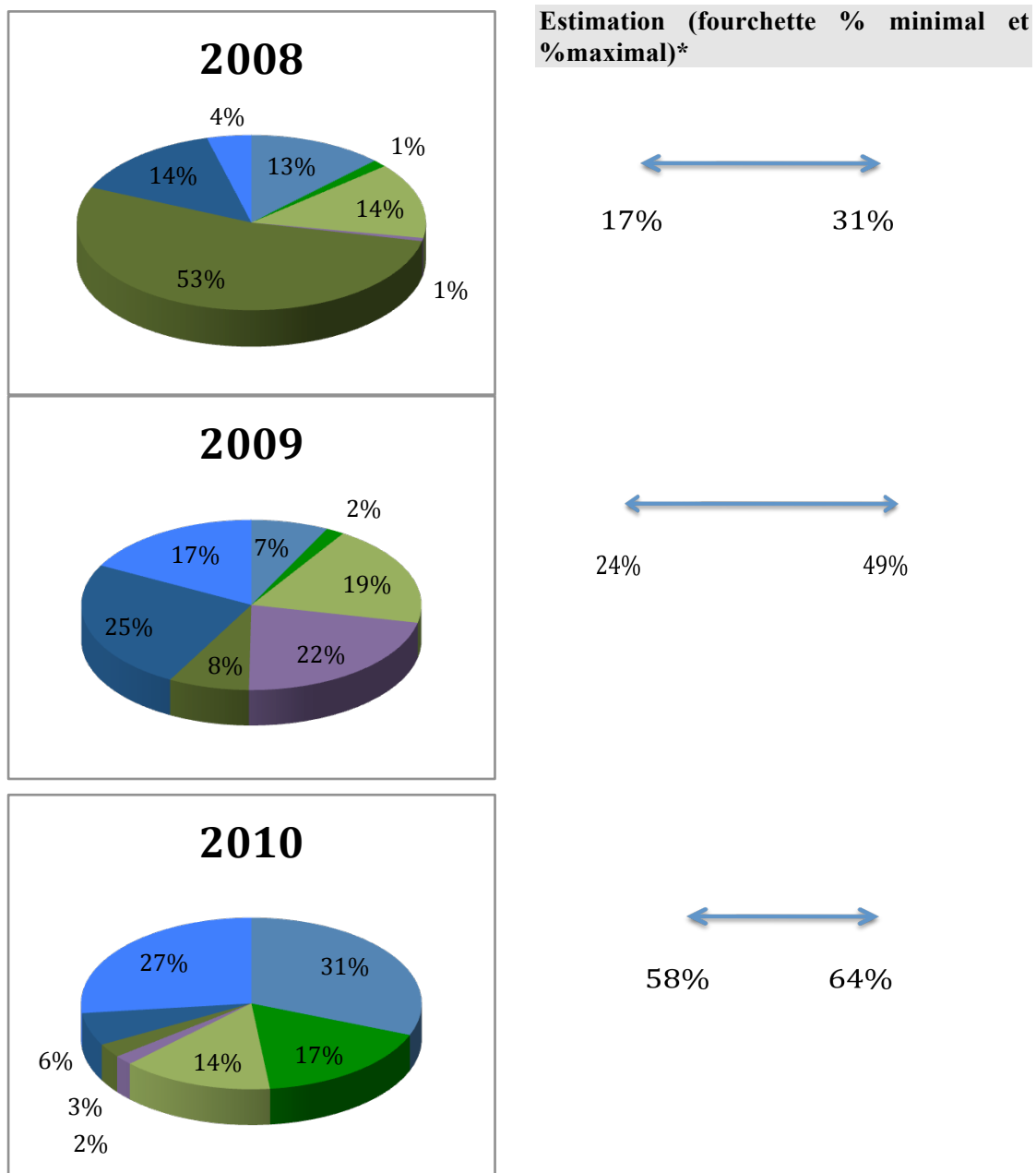
Le *Fondo Comunal* comprend diverses sources financières. Les statistiques données par ANDES en distinguent sept : 1) Visites touristiques à travers des agences de voyages ; 2) Visites pour stages de différentes communautés paysannes du Pérou 3) Visites pour filmer et faire des reportages sur le PdP (National Geographic, Discovery Channel, Télévisions des pays européens, etc.) 4) Donations ; 5) Visites des institutions publiques (MINCETUR, Institut National de Culture, etc.) et privées (Bayer, Speegel, etc.) ; 6) Visites des touristes indépendants ; et 7) Apport des *colectivos* au *Fondo comunal* (10% du bénéfice brut). Comme la figure ci-dessus le montre, j'ai résumé ces sources financières en trois types : 1) Visites touristiques ; 2) Visites non touristiques ; et 3) Donations.

A quelques exceptions les visiteurs de type non touristique sont exemptés de payer l'entrée au Parc, surtout lorsqu'il s'agit de groupes de paysans qui veulent observer le modèle de conservation du PBCI du Parc. De manière générale, les visites non touristiques, au même titre que les visites touristiques, tirent des bénéfices de l'entrée du Parc ainsi que de l'apport des *colectivos económicos* grâce aux prestations (services/vente des produits) que ces groupes réalisent durant le séjour des visiteurs (touristes ou non touristes).

Le *Fondo comunal* comprend une somme accumulée annuellement et distribuée aux communautés à la fin de chaque année. Le montant dépend notamment du nombre annuel de visiteurs : plus ce dernier augmente, plus la somme devient conséquente. Et l'agro-écotourisme du Parc y a joué un rôle important. La majoration du fonds reflète l'évolution croissante du flux touristique du Parc ces dernières années¹⁷⁴. S'il est difficile de donner un chiffre exact au pourcentage du *Fondo communal* dû à l'agro-écotourisme, les statistiques démontrent toutefois l'importance grandissante de cette activité pour le fonds (cf. fig. 11 ; portions en bleu, correspondant aux numéros 1, 6 et 7).

¹⁷⁴ A ce propos, se référer plus haut à la fig. 3.1 qui montre l'évolution des touristes du Parc entre 2008-2010 ; évolution qui suit l'augmentation du *Fondo comunal*.

Figure 11 : Estimation annuelle du pourcentage du *Fondo comunal* dû à l'agro-écotourisme du Parc (2008-2010)



Légende

- 1 Visite des touristes à travers des agences de voyages
- 2 Visites pour stages de différentes communautés paysannes du Pérou
- 3 Visites pour filmer et faire des reportages sur le PdP
- 4 Donations
- 5 Visites des institutions publiques et privées
- 6 Visites des touristes indépendants
- 7 Apport des *colectivos* au *Fondo comunal*

Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (à partir des statistiques données par ANDES sur l'apport au *Fondo comunal*).

Noter l'évolution croissante de l'apport associé aux visites touristiques réalisées à travers des agences de voyages, d'une part, et de l'apport des *colectivos económicos* au *Fondo comunal*, de l'autre. Entre 2008 et 2010, le premier est passé de 13% à 31% et le deuxième a crû de 4% à 27%. L'apport provenant de ces deux sources financières explique en grande partie les fourchettes plus étendues en pourcentage. Au contraire, l'apport des visites touristiques indépendantes a tendu à s'affaiblir au cours des années 2008-2010, passant de 14% à 6%.

Note méthodologique :

* Les statistiques gérées par ANDES retiennent sept différentes sources financières pour le *Fondo comunal* (mentionné dans les notes de la fig. 10). Pour donner les estimations concernant la part du *Fondo comunal* due à l'agro-écotourisme du Parc, seuls trois composantes ont été retenues : 1) Visites touristiques à travers des agences de voyages ; 2) Visites des touristes indépendants 3) Apport des *colectivos económicos* au *Fondo comunal* (10% du bénéfice brut). Si les deux premières donnent des chiffres clairement attribuables au secteur touristique, la dernière ne permet pas de distinguer la part due au tourisme du PdP. En effet, la troisième composante mélange les visites touristiques et non touristiques. Pour cette raison, il n'est possible de donner que des estimations sous forme de fourchettes. Celles-ci vont des chiffres obtenus par l'addition de deux premières composantes (minimum) à ceux calculés par la somme des trois composantes (maximum). Il faut toutefois rappeler que ce chiffre maximal tend à dépasser la valeur réelle, car il comprend toutes les visites (touristiques ou non). Par conséquent, ces fourchettes doivent être prises uniquement à titre référentiel. Toutefois, elles sont valables pour estimer et comparer l'évolution du pourcentage du *Fondo comunal* dû à l'agro-écotourisme du Parc.

* Les années 2008, 2009 et 2010 ont été retenues pour effectuer ces estimations. Il existe trois raisons pour ce choix :

1) La principale raison obéit au fait que ce sont les mêmes années utilisées pour les statistiques de l'agro-écotourisme du PdP (cf. chap. 2.3.1), ce qui rend plus facile la compréhension du phénomène touristique durant cette période bien précise. Ainsi, bien qu'il existe des données pour 2007, cette année a été écartée de l'analyse.

2) En outre, l'année 2007 ne permet pas une comparaison exacte, car il y a des chiffres manquants par rapport aux différentes composantes (il n'y a que trois des sept sources financières du *Fondo comunal*). L'absence de ces chiffres est due avant tout au fait que 2007 est l'année où l'agro-écotourisme du Parc a initié officiellement ses visites organisées. Et les statistiques comportent des chiffres non détaillés, voir manquants.

3) Pour finir, l'apport des *colectivos económicos* au *Fondo comunal* ne semblait pas bien régulé et établi en 2007. En effet, malgré le pourcentage du fonds dû aux visites indépendantes (59%), l'apport des *colectivos* est presque nul (1%).

* Pour calculer les estimations des trois années, j'ai transformé tous les chiffres en nuevos soles (PEN) afin d'utiliser une monnaie de référence. Pour ce faire, j'ai utilisé le taux d'échange nominal annuel pour les années 2008, 2009 et 2010 (donné sur le site Web de la Banque Centrale de Réserves du Pérou (*Banco Central de Reservas del Perú* – BCRP : <http://estadisticas.bcrp.gob.pe/> ; consulté en mai 2011). L'utilisation de la monnaie péruvienne (PEN) au lieu du dollar américain (USD) permet de rendre plus faciles les calculs, sachant que la plupart des chiffres étaient donnés en *nuevos soles*.

La distribution du fonds obéit (dès 2009) au principe d'équité basé sur la participation des membres du Parc, notamment des ATP. Cette participation est évaluée à l'aide de plusieurs critères : participation aux visites, aux ateliers de formation, degré d'engagement des présidents communaux, de techniciens locaux, etc. Selon la participation et le principe d'équité du fonds, les communautés reçoivent une somme annuelle qui peut varier d'une communauté à l'autre :

Tableau 10 : Distribution du *Fondo comunal* (2008-2010) selon les communautés du PdP

Communautés	<i>Fondo comunal</i> **							
	2008***		2009		2010		Total (par communauté)	
	USD	PEN	USD	PEN	USD PEN		USD	PEN
Amaru	220.00	553.00	198.00	1'847.00	892.35	2'449.31	1'310.35	4'849.31
Chawaytire	220.00	553.00	216.00	2'015.00	647.50	1'777.26	1'083.50	4'345.26
Pampallaqta	220.00	553.00	216.00	2'015.00	826.14	2'267.58	1'262.14	4'835.58
Paru-Paru	220.00	553.00	228.00	2'127.00	1'077.64	2'957.91	1525.64	5'637.91
Sacaca	220.00	553.00	91.00	840.00	720.37	1'977.28	1'031.37	3'370.28
Perqa (annexé à Kuyo Grande)*	133.35	553.00	60.00	560.00	0	0	193.35	1'113.00
Total (par an)	1233.35	3318.00	1009.00	9'404.00	4'164.00 ****	11'429.34 ****	6'406.35	24'151.34

Source : ANDES. Elaboration de l'auteur (tableau retravaillé à partir des chiffres donnés par ANDES).

Note :

* Perqa est une petite communauté attachée à Kuyo Grande. Les chiffres donnés pour celle-ci ne sont pas significatifs pour l'analyse sachant que Kuyo Grande est exclus de l'étude de ce mémoire. A noter qu'en l'an 2010 Perqa n'a pas bénéficié du *Fondo comunal* comme conséquence du retrait de Kuyo Grande en tant que membre du PdP.

** Le *Fondo Comunal* calculé ici comprend diverses sources financières mentionnées dans la figure 10.

*** La distribution pour l'année 2008 n'a pas été soumise au principe d'équité, raison pour laquelle le montant pour chaque communauté est le même (à l'exception de Perqa qui a reçu moins d'argent en USD). Ce n'est qu'à partir de l'année 2009 que ce principe a commencé à être appliqué. Selon les dires de techniciens locaux, les critères pour évaluer la distribution d'argent en 2011 seront encore plus stricts par rapport à 2010. Cela dénote la possibilité de changement en termes de critères retenus ou encore quant à la sévérité pour évaluer ces critères.

****Le montant total pour 2010 a été recalculé. Il ne prend en compte ni la somme donnée à l'agence de voyages « Personal Travel » (314.54 USD et 466.78 PEN) pour un accord interne avec ANDES, ni l'argent correspondant au prix donné aux personnes du Parc ayant participé à un concours (1'265.00 PEN). Si l'on considère ces montants, la somme totale pour 2010 correspondrait à 4'478.53 USD et 13'161.12 PEN.

La contribution grandissante de l'agro-écotourisme au *Fondo comunal* a permis d'accroître le montant destiné aux communautés, comme en témoigne le tableau ci-dessus. Entre 2008 et 2010, les communautés ont en effet reçu chaque fois plus

d'argent. Cette source de revenu est ressentie par certains comme un « cadeau pour les communautés »:

« [Les communautés] reçoivent [de l'argent] sans rien faire. Avant on devait payer pour la gestion communale, selon les nécessités [de la communauté]. Deux, trois soles, mais à l'époque c'était une certaine somme. »¹⁷⁵

Dans le cas spécifique de Pampallaqta, le fonds de 2010 a bénéficié directement à tous les membres de la communauté sous forme d'argent :

« Nous avons tous bénéficié [du Fondo comunal] en recevant 50 soles chacun. Certains ont acheté des cochons d'Inde. »¹⁷⁶

Ces propos mettent en évidence les effets que le fonds peut avoir pour les membres de la communauté, en les dispensant des dépenses associées notamment à la gestion communale¹⁷⁷, voire en leur donnant de l'argent. Le fonds est une source économique non négligeable pour les communautés : la somme contribue (totalement ou partiellement) à combler les dépenses liées à la gestion communale ainsi qu'à effectuer les investissements prévus par les communautés selon leurs besoins¹⁷⁸ (cf. tableau 11).

¹⁷⁵ « [Las comunidades] reciben [dinero] sin hacer nada. Antes debíamos pagar cuota para la gestion comunal, dependiendo de las necesidades [de la comunidad] ; dos, très soles, pero era plata a esa fecha » (F/Paru-Paru).

¹⁷⁶ « [El Fondo comunal] nos a beneficiado a toditos, con 50 soles cada uno. Algunos hemos comprado cuyes con eso » (L/Pampallaqta).

¹⁷⁷ Il s'agit des dépenses liées à la gestion de la communauté, par exemple les formalités administratives (élaboration des documents, etc.), l'achat de nourriture lors de travaux collectifs (*faenas*) ou l'engagement de main d'œuvre supplémentaire pour des travaux communaux. Un technicien local (F/Paru-Paru) a souligné l'importance du fonds pour la gestion communale de sa communauté en 2008 et 2009.

¹⁷⁸ Les décisions concernant la communauté sont pris lors des assemblées communales. C'est donc au sein de celles-ci que les membres des communautés décident comment investir ou dépenser l'argent du Fonds.

Tableau 11 : Investissement et dépenses faits à l'aide du Fondo comunal selon les communautés du PdP

Communauté	Investissement communal*	Dépenses*
Amaru	Canalisation des eaux (entubées) (2010)	Gestion communale
Chawaytire	Achat de taureaux ** (2010)	Gestion communale, distribution de chocolat chaud pour la communauté à Noël (<i>chocolatada</i>) (2009)
Pampallaqta	Installation de câbles d'électricité (2009)	Gestion communale, distribution de 50 PEN à toute la communauté (2010)
Paru-Paru	Achat de matériaux (tuiles, bois, etc.) pour la construction d'une salle communale (2009)	Gestion communale
Sacaca	Pas d'enregistrement	Gestion communale

Source : élaboration de l'auteur (d'après des entretiens avec les membres du PdP).

Note :

* La liste d'investissements et dépenses présentée ci-dessus n'est pas exhaustive. Elle inclut uniquement ce que les interviewés ont pu exprimer lors des entretiens. Certains d'entre eux n'ont même pas été capables de dire comment le fonds avait été investi et dépensé, peut-être par méfiance ou discrétion vis-à-vis des affaires propres aux communautés. Le type d'investissement et/ou dépense est décidé par les membres des communautés lors d'une assemblée communale.

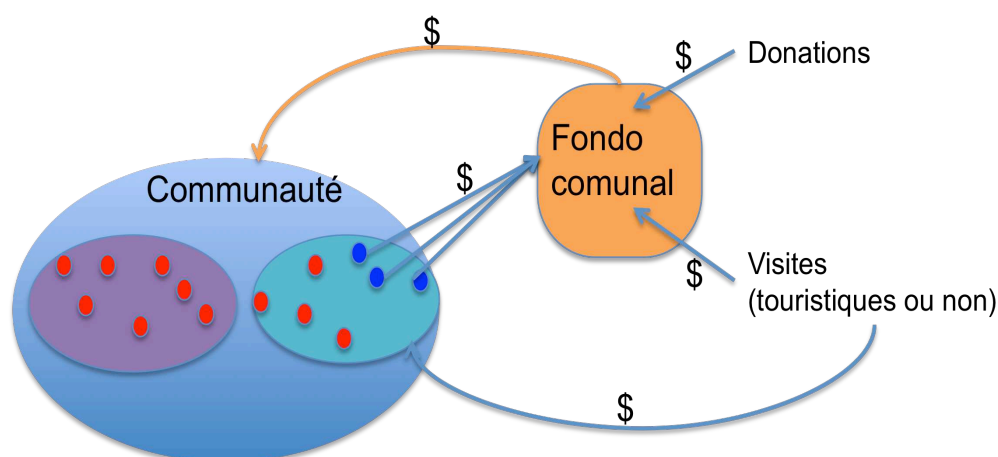
** Il s'agit plus spécifiquement de l'achat de 25 taureaux gérés communalement. La communauté de Chawaytire a formé des groupes rotatifs de sept personnes chargées de faire le pâturage mensuellement.

Dans certains cas, les communautés¹⁷⁹ décident même de capitaliser l'argent dans des banques afin de gagner des intérêts, et d'accroître ainsi son capital qui sera destiné à un investissement ou une dépense postérieure. Que l'argent soit investi/dépensé immédiatement ou *a posteriori*, le *Fondo comunal* met clairement en évidence l'importance (en %) de l'apport de l'agro-écotourisme dans l'économie des communautés du Parc. L'investissement de l'argent peut permettre en outre d'améliorer la qualité de vie des communautés, voire de lui donner une source supplémentaire de revenu. Et cela finit par faire bénéficier les individus/familles appartenant aux communautés du Parc, même s'ils ne participent pas directement à l'agro-écotourisme. Ils deviennent ainsi des bénéficiaires indirects de cette activité

¹⁷⁹ C'est notamment le cas de la communauté de Paru-Paru qui a n'a pas encore utilisé l'argent du fonds correspondant à 2010. Elle a préféré le garder à la banque pour en faire usage *a posteriori*.








(cf. fig. 12). Quant aux ATP, ils sont doublement bénéficiaires, à la fois directement (en tant qu'individus impliqués dans l'agro-écotourisme) et indirectement (en tant que membres des communautés du Parc).

Figure 12: Mécanisme de distribution du *Fondo comunal* bénéficiant à l'ensemble de la communauté*



Source : élaboration de l'auteur.

Légende :

- | | | | |
|---|---|---|--|
|  | Groupe d'acteurs touristique du PdP |  | Personnes contribuant au <i>Fondo comunal</i> |
|  | Reste de la communauté (non participant de l'agro-écotourisme du PdP) |  | Personnes ne contribuant pas au <i>Fondo comunal</i> |
|  | Ensemble de la communauté |  | Flux d'argent venant des sources financières du Fond |
| | |  | Somme du Fond destinée à une communauté donnée (selon les critères de participation) |

Note :

* Pour rendre plus facile la lecture du schéma, celui-ci représente le cas d'une communauté en particulier. Chaque communauté du Parc suit le même mécanisme de distribution du fonds. La différence entre les communautés réside dans le montant assigné à chacune d'entre elles. Comme il a été mentionné, ce montant suit un principe d'équité selon la participation annuelle des membres de chaque communauté (en fonction de divers critères d'évaluation).

qu'aux ATP qui sont directement concernés par cette activité. Cela semble être ressenti d'autant plus fortement que l'ATP bénéficie moins de l'agro-écotourisme :

« Certes, [l'agro-écotourisme] génère un apport économique, mais au sein de la communauté. »¹⁸⁰

Cela s'explique principalement par le fait que le montant destiné aux communautés est plus grand que les gains touristiques des ATP. En effet, le *Fondo comunal* – somme accumulée annuellement – n'est pas comparable quantitativement aux gains individuels de chaque ATP, d'autant plus que ceux-ci sont irréguliers¹⁸¹. La capacité d'inversion est alors plus grande pour les communautés. De plus, cette somme arrive en décembre, ce qui compense le faible revenu qui caractérise ce mois¹⁸².

L'importance accordée au fonds se reflète en outre dans l'engagement des membres aux différentes activités du Parc (ateliers de formation, agro-écotourisme, etc.). Cela contribue à remplir les critères d'attribution du fonds sur la base de la participation. Cela constitue donc un mécanisme encourageant la participation des membres du Parc provenant de diverses communautés, chacun(e) étant le représentant direct de sa communauté :

« Pour [le Fondo comunal], je viens aux atelier et aux [rendez-vous des] groupes économiques. »¹⁸³

Toutefois, la décroissance considérable des touristes en 2011 (par rapport à 2010) comporte des conséquences économiques tant pour les communautés que pour les ATP. La préoccupation des locaux en témoigne :

« L'année passée il y avait beaucoup de visites, donc beaucoup de recettes. En revanche maintenant il n'y en a pas eu autant, alors à la

¹⁸⁰ « Si económicamente aporta [el agro-ecoturismo], pero dentro de la comunidad » (B/Sacaca). Ce sont les propos d'une femme d'Artisanat, groupe qui bénéficie le moins, économiquement, du tourisme du Parc.

¹⁸¹ A ce propos, se référer au chap. 3.1.1 où l'on cite divers facteurs qui influent sur le revenu touristique individuel (fluctuation de visites, type de prestation, « vitesse de rotation », etc.).

¹⁸² Un membre de Jardins botaniques (N/Pampallaqta) affirme que le mois de décembre est toujours faible en revenu. Il s'agit d'un mois à fortes pluies, ce qui empêche ou rend difficile le travail agricole. De plus, se trouvant dans la basse saison touristique, ce mois se caractérise souvent par une baisse du tourisme, ce qui amoindrit les revenus issus de l'agro-écotourisme, voire d'autres activités associées au secteur touristique.

¹⁸³ « Por eso [Fondo comunal] vengo a los talleres y a [las juntas de] los colectivos económicos » (B/Sacaca).

fin de l'année il n'y aura pas beaucoup de revenu [pour les communautés]. »¹⁸⁴

D'autre part, cette diminution comporte aussi un risque de découragement concernant la participation des personnes au projet d'agro-écotourisme, comme le soulèvent certains ATP¹⁸⁵ ; voire de participation pour la conservation des pommes de terre, comme l'affirme un *Papa Arariwa* :

« [Le tourisme du Parc] est important pour maintenir les variétés [de pommes de terre], pour motiver les gens à travailler la terre. »

Ce propos anticipe l'articulation existant entre capital monétaire et production d'autoconsommation, comme nous le verrons tout de suite.

3.2 Articulation de l'agro-écotourisme avec d'autres activités économiques : vers une sécurité (souveraineté) alimentaire

L'agro-écotourisme n'est pas la seule activité économique réalisée dans le Parc. L'agriculture, l'élevage et d'autres activités touristiques ou non y sont pratiqués. Il est question maintenant d'observer de près l'articulation de l'agro-écotourisme avec ces activités qui structurent l'économie paysanne andine pour observer les effets sur celle-ci.

¹⁸⁴ « *El año pasado habia bastantes visitas, entonces bastante ingreso. En cambio ahora no ha habido tanto, entonces para el final del año no habrá mucho ingreso [para las comunidades]* » (L/Pampallaqta). Un *Papa Arariwa* exprime la même préoccupation : « *Je crois que le Fondo comunal est bas. L'année passée, il a augmenté et cette année il est en train de diminuer* » (« *creo que está bajo el Fondo comunal. El año pasado ha subido y este año está bajando* ») (J/Pampallaqta).

¹⁸⁵ Les ATP interviewés mettent en évidence les conséquences économiques de la baisse du tourisme du Parc ainsi que le risque de découragement quant à la participation et l'engagement des membres au projet d'agro-écotourisme. A ce propos, un membre de *Turismo vivencial* (G/Paru-Paru) exprime sa préoccupation face à cette baisse, en affirmant qu'il n'a reçu aucun visiteur en 2011 et n'a donc perçu aucun revenu issu de l'agro-écotourisme. Il souligne par la suite le risque que cette baisse ait des conséquences précises pour le groupe de *Turismo vivencial* : « *Lorsqu'il n'y pas de tourisme, les gens ne pensent pas à améliorer leur maison. Ce n'est que quand les touristes arrivent qu'ils y pensent* » (« *Cuando no hay turismo, no piensan en mejorar sus casas. Cuando hay recién ellos piensan* ») Pour cette personne, ce découragement a une influence sur les capacités des locaux (notamment en termes d'infrastructure) à accueillir et attirer le touriste afin qu'il reste dormir chez l'habitant.

L'agro-écotourisme du Parc peut être à la fois compatible et incompatible avec la réalisation d'autres travaux comme l'agriculture. Le groupe d'ATP influe sur cette (in)compatibilité. En effet, certains sont plus avantagés par l'horaire selon lequel ils effectuent leur prestation touristique. De manière générale, plus tôt on termine, plus il est facile de procéder à d'autres activités économiques, notamment l'agriculture. Par exemple, l'activité d'agro-écotourisme des techniciens locaux ne les empêche pas de travailler la terre, puisqu'ils finissent normalement leur prestation vers 9h30 et que le travail agricole commence vers 9h00¹⁸⁶ :

« Puisque je fais uniquement de l'interprétation [du Parc] juste un moment, après je peux aller au champs¹⁸⁷ ».

De même, les membres du *Turismo vivencial* ne semblent pas dérangés par l'activité touristique, car ils peuvent alterner facilement leur prestation et la pratique de l'agriculture. Comme ils sont censés présenter des aspects culturels aux touristes, ils peuvent continuer à effectuer leur travail agricole sous le regard des visiteurs, voire avec leur participation active :

« Les touristes aiment participer [à l'agriculture]. Ils nous aident à sortir les carottes, les fèves par exemple. »¹⁸⁸

En revanche, d'autres personnes se voient empêchées d'effectuer une autre activité économique. La tranche horaire de la prestation touristique n'est par exemple pas du tout compatible avec un travail agricole :

« Le travail [du Parc] te coupe la journée [destinée au travail agricole]. »¹⁸⁹

¹⁸⁶ Selon les membres du Parc interviewés, le travail agricole est souvent effectué entre 8h30/9h00 et 17h00/18h00.

¹⁸⁷ « *Como hago interpretación [del Parque], solo un ratito, después puedo irme a la chakra* »(F/Paru-Paru)

¹⁸⁸ « *El turista le gusta participar [en la agricultura]. Nos ayuda a sacar zanahorias, habas por ejemplo* » (E/Paru-Paru). Le membre du *Turismo vivencial* a énoncé ce propos en me montrant les produits sortis par le couple de touristes qui restait chez lui. Il affirme que cette pratique est courante chez le visiteur. Celui-ci est non seulement curieux d'observer comment les locaux travaillent la terre, mais aussi désireux de participer au travail agricole en aidant les paysans avec certaines tâches agricoles.

¹⁸⁹ « *El trabajo [del Parque] te corta el día [día de trabajo agrícola]* » (C/Sacaca). Le locuteur affirme que son travail finit vers 11h00, voire midi. Cela l'empêche d'effectuer des travaux agricoles car, selon lui, il faut aller au champ tôt, autrement cela n'en vaut pas la peine.

Toutefois, de manière générale, l'absence du travail touristique permet à tous (quel que soit leur groupe d'ATP) de travailler la terre, voire de réaliser d'autres travaux :

*« S'il n'y a pas de travail [lié au tourisme], je vais au champ. »*¹⁹⁰

Ainsi, si l'agro-écotourisme peut parfois se révéler (in)compatible avec d'autres activités économiques, il n'empêche néanmoins pas les ATP de poursuivre leur travail agricole ; celui-ci occupe toujours une place prépondérante dans l'économie paysanne, surtout en tant que source principale d'alimentation locale. En effet, les locaux préfèrent garder leur production agricole pour leur consommation familiale plutôt que de la commercialiser sur le marché. C'est surtout le cas des pommes de terre, sachant que leur prix est dévalorisé sur le marché agricole¹⁹¹. Il existe donc une sorte d'alternance entre (agro-éco)tourisme et agriculture qui renvoie, plus largement, à la dialectique entre économie capitaliste et économie d'autoconsommation caractérisant aujourd'hui les communautés andines :

*« Nous ne pouvons oublier l'agriculture. [...] Nous en avons toujours vécu. [Mais] nous devons toujours travailler. L'agriculture ne suffit pas, elle suffit juste pour la nourriture. »*¹⁹²

*« L'agriculture est toujours importante. [...] Tu manges naturellement. Toute l'année il faut la conserver, [alors] il n'y a plus de nécessités [alimentaires]. Mais l'argent est toujours nécessaire. »*¹⁹³

¹⁹⁰ « Si no hay chamba [en turismo], me voy a la chakra » (E/Paru-Paru)

¹⁹¹ Les pommes de terre du Parc (dites « natives », *papas nativas*) ont souvent un prix plus ou moins similaire par rapport aux pommes de terre produites à grande échelle dans la région de Cusco. Bien que parfois on leur accorde un prix légèrement plus élevé sur le marché, ce prix ne prend pas en compte l'énorme travail (en termes de temps et d'efforts) que demande la production des pommes de terre natives (production de type 100% organique et traditionnelle). Selon un paysan du Parc (K/Chawaytire), le prix de vente est plutôt bas, à 12PEN l'arrobe, c'est-à-dire 12 kilos (contre de 3 à 6 PEN l'arrobe auparavant). De son côté, ANDES lutte contre la dépréciation des prix du tubercule. Par exemple, l'ONG a refusé de fournir des pommes de terre du Parc à un restaurant de cuisine exclusive, entre autres, à cause du prix d'achat offert. Peu d'ATP interviewés énoncent la commercialisation des pommes de terre comme une source de revenu familial. Ceux qui le font affirment le faire de manière sporadique, lorsqu'il faut trouver une autre ressource de capital monétaire.

¹⁹² « De la agricultura no podemos olvidarnos [...] De ella vivimos siempre. [Pero] debemos trabajar siempre. La agricultura solo no alcanza, solo para la comida » (G/Paru-Paru).

¹⁹³ « Siempre es importante la agricultura [...] comes naturalmente. Todo el año hay que conservar, [asi] ya no hay necesidad [de alimentos]. Pero siempre es necesario el dinero » (H/Paru-Paru). Ce *Papa Arariwa* met l'accent sur la complémentarité des économies d'autoconsommation et capitaliste. Il insiste sur l'importance de l'argent pour acheter d'autres produits pour l'alimentation familiale, ce qui peut paraître contradictoire avec ses

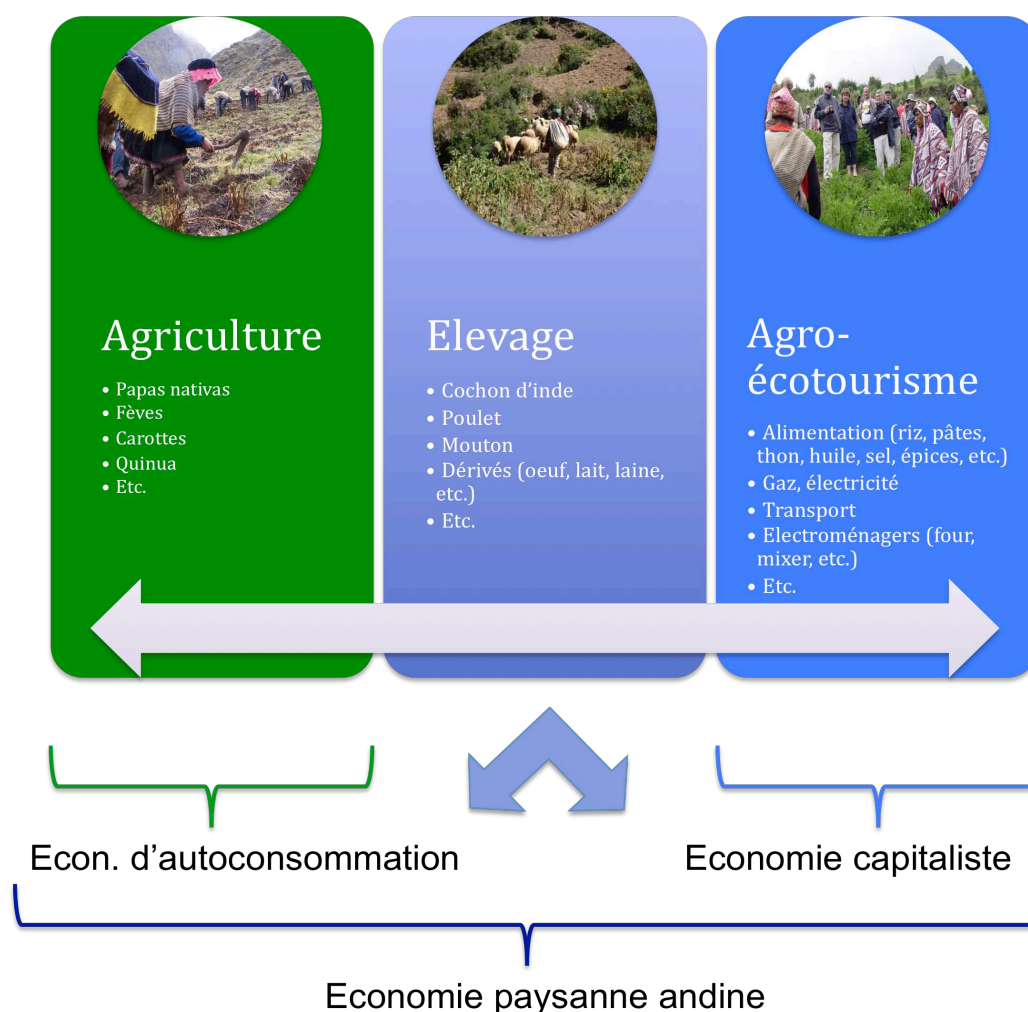
Cette alternance n'est pas due uniquement à un désir de garder une composante culturelle, comme pour l'agriculture¹⁹⁴. Mais elle est aussi indispensable économiquement pour survenir aux nécessités alimentaires des familles paysannes. Corolairement, l'ensemble des activités capitalistes – dont l'agro-écotourisme – fournit de l'argent pour l'alimentation (riz, pâtes, etc.), voire pour effectuer d'autres dépenses (électricité, électroménagers, etc.). De son côté, l'élevage complète la chaîne économique, en contribuant à la fois au capital monétaire (vente des animaux ou dérivés) et à l'autoconsommation (viande de poulet, cochon d'Inde¹⁹⁵, œuf, lait, etc.). La figure ci-dessous schématise l'interaction de ces trois composantes caractérisant l'économie andine, telle que la décrivent les ATP interviewés :

propos concernant le rôle de l'agriculture pour ne plus avoir de besoins alimentaires. Néanmoins, cela relève plutôt de nouvelles habitudes alimentaires des Andins qui ressentent désormais le besoin de compléter leur alimentation avec d'autres produits issus du marché (riz, pâtes, etc.). Il ajoute en outre que l'argent lui est nécessaire pour son épicerie. Le capital monétaire de l'agro-écotourisme peut être ainsi investi dans d'autres activités commerciales pour générer plus de capital.

¹⁹⁴ A plusieurs reprises, les membres du Parc ont mis en avant l'importance non seulement économique mais aussi culturelle de l'agriculture. Quant à la dimension culturelle qu'elle englobe, celle-ci est complexe. Toutefois, nous pouvons mentionner des éléments culturels tels que les outils agricoles traditionnels, notamment la *chaquitaqlla*, des rituels comme la *papa t'inkay* et l'élaboration gastronomique avec un savoir-faire traditionnel (par exemple technique de déshydratation des pommes de terre qui donne comme résultat le *ch'uño*).

¹⁹⁵ Cet animal d'élevage est riche en protéines et pauvre en graisses (voir documentaire sur le site : <http://www.onu.org.pe/Publico/infocus/alimentacion.aspx> (consulté en mai 2010) où sont mentionnées les qualités nutritives de cet animal). Dans le Parc, plusieurs ATP possèdent des cochons d'Inde tant pour leur propre consommation (surtout à des occasions spéciales) que pour leur commercialisation. Certains éleveurs font participer ces animaux à des concours pour gagner des prix en argent. Cela constitue un autre moyen par lequel le cochon d'Inde devient une source de revenu supplémentaire pour ses propriétaires.

Figure 13: Participation de l'agro-écotourisme dans l'économie paysanne du Parc



Source : élaboration de l'auteur (d'après des entretiens avec membres du Parc et observations du terrain).

Remarque :

Il faut rappeler que l'agriculture accomplit avant tout un rôle d'autoconsommation, et beaucoup moins de commercialisation. Si rien n'exclut la vente des produits agricoles, les locaux préfèrent garder leur production pour leur propre consommation familiale. Le schéma ci-dessous reprend donc cette attribution locale de l'agriculture qui le fait pencher plus du côté de l'autoconsommation que de l'économie capitaliste.

L'agro-écotourisme est ainsi une des activités économiques réalisées *dans le Parc*¹⁹⁶. Certes, elle n'est pas la seule à générer du capital monétaire. Mais, elle participe toutefois à l'économie andine en fournissant une source de revenu supplémentaire à côté d'autres activités capitalistes. Au même titre que ces dernières, l'agro-écotourisme contribue à l'accumulation monétaire, bien qu'il soit considéré par les

¹⁹⁶ Je fais ici référence à l'ensemble des activités économiques existantes à l'intérieur du PdP, qu'il faut différencier des activités économiques du Parc, notamment l'agro-écotourisme. Cette distinction reprend celle qui a été exposée plus haut (chap. 2.3) entre tourisme *dans* le Parc et tourisme *du* Parc.

ATP comme insuffisant. D'où le recours continu à d'autres activités économiques (touristiques ou non), comme en témoignent les ATP (cf. tableau 12).

Tableau 12 : Quelques activités capitalistes de type touristique et non touristique réalisées parallèlement à l'agro-écotourisme

Type de travail	Activité économique*	Lieux de réalisation
Touristique	Artisanat textile	Dans le Parc**
	<i>Turismo vivencial</i> ***	
	<i>Porteador</i> ****	<i>Camino inca</i> (« Chemin inca », randonnée au Machu Picchu faisant partie des activités touristiques <i>hors</i> du Parc**)
	Aide cuisinier	
Non touristique	Travail dans les mines d'or	Puerto Maldonado
	Récolte de café et/ou coca	Quillabamba
	Construction	Pisac, Cusco
	Épicerie	A domicile

Source : élaboration de l'auteur (d'après des entretiens avec des membres du Parc).

Note :

*Les activités économiques mentionnées ci-dessus sont celles que les interviewés ont affirmé réaliser ou avoir réalisé en parallèle avec l'activité d'agro-écotourisme du Parc. Par conséquent, d'autres activités qu'ils ont effectuées avant qu'ils n'aient commencé à travailler dans l'agro-écotourisme du Parc n'ont pas été incluses dans ce tableau.

** Le mention *dans le Parc* fait référence à toute activité touristique effectuée à l'intérieur du Parc, quelle que soit la communauté concernée. Cette mention reprend la distinction entre tourisme *du Parc* (agro-écotourisme) et tourisme *dans le Parc* (l'ensemble d'activités touristiques au sein du Parc). Le tourisme *hors* du Parc complète l'ensemble d'activités touristiques réalisées par les membres des communautés du PdP (cf. plus haut chap. 2.3)

*** Le *turismo vivencial* fait ici référence aux prestations touristiques en dehors du cadre de l'agro-écotourisme du Parc, par exemple dans la communauté d'Amaru ou Paru-Paru. Dans ces communautés les personnes reçoivent les touristes chez elles de manière indépendante par rapport à l'agro-écotourisme du PdP (qui offre aussi des prestations de *turismo vivencial*).

**** Un *porteador* (en espagnol « celui qui porte ») est une personne qui transporte sur ses épaules le matériel prévu pour les touristes ainsi que leur sac à dos (environ 20 kilos par *porteador*) tout le long du « chemin inca ». Il s'agit d'un trekking qui mène jusqu'à la citadelle inca du Machu Picchu et qui dure généralement 4 jours.

Par conséquent, l'agro-écotourisme s'inscrit parfaitement dans une logique d'alternance économique (entre économies d'autoconsommation et capitaliste). Il ne semble donc pas avoir d'effets contreproductifs à l'égard d'autres activités

économiques mobilisées par les ATP. Bien qu'il puisse parfois empêcher de réaliser une autre activité économique, il existe toujours une alternance entre divers travaux qui s'étalent au niveau du temps. En effet la fluctuation irrégulière des visites et, surtout, le tour de participation à l'agro-écotourisme des ATP (variable notamment selon la « vitesse de rotation ») créent des « trous » qui peuvent être remplis notamment par l'agriculture et l'élevage.

Ces deux secteurs d'activité contribuent de plus à renforcer la sécurité (voire la souveraineté) alimentaire¹⁹⁷ dans la mesure où agriculture et élevage assurent une production et une autoconsommation locales inscrites dans un contexte socioculturel propre ; la pomme de terre est l'aliment de base et un élément culturel fort, non seulement du Parc, mais des communautés andines en général¹⁹⁸. D'autre part, l'agro-écotourisme génère un capital destiné, entre autres, à l'achat des produits de consommation qui font désormais partie des mœurs des communautés andines¹⁹⁹. Mais encore, l'argent qu'il fait rentrer encourage les locaux à destiner leur production agricole (et dans une moindre mesure l'élevage) plus à la consommation domestique qu'à la commercialisation.

¹⁹⁷ Le concept de « souveraineté alimentaire » va au delà de celui de « sécurité alimentaire ». A ce propos, on peut se référer à la « Déclaration des droits des paysannes et paysans » formulé par *La Via Campesina* qui mobilise le premier concept. Elle relève notamment : le droit à la terre, aux semences, à la protection de valeurs agricoles et à la diversité biologique. La proposition d'agro-écotourisme du Parc qui valorise le PBCI s'inscrit dans cette lignée. Elle protège l'accès à la terre et aux semences (distribution entre communautés du Parc) essentielles pour la préservation et la biodiversité d'un patrimoine tel que la pomme de terre dite « native », qui est l'emblème touristique du Parc. Les pratiques et rituels agricoles sont aussi mis en avant lors des visites touristiques. A travers les activités économiques du Parc, notamment l'agro-écotourisme, les communautés du PdP aspirent à une autosuffisance, une autogestion et un autofinancement qui, certes, demeurent plutôt théoriques pour le moment, mais les rapprochent toute de même du concept de souveraineté alimentaire prôné par *La Via Campesina*. Il faut ajouter qu'ANDES et le Parque de la Papa mobilisent explicitement les concepts de sécurité et souveraineté alimentaire dans des affiches ou sur leurs sites Web : http://www.parquedelapapa.org/esp/03parke_04.html ; http://www.andes.org.pe/module_001.php (consultés en mai 2011).

¹⁹⁸ La pomme de terre est considérée comme le 4^{ème} pilier de l'alimentation humaine, après le maïs, le blé et le riz. Selon la FAO, au Pérou, ce tubercule est produit au sein de 600'000 petites unités agricoles réparties sur 260'000 hectares (Salazar, 2008). Dans les Andes, la *papa* est l'aliment de base et un des principaux éléments culturels des communautés andines. Lors de mes visites non seulement dans le PdP mais aussi dans plusieurs communautés de Cusco, j'ai pu attester cette importance ainsi que la diversité qu'elle sous-tend (plus de 3000 variétés dans le Parc). Cette biodiversité permet aux locaux non seulement d'avoir des goûts de pommes de terre divers, mais chaque variété a sa propre manière d'être cuite ou apprêtée (par exemple, certaines pommes de terre sont bonnes pour faire un *ch'uño* – *papa* déshydratée – alors que d'autres peuvent être cuites à la vapeur). Cela favorise une panoplie culinaire mobilisée localement.

¹⁹⁹ L'insertion croissante sur le marché a favorisé l'introduction de nouveaux produits d'origine industrielle comme le riz et les pâtes dans le régime andin. Selon Chonchol, « cette intégration au marché a considérablement augmenté depuis les années 1950. Avant cette date les familles n'achetaient que quelques produits sur le marché : sucre, sel, combustibles domestiques, coca et eau-de-vie ». De par cette intégration, « l'essentiel du revenu des familles dépend des prix du marché aussi bien pour les produits vendus que pour les produits achetés, et du niveau de salaire » (1995 : 333). De son côté, l'anthropologue Vokral (1990) met en évidence les changements dans l'organisation culinaire des sociétés andines, suite à leur insertion sur le marché moderne qui a provoqué la perte de certains modèles de consommation « traditionnels » en faveur de produits d'origine industrielle. Malgré ces transformations, l'auteur montre la continuité des coutumes alimentaires traditionnelles, surtout lors des fêtes associées aux cycles agricoles et lors des rites.

Cette stratégie vise non seulement à faire face à une commercialisation agricole qui est loin d'être rentable (bas prix). Mais elle structure aussi la mobilisation et l'assignation des différentes ressources alimentaires et monétaires au sein des familles dans un contexte où l'agriculture et l'élevage sont socialement et culturellement importants²⁰⁰. En témoigne l'alternance des travaux agricoles/d'élevage/capitalistes au sein du ménage, comme le mettent en avant les ATP interviewés. Par exemple, selon l'occasion, la femme peut s'occuper du pâturage ou des champs agricoles alors que l'homme réalise des prestations touristiques, ou vice-versa²⁰¹. L'économie familiale intègre ainsi l'agro-écotourisme en son sein en le faisant interagir avec les autres alternatives économiques mobilisées par le ménage. Cette activité devient une source de capital monétaire supplémentaire qui permet l'accumulation monétaire du ménage corolairement avec d'autres activités de type capitaliste.

3.3 Capital humain

L'agro-écotourisme n'engendre pas uniquement du capital monétaire (individuel/familial et communal). Cette activité induit aussi des bénéfices en termes de capital humain.

En effet, pour plusieurs ATP, participer à l'agro-écotourisme permet d'accéder aux ateliers de formation dispensés et/ou organisés par ANDES²⁰². Ceux-ci peuvent constituer une source de connaissance nouvelle pour les membres, ce qui renforce leur

²⁰⁰ Plusieurs auteurs mettent en évidence la relation étroite entre agriculture, élevage et identité, culture andine : Grillo et Rengifo (1990), Tillmann (1991) et Vokral (1991), entre autres. Grillo (1990) parle même des sociétés « agro-centriques ». D'autres auteurs comme Labrousse (1984) mettent en évidence la relation étroite liant les populations andines à la Terre-Mère (*Pachamama*) qui donne la vie en leur fournissant de quoi manger. Labrousse montre cette relation à travers la description des combats rituels (*Chiaraje*) et des paiements à la Terre-Mère (*pago a la Pachamama*) qui sont des actes symboliques visant à maintenir la fécondité (fertilité) de la terre.

²⁰¹ Dans cette logique qui sous-tend l'économie familiale, il ne faut pas exclure les enfants. Comme j'ai pu l'observer sur le terrain, ils aident souvent les parents tant avec des tâches domestiques (par exemple la cuisine) qu'avec des tâches agricoles et d'élevage. Pour en savoir plus sur le travail des enfants dans le contexte socio-culturel andin, lire notamment Alarcon (2008) et Van den Berghe (2009). Ce dernier a fait des études de terrain sur la problématique au sein de deux communautés de la région de Cusco, alors que le premier a travaillé principalement dans la région de Huancavelica.

²⁰² Généralement les membres d'ANDES organisent et donnent eux-mêmes les ateliers (notamment les mardis et vendredis). Toutefois, à certaines occasions, cette ONG invite également d'autres personnes ou experts qui peuvent dispenser les ateliers en guise de formation principalement. Dans certain cas, cette formation est donnée avant la visite touristique. Par exemple lorsque les femmes de Gastronomie cuisinent pour le touriste, la responsable d'ANDES de ce groupe se charge de leur donner des conseils culinaires ou de leur montrer de nouvelles recettes.

capital humain. Ces ATP considèrent celui-ci comme une sorte de « valeur ajoutée », « un plus », à côté des bénéfices économiques :

« J'ai appris de nouveaux plats que j'ai pu cuisiner à la maison. »²⁰³

« Comme technicien, je n'ai peut-être pas gagné beaucoup [d'argent]. Mais au niveau des connaissances, oui [j'en ai gagné beaucoup]. En plus, j'ai pu voyager [Lima, France, Inde, etc.]. Dis-moi si j'aurais obtenu cela ailleurs ? »²⁰⁴

Pour certains, ce type de capital peut être même une motivation pour participer à l'agro-écotourisme du Parc ; tandis que pour d'autres, il peut constituer la principale motivation pour que la personne continue à en faire partie :

« Je suis entré au Parc [projet d'agro-écotourisme] pour en apprendre plus sur la pomme de terre et la nourriture. »²⁰⁵

« [L'artisanat] donne peu [d'argent] pour l'inversion, même pas pour donner quelque chose aux enfants. C'est du temps perdu. [...] Mais, lors des ateliers j'apprends. C'est pour cela que j'ai décidé de rester [avec le groupe d'Artisanat]. »²⁰⁶

²⁰³ « He apredido nuevos platos que he podido cocinar en casa » (D/Sacaca). Il ne s'agit pas seulement de plats nouveaux associés à une innovation culinaire qui combine des produits locaux avec une gastronomie plus élaborée aux yeux du consommateur (appelé communément au Pérou : « cuisine novo-andine »). Pour d'autres personnes, il est question également de l'apprentissage de plats traditionnels dont l'élaboration avait été oubliée par certains locaux. Comme le dit une femme : « Avant je ne cuisinais pas les plats de mes ancêtres, maintenant j'ai appris à les faire » (« Antes no cocinaba platos de nuestros ancestros, ahora aprendi a hacerlos »). Elle cite une série de plats tels que *Chiriuchu*, *T'impu* et *Merienda*.

²⁰⁴ « Como técnico, quizás no he ganado mucho [dinero]. Pero al nivel de conocimiento sí. Además he podido viajar. ¿Dime si hubiera obtenido eso afuera [del Parque]? » (F/Paru-Paru). Le locuteur contraste son travail avec d'autres travaux associés au tourisme, comme celui de *porteador*, où il aurait pu gagner plus d'argent pour la même quantité d'heures de travail. Mais il finit par relativiser les bénéfices en mettant en avant les connaissances acquises lors des ateliers qu'il a pu suivre avec ANDES. Il insiste aussi sur les voyages à Lima et à l'étranger qu'il a pu effectuer en qualité de technicien local, par exemple en France et en Inde.

²⁰⁵ « Entré al Parque [proyecto de agro-ecoturismo] para aprender más sobre la papa y la comida » (E/Paru-Paru). L'homme qui a énoncé ce propos venait d'intégrer quelques mois plus tôt le groupe de *Turismo vivencial*. Lorsqu'il parle d'en apprendre plus sur la pomme de terre et la nourriture, cela ne veut pas dire qu'il ne s'y connaissait en rien : toute personne du Parc est censé d'être un connaisseur de pomme de terre (*Papa Arariwa*) et les hommes sont aussi habitués à faire la cuisine, notamment en l'absence de leurs femmes. Il fait plutôt référence à de nouvelles connaissances, par exemple sur les changements climatiques qui affectent les pommes de terre ou de nouvelles recettes qui peuvent être exposées lors des ateliers.

²⁰⁶ « [La artesanía] da poco para inversión, ni propina para los hijos. Es tiempo perdido [...] Pero en [talleres de] capacitaciones yo aprendo. Por eso no más decidí de quedarme [con el colectivo de Artesanía] » (B/Sacaca).

Cette source de connaissance peut compenser le faible revenu issu de l'agro-écotourisme, comme le souligne le dernier récit. Elle peut aussi servir *a posteriori* pour monter son propre business parallèlement à l'agro-écotourisme du Parc²⁰⁷, voire indépendamment de celui-ci²⁰⁸. Par exemple, lors d'une visite touristique, j'ai pu constater qu'une femme appartenant auparavant au groupe de Gastronomie avait équipé sa maison pour offrir de la nourriture aux touristes. De cette manière, le capital humain accumulé et mobilisé par l'ATP peut se transformer en capital monétaire²⁰⁹. Il s'agit d'une stratégie couramment déployée par les paysans andins, stratégie qui permet de trouver des débouchés, et par-là, d'opérer une alternance entre économie capitaliste et d'autoconsommation.

D'autre part, le capital monétaire issu de l'agro-écotourisme permet aux ATP d'investir dans l'éducation. Certes, l'agro-écotourisme ne fournit pas à lui seul tout le capital pour un tel investissement. Néanmoins, comme l'affirment certains ATP, cette activité est une des sources financières de l'éducation des enfants/jeunes qui est loin d'être gratuite²¹⁰. Le propos d'un technicien local l'illustre bien:

« Avec le tourisme, au moins nous avons de quoi éduquer nos enfants. L'agriculture, [avec] ses revenus très bas, ne suffit pas. Pour cette raison, ma génération n'a même pas connu [l'école] secondaire. Aujourd'hui, [les jeunes] vont déjà aux instituts [supérieurs]. [...] »

²⁰⁷ Ce cas de figure semble fréquent chez les membres du Parc. Lors de mes visites au Parc, plusieurs personnes, me croyant guide ou employé d'une agence, m'ont proposé leurs prestations touristiques en dehors du cadre de l'agro-écotourisme du Parc, comme *Turismo vivencial* ou vente de produits textiles.

²⁰⁸ D'après le directeur d'ANDES, certains anciens membres du Parc ont utilisé les connaissances apprises pour développer leur propre business. Pour lui, cela constitue un facteur qui peut empêcher de renforcer les *colectivos económicos* du Parc dans leurs prestations touristiques, étant donné la fuite des personnes qu'ANDES a formées. Cela implique la formation continue de nouvelles personnes.

²⁰⁹ L'usage du capital humain pour le transformer en capital monétaire correspond à une stratégie couramment mobilisée dans les Andes (sortant du contexte propre au Parc). Par exemple, le « Concierge du Parc » a affirmé qu'à Lima il avait utilisé ses connaissances gastronomiques acquises ailleurs (« chemin inca ») pour se faire engager comme aide cuisinier dans un restaurant. Cela est arrivé avant même qu'il soit « concierge ».

²¹⁰ L'Etat péruvien prône une éducation dite « gratuite », au moins pour l'école primaire. Dans la pratique cette gratuité est, à vrai dire, illusoire. Comme l'affirme un des ATP interviewés (H/Paru-Paru), l'éducation des enfants comporte des dépenses telles que l'achat de matériel scolaire, l'uniforme et le paiement du droit appelé « droit de pères de famille » (20 PEN par année), sans parler du fait que les travaux associés (*faenas*) demandent souvent de la main d'œuvre gratuite de la part des parents.

Maintenant, j'ai toujours de quoi éduquer mes enfants, un d'eux va à un Institut. »²¹¹

Ce propos montre l'importance du tourisme en général pour l'éducation. Ce technicien affirme en effet qu'en dehors de l'agro-écotourisme, d'autres travaux, notamment la vente des tissus aux touristes, lui apportent des gains non négligeables. Cela met ainsi en évidence l'importance de l'agro-écotourisme quant aux apports pour l'éducation, d'autres activités touristiques y contribuant également²¹². De manière plus générale, l'argent issu de l'agro-écotourisme sert de fonds financier à l'achat de matériel scolaire, uniformes et autres dépenses associées à l'école.

Le cas d'un guide local est aussi exemplaire. Son emploi comme guide du Parc lui a permis de financer ses études de gastronomie à Cusco, principalement les dépenses associées au transport et à l'achat de produits pour les classes de cuisine. Ces études lui ont permis de travailler comme cuisinier au « chemin inca ». Une partie de l'argent qu'il y a obtenu a été investi dans l'éducation de son neveu (matériel scolaire, uniforme, etc.). Il a pu également aider financièrement sa mère. Il est intéressant de voir à travers cet exemple le transfert de capital monétaire en capital humain et vice-versa ainsi que l'apport du tourisme (guide, cuisinier) dans l'éducation.

3.4 Effet de l'agro-écotourisme sur la migration

La migration est une réalité quotidienne dans les Andes. Les populations andines quittent souvent leur village en quête de travail pour avoir une ressource économique supplémentaire, ressource qui prend fréquemment le relais des travaux agricoles et d'élevage.

En fournissant des emplois locaux, l'agro-écotourisme a permis d'atténuer cette réalité andine. Certes, cette activité n'a pas éradiqué complètement le phénomène migratoire. Puisque le revenu qu'elle génère est insuffisant, plusieurs continuent, par

²¹¹ « *Con el turismo siempre tenemos para educar a nuestros hijos. La agricultura, su precio es muy bajo, no abastece para educar los hijos. Por eso de mis contemporaneos no han conocido ni siquiera secundaria. Hoy ya van a insitutos. Ahora siempre tengo dinero para educar mis hijos, uno de ellos va a un istituto* » (K/Chawaytire).

²¹² A ce propos, se référer à la distinction entre tourisme *du* Parc, tourisme *dans* le Parc, tourisme *hors* du Parc (chap. 2.3) qui permet de mieux comprendre la partialité de l'apport de l'agro-écotourisme en matière d'éducation des enfants et des jeunes au sein des communautés du Parc. L'addition du tourisme *dans* le PdP et *hors* du PdP forme en effet l'ensemble de l'impact du tourisme dans le domaine éducatif.

exemple, à travailler comme *porteador* au « chemin inca »²¹³. Toutefois, elle a donné une possibilité aux ATP de rester dans leur communauté, tout en ayant une ressource économique supplémentaire. Cette possibilité est ressentie par certains ATP comme un élément non négligeable associé à une commodité ou à un « bon vivre » dans un contexte socio-culturel qui leur est propre ; contrairement à ce qui leur est offert dans d'autres types de travail. Par exemple, les travaux de *porteador* et dans les mines – réalisés en dehors de la communauté – représentent non seulement une tâche lourde (poids sur le dos durant quatre jours), mais les conditions de travail sont souvent précaires, malgré le salaire qui est non négligeable aux yeux des travailleurs andins. Les témoignages en sont exemplaires :

*« Avec le tourisme, il y a de l'argent. S'il y en avait encore plus, je n'aurais plus besoin d'aller dehors [migrer]. Je ne serais plus préoccupé de rien. Ici [à la maison] je me sens bien, il y a de la nourriture chaude. Quand j'étais au Machu Picchu [comme porteador], je laissais mon épouse seule, préoccupée. Moi, je dormais sur le sol, je mangeais à n'importe quelle heure. Et quand il pleuvait, j'étais mouillé. Maintenant je peux plus facilement rester ici. »*²¹⁴

*« Le travail de porteador peut être rentable [170 PEN pour 4 jours], mais moi-même je me tue à la tâche. »*²¹⁵

²¹³ L'activité de *porteador* est une des activités économiques les plus citées par mes interlocuteurs comme source de revenu associée au secteur touristique. Comme il a été déjà mentionné auparavant, ce travail est réalisé géographiquement en dehors du Parc, ce qui induit une migration (au moins momentanée) du *porteador*.

²¹⁴ « *Con el turismo hay dinero. Si hubiera más ya no necesitaría ir afuera, ya no estaría preocupado de nada. Aquí [en casa] me siento bien, hay comida caliente. Cuando estaba en Machu Picchu [como porteador], dejaba sola a mi mujer preocupada. Y yo dormía en el suelo, comía a deshora, y cuando llovía me mojaba. Ahora puedo quedarme más fácilmente aquí* » (E/Paru-Paru).

²¹⁵ « *El trabajo de porteador puede ser rentable, pero yo mismo me mato* » (G/Paru-Paru). Il utilise le verbe « tuer » au sens figuré du terme pour faire référence à la précarité et à la dureté du travail de *porteador*. Certes, il constate la rentabilité de cette activité, par rapport à son activité dans l'agro-écotourisme du Parc, surtout si elle est réalisée de manière constante au fil des mois (170 PEN pour 4 jours). D'autant plus que son activité de *turismo vivencial* est irrégulière, contrairement au travail de *porteador* qui peut assurer un salaire mensuel fixe pour le travailleur. Il nuance néanmoins cette rentabilité en mentionnant les désavantages du métier. Il affirme qu'en tant que *porteador*, on mange mal (parfois uniquement les restes de nourriture laissés par les touristes), on dort sur le sol, parfois on porte les choses sans rien manger, entre autres. Curieusement, il n'est pas le seul à utiliser ce mot. Comme le dit une autre personne de manière générale sur ce type de travail : « *On se tue toujours à la tâche en travaillant au chemin inca* » (« *Siempre se está matando uno en camino inca* ») (H/Paru-Paru).

« Comme porteador, tu as froid et tu dors sur le sol. Comme guide local tu peux rester dans la communauté, garder les coutumes et rester en famille. »²¹⁶

« [Les porteadores] gagnent bien, mais l'argent part vite ; parce qu'on attrape des maladies [au « chemin inca »] et qu'il faut payer [pour se soigner]. C'est mieux de rester à la maison. »²¹⁷

« Le tourisme [du Parc] m'a permis de me reposer du travail de porteador. [...] J'ai pu rester dans la communauté. Ici, la vie est meilleure, l'air est propre, l'alimentation est naturelle [...] il n'y a pas de vols. »²¹⁸

« J'ai travaillé huit ans dans les mines à Puerto Maldonado. C'était un travail très dur. Parfois je travaillais pour rien car on était payé à la commission. Maintenant j'ai mal aux os à cause de cela. [...] Avec le turismo vivencial je peux rester à la communauté, je mange mieux et je reste près de ma famille. »²¹⁹

Le récit d'un membre en est aussi symptomatique. Il relie chronologiquement l'avènement du tourisme (*dans et hors du Parc*) avec l'augmentation du revenu et la diminution de la migration :

²¹⁶ « Como porteador, tiens frio y duermes en el suelo. Como guía local te puedes quedar en la comunidad, guardar tus costumbres y quedarte con la familia » (Q/Paru-Paru). Lorsqu'il parle de la famille, il se réfère plus particulièrement à sa mère. La situation économique de celle-ci est un peu difficile, étant donné que son époux l'a lâchée quand l'auteur du discours était enfant. Pour cette raison, il a à cœur de soutenir sa mère financièrement.

²¹⁷ « [Los porteadores] ganan bien pero esa plata rapidito se va. Uno se perjudica adquiriendo algunas enfermedades que debes pagar [para sanarte]. Mejor quedarme en mi casa no más » (J/Pampallaqta).

²¹⁸ « El turismo [del Parque] me ha permitido de tomar descanso del trabajo [...] Pude quedarme en la comunidad. Aquí, la vida es mejor : el aire es limpio, la alimentación es natural [...] no hay robos » (C/Sacaca). Par ce propos, l'interviewé fait référence au travail dur que les *porteadores* réalisent. En même temps, il parle de son propre expérience en contrastant la réalité locale par rapport au travail effectué ailleurs (principalement à Lima) où l'air est pollué, la nourriture n'est pas naturelle (hormones) et les vols sont fréquents.

²¹⁹ « Trabajé ocho años en las minas en Puerto Maldonado. Fue un trabajo muy duro. A veces trabajaba por gusto, pues pagaban a la comisión. Ahora me duele los huesos por eso [...] Con el turismo vivencial puedo quedarme en la comunidad, como mejor y puedo quedarme cerca de mi familia » (T/Paru-Paru). Lorsque l'interlocuteur parle de paiement à la commission, il explique que dans les mines, les travailleurs avaient une commission de 25% de la valeur de l'or qui sortait. Ainsi, quand ils ne trouvaient rien, ils n'étaient simplement pas payés. Néanmoins, principalement grâce à ce travail, il a pu construire sa maison pour le *turismo vivencial*, et c'est la mieux équipée et la plus complète par rapport aux maisons de ses collègues. L'agro-écotourisme du PdP constitue un des canaux par lesquels le touriste arrive chez lui. Toutefois, il existe d'autres canaux associés au tourisme *dans* le Parc, notamment l'appartenance à l'association de *turismo vivencial* « Azul qocha » qui travaille avec certaines agences de voyages. D'où le fait que l'homme parle du tourisme (en général) et non de l'agro-écotourisme (de manière particulière).

« Dans les années 1995-1996, il n'y avait pas d'argent. C'était une tragédie. Et la migration était forte, les personnes s'en allaient vers la forêt [Puerto Maldonado, aux mines] pour 3 à 4 mois. Entre 1999 et 2003 le tourisme a commencé avec le Machu Picchu. On devenait alors portadores ou aides [cuisiniers]. En 2007, on a commencé à percevoir les revenus touristiques du Parc, car il y avait bien des visites avant, mais elles n'étaient pas payantes. On expliquait les choses mais sans paiement. En 2007, l'argent a augmenté pour les communautés [Fondo comunal] et les colectivos económicos. »²²⁰

Par conséquent, l'agro-écotourisme a contribué indéniablement à diminuer la migration des ATP. Toutefois, d'autres activités touristiques *dans* le Parc (*turismo vivencial*, artisanat, etc.) y ont aussi participé. L'agro-écotourisme a donc joué un rôle important mais partial quant à la diminution de la migration. Et cette diminution peut aussi induire des effets positifs notamment sur les enfants. En effet, la migration des hommes fait que la femme et les enfants – qui sont restés au village – prennent en charge les travaux domestiques, voire agricoles. Cela finit souvent par avoir des conséquences sur l'éducation des enfants qui concilient difficilement leurs responsabilités scolaires avec la surcharge du travail familial²²¹.

²²⁰ « En los años 1995-1996, no había dinero. Era una tragedia. La migración era fuerte y las personas se iban a la selva [a las minas de Puerto Maldonado] por 3 a 4 meses. Entre 1999 y 2003, el turismo comenzó con Machu Picchu. En ese momento hacíamos de portadores o ayudantes [de cocina]. En el 2007, comenzamos a percibir ingresos turísticos del Parque, antes habían visitas pero eran pagadas. Explicábamos las cosas pero sin recibir pago. En el 2007, el dinero aumento para las comunidades y los colectivos » (F/Paru-Paru).

²²¹ Il est intéressant de remarquer le paradoxe relevé par Van den Berge (2009) concernant la migration des chefs de famille (c'est généralement l'homme qui migre laissant la famille au village) dans le but de trouver une activité qui leur permette de gagner un peu plus d'argent afin d'assurer la survie de la famille et d'améliorer l'éducation des enfants. Ce faisant, la mère et les enfants doivent combler le trou laissé par le père, car le fait de ne pas avoir assez de ressources économiques empêche la famille de payer une personne supplémentaire pour le travail agricole notamment. L'enfant finit donc par voir sa charge du travail augmenter au sein de l'économie familiale, ce qui se fait au détriment de sa performance académique. La pauvreté monétaire précarise ainsi la situation éducationnelle de l'élève, comme le met en évidence cette étude.

Conclusion

L'association « tourisme et réduction de la pauvreté » fait controverse. Alors que plusieurs Etats et organisations internationales croient à cette équation en promouvant le développement du secteur touristique, la littérature scientifique délivre un bilan plus nuancé, voire ambigu. Elle met en évidence la variabilité des impacts socio-économiques du tourisme sur les populations locales. L'équation « tourisme = réduction de la pauvreté » n'est donc pas facile à résoudre. Sa complexité empêche de donner une réponse générale et au contraire, nous invite à nous pencher sur des études de cas.

Ce mémoire a voulu étudier le cas péruvien dans la région de Cusco ; région très touristique et qui est touchée par la pauvreté, surtout en milieu rural. Il s'est ainsi intéressé à l'agro-écotourisme du *Parque de la Papa* (Cusco - Pérou) en analysant *dans quelle mesure le tourisme peut contribuer à la réduction de la pauvreté rurale dans la région andine* (question de recherche). En s'appuyant sur le discours et le vécu des habitants locaux, ce travail a permis de mettre en évidence des impacts socio-économiques attribuables à l'agro-écotourisme. Ceux-ci permettent de revenir sur la question de recherche en apportant des éléments de réponse et en suggérant quelques pistes permettant d'affiner davantage l'étude.

Du point de vue économique, nous avons constaté que l'agro-écotourisme est une des activités qui participent à l'économie du Parc. Cette activité fournit du **capital monétaire** non seulement aux acteurs locaux directement impliqués (ATP) mais aussi aux cinq communautés membres. En effet, à travers le *Fondo comunal*, ces dernières ont accru leurs économies, ce qui a bénéficié aux membres des communautés, qu'ils soient ou non des ATP. Il s'agit d'un des éléments clés car l'argent de l'agro-écotourisme a favorisé, entre autres, des investissements communaux destinés aux biens publics (taureaux, salle communale, électricité, etc.) ; sans parler de l'argent destiné aux dépenses associées à la gestion communale. Par là, l'agro-écotourisme contribuerait, parallèlement à d'autres activités de type capitaliste, à faire face à une **pauvreté de type monétaire** qui affecte fortement les populations andines. Néanmoins, l'impact économique est variable, puisque des disparités en termes de recettes touristiques se structurent au niveau du Parc (fluctuation mensuelle,

annuelle), au niveau collectif (entre groupes d'ATP²²² et communautés) et au niveau individuel (entre ATP). Par conséquent, les effets de l'agro-écotourisme sur la pauvreté monétaire peuvent être aussi variables, suivant notamment la somme qu'un ATP donné reçoit mensuellement et l'argent qu'il obtient par d'autres moyens. A ce propos, une étude plus approfondie sur les bénéfices nets de chaque groupe d'ATP – que ce mémoire n'a fait qu'esquisser superficiellement²²³ – permettrait de mieux chiffrer les impacts économiques de l'agro-écotourisme et ses effets sur la pauvreté monétaire.

Du point de vue socio-économique, nous avons vu que l'agro-écotourisme contribue à assurer une **sécurité (souveraineté) alimentaire**, à améliorer le capital humain et à limiter l'émigration. Concernant le premier élément, cela s'explique par une articulation compatible et alternée entre le tourisme du Parc et d'autres activités économiques dont l'agriculture et l'élevage. Ces deux secteurs sont clés en matière de sécurité (souveraineté) alimentaire dans la mesure où ils assurent une production et une autoconsommation locales inscrites dans un contexte socioculturel propre. Par exemple, de nombreuses variétés de pommes de terre cultivées localement sont la base de l'alimentation tout en étant une part intégrante de la culture propre aux communautés du Parc (outils et savoir-faire agricoles, rituels associés, etc.). Aujourd'hui, grâce aux recettes touristiques, les paysans du Parc préfèrent garder leur production agricole plus pour leur propre alimentation, beaucoup moins pour leur commercialisation (moins rentable à cause des prix bas). De plus, une partie du capital monétaire de l'agro-écotourisme est destinée à l'alimentation du ménage (achat des produits comme riz, pâtes, etc.). En raison de cette articulation, le tourisme du Parc promeut une sécurité (souveraineté) alimentaire qui entre dans le cadre de la lutte contre la pauvreté car nous l'avons vu, l'insécurité alimentaire et d'autres problématiques qui y sont associées (déficit alimentaire, malnutrition) sont intimement liées à la pauvreté rurale dans les Andes.

²²² Dans le chapitre 3.1.1 sur le capital monétaire, nous avons cité une série de facteurs qui structurent les disparités des recettes touristiques entre les divers groupes d'ATP : nombre de participants par visite, le type de prestation (vente concurrentielle ou non), la « vitesse de rotation » et la participation au *Fondo comunal*, etc.

²²³ Lorsque j'ai parlé de capital monétaire, les chiffres ont été donnés en termes de « bénéfice brut » et non pas de « bénéfice net ». Le tableau 6 (in chap. 3.1.1) délivre quelques éléments à tenir compte pour le calcul du bénéfice net par groupe d'ATP : argent destiné à l'inversion (infrastructure, technologie, etc.), remboursement des dépenses, etc.

En termes de **capital humain**, nous avons observé la manière dont l'agro-écotourisme favorise également la formation des ATP et l'éducation des enfants et adolescents. D'une part, la participation au tourisme du Parc induit une participation aux ateliers de formation dispensés par l'ONG ANDES. Ceux-ci donnent aux ATP l'accès aux connaissances nouvelles dans différents domaines comme la gastronomie et cela peut déboucher sur une entreprise personnelle (réalisée parallèlement ou indépendamment de l'agro-écotourisme) et transformer ainsi le capital humain obtenu en capital monétaire. D'autre part, une partie de l'argent issu de l'agro-écotourisme est souvent investie dans l'éducation des enfants (matériel scolaire, uniformes, etc.) et des jeunes (éducation supérieure dans des instituts de gastronomie par exemple). Ces effets sur l'éducation constituent un moyen pour combattre la « **pauvreté éducative** » (Franco, 2007) qui affecte fortement les populations andines. L'investissement dans l'éducation permettrait en principe d'améliorer la situation socio-économique des familles du Parc, comme en témoigne par exemple l'expérience d'un guide local. Ce dernier, grâce à ses études en gastronomie a été engagé comme cuisinier et a pu entre autres aider financièrement sa mère. La situation de l'éducation dans le Parc pourrait déjà être meilleure (peut-être l'est-elle déjà) comparativement à l'enquête de 2003/2004 sur le Parc qui, notamment, dénonce des indicateurs déplorables en matière de niveau de scolarité atteint et de taux d'analphabétisme²²⁴. Cela permettrait d'avoir un meilleur panorama éducationnel qui élève par exemple l'**IDH** de la région²²⁵. A ce sujet, une recherche chiffrée sur l'état des lieux éducationnels permettrait de mieux observer les changements parcourus durant ces dernières années. Il reste à voir également si ces améliorations éducationnelles – énoncées par le discours local – sont en mesure de faire face aux contraintes structurelles qui pèsent sur l'éducation péruvienne en milieu rural et autochtone²²⁶. La question demeure ouverte.

²²⁴ Cf. tableau 1 in chap. 1.3

²²⁵ L'IDH disponible pour le Pérou est donné uniquement au niveau national, départemental et provincial. Il est donc impossible de savoir spécifiquement l'IDH de Písaq (district) ou encore moins celui des communautés du PdP. Lorsque je parle d'IDH de la région, je fais référence plus particulièrement à celui de la province de Calca (au sein duquel se situe le Parc) qui est égal à 0.50. Pour plus de détails sur ce chiffre, voir plus chaitre 1.3. ou visiter le site Web : <http://www.pnud.org.pe/frmDatosIDH.aspx> (consulté en juin 2011).

²²⁶ Pour ces questions, lire notamment Steckbauer (2000) qui met en évidence la situation éducationnelle du Pérou dans une perspective sociolinguistique et historique et INEI et UNICEF (2004) qui délivre des statistiques, entre autres, sur l'éducation des enfants autochtones au Pérou.

Enfin, nous avons constaté que l'agro-écotourisme a induit une **réduction de l'émigration** (au moins de type définitive). Le fait d'avoir un travail dans la communauté d'origine est pour plusieurs ATP un avantage non négligeable. A leurs yeux, rester dans celle-ci signifie aussi demeurer avec la famille, garder ses coutumes, manger bien, ... Tout cela fait partie d'un « **bon vivre** » inscrit dans un contexte socioculturel qui leur appartient. Il s'agit d'un sentiment qui, certes, dépasse les indicateurs objectifs de la pauvreté, mais qui pourrait être liés au phénomène en termes de **bien-être**. En outre, les ATP valorisent le fait de pouvoir travailler dans la communauté en comparaison à d'autres types de travaux à l'extérieur (*porteador* au « chemin inca », travail dans les mines de Puerto Maldonado) qui semblent pourtant rapporter plus d'argent que l'agro-écotourisme. Cela s'explique par la précarité des conditions de travail de ces emplois qui mettent souvent en péril la santé des personnes. D'autre part, le fait de rester chez soi évite la surcharge de travail, notamment chez les enfants. Et par là, on évite aussi des conséquences négatives sur leur performance académique et donc sur le capital humain qui lui est étroitement associé au combat de la pauvreté, surtout à moyen et long terme.

Ainsi, les impacts socio-économiques cités ci-dessus ont une répercussion plus ou moins explicite sur la réduction de la pauvreté. Certes, ces impacts ne sont pas complètement attribuables à l'agro-écotourisme du Parc puisque d'autres activités économiques comme le *turismo vivencial* génèrent du capital monétaire et des emplois situés localement. Certes, ces impacts agissent dans certains domaines (revenu, éducation, sécurité alimentaire, etc.) et en négligent d'autres (comme la santé) qui ont une incidence sur la pauvreté. Par exemple, un témoignage local confirme la situation sanitaire déplorable évoquée lors de l'enquête de 2003/2004, notamment en termes de centres de santé à disposition (il en existe seulement deux dans tout le Parc). Néanmoins, il est indéniable que l'agro-écotourisme du Parc comporte certains effets socio-économiques positifs qui contribuent, de manière réelle ou potentielle, à l'allègement de la pauvreté dans le milieu rural andin, et plus spécifiquement dans le *Parque de la Papa*.

La question de recherche trouve ainsi une réponse qui se limite toutefois à l'analyse des impacts socio-économiques de l'agro-écotourisme du Parc durant la période étudiée (2007-2011). Comme nous l'avons brièvement évoqué, les recettes touristiques pour 2011 semblent considérablement en baisse. Compte tenu des

conséquences économiques que cela peut entraîner pour les ATP et les communautés membres, il se peut que les effets socio-économiques évoqués dans cette étude s'affaiblissent, surtout si d'autres ressources économiques ne compensent pas les pertes monétaires. La migration pourrait également augmenter si les personnes se mettent en quête de revenus économiques supplémentaires hors des communautés (*porteador*, ...). A ce sujet, il serait intéressant d'une part, de poursuivre l'étude durant cette année « creuse » et d'autre part, d'étudier les impacts du tourisme *dans le Parc* et *hors du Parc* (pas seulement le tourisme *du Parc*)²²⁷ afin de mieux saisir l'équation « tourisme = réduction de la pauvreté ».

L'interrogation quant à l'autogestion du projet d'agro-écotourisme à laquelle le Parc aspire demeure ouverte. Même si ce travail n'a pas développé cette question, elle est essentielle en matière d'autofinancement et de durabilité du projet et par conséquent, des impacts socio-économiques du tourisme à long terme. Comme nous l'avons explicité, l'ONG ANDES est encore aujourd'hui chargée de l'organisation du tourisme « en amont », essentielle pour que les visiteurs se rendent au Parc²²⁸. Cela crée une certaine dépendance du Parc à l'égard d'ANDES ; dépendance organisationnelle et financière qui pourrait peser lourd si l'ONG terminait toute collaboration avec le Parc. D'autant plus que les ATP et les communautés ne sont pas encore prêts à assumer le travail « en amont » que réalise actuellement ANDES. De plus, il existe toujours le risque de tomber dans les logiques marchandes des agences de voyages et des tour-opérateurs qui tendent à s'enrichir au détriment des populations locales. Dans ce cas de figure éventuel, si l'on ne prend pas de précautions avec une vision à long terme, l'association « tourisme et réduction de la pauvreté » serait fortement compromise. De là émerge la nécessité de démarrer un processus qui assure progressivement le transfert du tourisme en « amont » dans les mains des membres du Parc. Cela devra tenir compte, entre autres, des limites du développement touristique propres aux communautés (climat, limites technologiques, structure de l'économie paysanne). D'autre part, il faudra renforcer le travail de promotion et d'information touristiques, dont les lacunes actuelles empêchent de tirer

²²⁷ Pour voir la distinction entre ces termes, voir plus (chap. 2.3).

²²⁸ L'agro-écotourisme du Parc mobilise un travail réalisé tant « en amont » par ANDES (coordination, organisation) qu' « en aval » par les ATP (prestations touristiques). Ce travail en commun permet la mise en place des visites touristiques et rend possible l'agro-écotourisme du Parc (cf. fig. 6 in chap. 2.3.2.2).

davantage profit du potentiel touristique du Parc²²⁹. Un tel travail permettrait d'augmenter les visites au Parc et, par conséquence, les recettes touristiques. Cela prolongerait les effets socio-économiques mis en évidence par cette étude. C'est au niveau de l'association que l'on tente d'opérer entre le tourisme et la diminution de la pauvreté que ce travail académique peut trouver une portée pratique.

Enfin du point de vue heuristique, cette recherche de terrain corrobore la variabilité des impacts du tourisme. Ses résultats peuvent ainsi se révéler être en contradiction avec d'autres études effectuées ailleurs dans le monde, dans le territoire péruvien voire dans la région de Cusco²³⁰. Par exemple, ce mémoire démontre que le tourisme n'induit pas forcément un exode rural, le déracinement social ou encore des emplois précaires²³¹ et, qu'au contraire, il peut agir en sens inverse. Par là, cette recherche contribue à alimenter le débat sur l'équation « tourisme = réduction de la pauvreté »; équation à plusieurs inconnues qui mérite d'être analysée au cas par cas en prenant compte de la complexité et du dynamisme de ces deux phénomènes mondiaux que sont le tourisme et la pauvreté.

²²⁹ Se référer au chap. 2.3.4 sur le potentiel et les limites du développement touristique du Parc.

²³⁰ Dans son mémoire, Guigon (2009) obtient des résultats différents sur la région de Cusco en concluant que le tourisme ne favorise pas un développement économique et social de la région (cf. chap. 1.1). Les résultats contradictoires peuvent s'expliquer par l'échelle d'observation effectuée par le chercheur. Dans le cas de Guigon, il privilégie une analyse plus macro sur la région de Cusco tandis que dans mon mémoire, l'analyse se focalise sur un niveau plus local. L'échelle d'observation peut donc avoir une incidence sur les résultats d'une recherche concernant plus ou moins la même région.

²³¹ Pour plus de détails, voir dans le chapitre 1.1. les auteurs qui soutiennent ce genre d'arguments.

Bibliographie

Ouvrages et articles

ALTERNATIVES SUD, 2006, *Expansion du tourisme : gagnants et perdants*, ouvrage collectif, Volume 13-2006 /3, Éditions Syllepse : Paris.

ARDITO VEGA Wilfredo, 2003, « Tourisme et inégalités sociales. Cuzco : splendeur et misère », *RISAL – Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine*, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article775> (Article apparu le 19 décembre 2003)

ALARCON Walter, 2008, *Trabajo Infantil en los Andes. Niños y niñas que trabajan en comunidades campesinas de Huancavelica*. Proyecto Solidario: Madrid.

BEY Marguerite, 2003, « Pérou : quelles politiques de lutte contre la pauvreté » in *Autrepart*, n°27, Edition de l'Aube : IRD (Institut de recherche pour le développement), pp- 5-23.

BURNS Peter, 2000, *An Introduction to Tourism and Anthropology*, London, New York : Routledge.

CABALLERO José María, 1980, *Agricultura, reforma agraria y pobreza campesina*, Instituto de Estudios Peruanos : Lima.

CASTEL Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale : une chronique du salariat*, Fayard : Paris.

CALLAÑAUPA Nilda, 2007, *Weaving in the Peruvian highlands: dreaming patterns, weaving memories*, CTTC : Cusco.

CARRILLO Hugo, 2005, « La dimension étnica de la desigualdad en el Perú » in SERVET Jean-Michel et al., *Perú hoy. La desigualdad en el Perú : situación y perspectivas*, Desco : Lima.

CAZES Georges, 1992, *Tourisme et tiers-monde. Un bilan controversé. Les nouvelles colonies de vacances*, L'Harmattan : Paris.

CEPAL, 2009, *Panorama social de América Latina 2009*, CEPAL. Accessible sur : <http://www.eclac.cl/cgi-bin/getProd.asp?xml=/publicaciones/xml/9/37839/P37839.xml&xsl=/dds/tpl/p9f.xsl&base=/tpl/top-bottom.xsl>

CHONCHOL Jacques, 1995, *Systèmes agraires en Amérique latine. Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice*, Edition de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine : Paris.

DE VIDAS Anath Ariel, 1996, *Mémoire textile et industrie du souvenir dans les Andes. Identités à l'épreuve du tourisme au Pérou, en Bolivie et en Equateur*, L'Harmattan : Paris.

ESCOBAL Javier, SAAVEDRA Jaime et TORERO Máximo, 2000, *The assets of the poor in Peru*, Grupo de Análisis para el Desarrollo (GRADE) : Lima.

FIGUEROA Alvaro, ALTAMIRANO Teófilo et SULMONT Denis, 1996, *Exclusion social y desigualdad en el Perú*, OIT : Lima.

FORERO A. Ursula, 2007, *Droit à l'alimentation et sécurité alimentaire au Pérou*, Mémoire, Université de Fribourg.

FRANCO Susana, 2007, « Poverty in Perú : a comparison of different approaches » in STEWART et al., *Defining poverty in the developing world*, Palgrave Macmillan : New York, pp. 160-197.

FUSCO Alessio, 2007, *La pauvreté. Un concept multidimensionnel*, L'Harmattan : Paris.

GASCÓN Jorge, 2005, *Gringos como en sueños : Diferenciación y conflictos campesinos en los Andes peruanos ante el desarrollo del turismo*, IEP Ediciones : Lima.

GEORGE Antoine, 2005, « Ecoturismo y etnodesarrollo en los pueblos autoctonos » in Allpanchis N° 65, Instituto de Pastoral Andina (IPA) : Cusco. pp. 167-198.

GRILLO Eduardo, 1990, « Rescate y sistematización de tecnologías andinas » in EARLS et al, *Tecnología andina. Una introducción*, Hisbol : La Paz. pp.35-86.

GRILLO Eduardo et RENGIFO Grimaldo, 1990, *Agricultura y cultura en los Andes*, Hisbol : La Paz.

GUIGON Cédric, « Tourisme, décentralisation, et mouvement sociaux à Cuzco (Pérou). L'enjeu des retombées financières du tourisme », Mémoire de Master en études de développement, IHEID (Genève).

HERRERA Javier, 2002, « La pobreza en el Perú 2001 : una vision departamental » in *Economía y Sociedad*, n° 47, CIES, pp.7-14.

INEI, 2010, *Perú : perfil de la pobreza por departamentos, 2005-2009*, INEI : Lima.

INEI et UNICEF, 2010, *Estado de la niñez indígena en el Perú*, Taréa Asociación Gráfica Educativa : Lima.

KARSZ Saül, AUTÈS Michel, ROCHE Richard, CASTEL Robert, 2004, *L'exclusion, définir pour en finir*, Dunod : Paris.

LABROUSSE Alain, 1984, *Le réveil indien en Amérique andine*, Editions Pierre-Marcel Favre : Paris.

LA VIA CAMPESINA, 2009, « Déclaration des Droits des Paysannes et des Paysans » (www.viacampesina.org)

LLORÉNS José, 1999, « El sitio de los indígenas en el siglo XXI : tensiones transculturales de la globalización » in DEGREGORI Carlos et PORTOCARRERO Gonzalo (Eds.), *Cultura y globalización*, Lima : Red para el Desarrollo de las Ciencias Sociales en el Perú. pp. 139-162.

MARIATEGUI José Carlos, 1928, *Siete ensayos de la interpretación de la realidad peruana*, Lima : Empresa editora Amauta. Extraits obtenus depuis <http://www.yachay.com.pe/especiales/7ensayos/index.htm> (réédité en 1996 ; consulté en mai 2010).

MICHAUD Jean, 1998, « Tourisme et contrôle étatique dans les périphéries nationales : études de cas chez les minorités montagnardes d'Inde et de Thaïlande » in MICHEL Franck, *Tourismes Touristes Sociétés*, Paris : L'Harmattan. pp. 289-213.

MICHEL Franck, 1998, « Vers une touristification de la planète? », in MICHEL Franck, *Tourismes Touristes Sociétés*, L'Harmattan : Paris. pp. 7-16.

MORLON Pierre (Ed.), 1992, *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales*, Institut National de la Recherche Agronomique : Paris.

O'HARE, Greg et BARRETT Hanzel, 1999, « Regional Inequalities in the Peruvian Tourist Industry » in *The Geographical Journal*, Vol. 165, n°1 (mars), pp. 47-61.

OIT, 2002, *Gestion del turismo sostenible y competitivo. Alianzas entre Estado, empresa y comunidad. Los casos de Bolivia, Ecuador y Perú*. OIT : Lima.

OMT, 2010a, *Faits saillants du tourisme*. Edition 2010, OMT : Madrid.

OMT, 2010b, *Turismo en Iberoamérica. Panorama actual. Edición 2010*. OMT : Madrid.

PACHECO DEL CASTILLO Jorge, 2010, « Ecoturismo y desarrollo en las comunidades nativas matsigenka del Parque nacional del Manu, Tesis de maestría en ciencias ecológicas y recursos naturales, UNSAAC : Cusco.

PROGRAMME MONDIAL D'ALIMENTS (PMA), 2007, *Mapa de la vulnerabilidad a la desnutrición crónica infantil en el Perú*, PMA : Lima.

PARRAIN Virginie, (s.d.), « Les Aires de Patrimoine Bio-Culturel Indigène – Cas du Parc de la Papa », rapport, Cusco : Andes (disponible sur format PDF : www.c3ed.uvsq.fr/cdgecorev/fr/pdf/t7/Parrain.pdf (consulté en novembre 2009)

PROMPERÚ, 2007, *Experiencias exitosas. Turismo rural comunitario Perú*, Wust Ediciones : Lima. (également disponible sur format PDF: <http://www.turismoruralperu.facipub.com/facipub/upload/publicaciones/1/80/guia%20turistica.pdf> ; consulté en mars 2011)

RAYMOND Nathalie, 2001a, *Le tourisme au Pérou. De Machu Picchu à Fujimori : aléas et paradoxes*, Lausanne : Payot.

RAYMOND, Nathalie, 2001b, « Cuzco : du « nombril du monde » au coeur touristique du Pérou », *Cahier des Amériques Latines*, n°37, pp. 121-139.

REVISTA ANDINA, n°93, Mars 2010, « L'insécurité alimentaire « ignorée » du Pérou », Mennig Miguël et Coopman Pierre (trad.).

ROSSEL Pierre (Ed.), *Turismo : La Producción de lo Exotico*. IWGIA : Copenhague.

SALAZAR Milagros, 2008, « Perú : ¿Es la papa la seguridad alimentaria del planeta ? article (22.04.2008) apparu in site IBERARTE (<http://www.iberarte.com/content/view/2208/339/> consulté en novembre 2010).

SEILER-BALDINGER Annemarie, 1988, « El Turismo en el Alto Amazonas y su Efecto sobre la Población Indígena » in ROSSEL Pierre (Ed), *Turismo : La Producción de lo Exotico*. IWGIA : Copenhague. pp. 193-209.

STECKBAUER Sonja M., 2000, *Perú : educación bilingüe en un país plurilingüe?*, Iberoamericana : Madrid.

STEWART Frances, SAITH Ruhi et HARRIS-WHITE Barbara (ed), *Defining poverty in the developing world*, Palgrave Macmillan : New York.

TARDIF, Jonathan, 2003, « Ecoturisme et développement durable », *Vertigo*, vol. 4, n°1, revue électronique, tiré du site internet : <http://vertigo.revues.org/4575#tocto2n1>

TILMANN Hermann Josef, 1990, *Visión campesina de la agricultura andina y ecología subjetiva en Jauja [Microforme] : testimonios sobre los potenciales y los problemas de la sabiduría popular en los Andes del Perú*, Freie Universität : Berlin.

UNICEF, 2004, *El estado de la niñez en el Perú*, UNICEF : Lima.

URBAIN Jean-Diddier, 1998, « Entretien avec Jean-Diddier Urbain », in MICHEL Franck (éd), *Tourismes Touristes Sociétés*, L'Harmattan : Paris. pp. 359-368.

VOKRAL Edita V., 1991, *Qoñi-Chiri : la organización de la cocina y estructuras simbólicas en el Altiplano del Perú*, Ediciones Abya-Yala : Quito.

VALAYER Dora, 1993, *Le respect des hôtes. Tourisme, ravages et promesses*, Genève : Editions Labor et Fides.

VALAYER Dora, 1998, « Le tourisme sous le regard de l'autochtone : Au bout du voyage : celui qui (vous) accueille est-il la victime ou gagnant du tourisme? in MICHEL Franck, *Tourismes Touristes Sociétés*, L'Harmattan : Paris. pp. 107-126.

VAN DEN BERGHE Marten, 2009, *Rural child labour in Peru. A comparison of child labour in traditional and commercial agriculture*, International Research on Working Children (IREWOC) : Amsterdam.

VAN DEN BERGHE Pierre, 1992, « Tourism and the ethnic division of labor » in *Annals of Tourism Research*, Vol. 19, New York : Pergamon Press Ltd. pp. 234-249.

Mémoires et thèses

GALVIN Marc, 2004, *La connaissance métisse. Une analyse de la politique des connaissances traditionnelles au Pérou*, Thèse de Doctorat à l'IUED (Genève).

GEORGE Antoine, 2004/2005 , « Q'ero y el turismo. ¿Factibilidad del turismo para la Nación Q'ero? », Diploma de formación continua en los estudios de desarrollo, IUED (Genève) et CBC (Cusco).

TERRY Cristian, 2009, *Le textile andin à l'heure du tourisme : continuité, renouvellement et enjeux économiques et culturels. Le cas de la « renaissance textile » dans la communauté quechua de Chawaytiri*, Mémoire de Licence ès Sciences sociales, Université de Lausanne.

Sites internet

Cartes du Pérou et du département de Cusco

jsa.revues.org/document484.html

ONG ANDES

<http://www.andes.org.pe/>

http://www.andes.org.pe/acerca_de_andes.php

; http://www.andes.org.pe/module_001.php

Parque de la Papa (PdP)

<http://www.parquedelapapa.org/>

http://www.parquedelapapa.org/esp/02somos_03.html

http://www.parquedelapapa.org/esp/03parke_04.html

http://www.parquedelapapa.org/esp/04paketes_03.html

http://www.parquedelapapa.org/esp/04paketes_01.html

<http://www.parquedelapapa.org/esp/mapa.html>

<http://www.papamanka.org/Recetas-Tradicionales.php>

Centre International de la Pomme de terre (CIP)

<http://www.cipotato.org/>

Statistiques du tourisme au Pérou et dans la région de Cusco

<http://www.mincetur.gob.pe/newweb/Default.aspx?tabid=3459>

<http://www.americaeconomia.com/negocios-industrias/peru-llegada-de-turistas-internacionales-finalizara-2010-con-expansion-de-11>.

Organisations internationales (OMT, ONU, etc.) et tourisme

<http://unwto.org/fr/content/pourquoi-le-tourisme>

http://www.unwto.org/develop/index_f.php

<http://www.actualites-news-environnement.com/25223-partenariat-mondial-tourisme-durable.html>

PromPerú (MINCETUR)

<http://www.promperu.gob.pe/>

<http://www.peru.info/peru.asp>.

<http://www.peru.info/es/el-peru-en-los-medios-Medios-1-pub>

Tourisme Rural Communautaire (TRC) : définitions, destinations, table rondes, etc.

<http://www.turismo20.com/forum/topics/turismo-rural-comunitario-en>

http://www.turismoruralperu.org/index.php?fp_verpub=true&idpub=66&fp_mnu_id=65

<http://www.tourrural.net/inicio.htm>

<http://www.tourrural.net/amaru.htm>

http://ogd-cusco.ning.com/notes/TALLER_de_REDES_en_TURISMO_RURAL_COMUNITARIO

<http://www.mincetur.gob.pe/innovatrc/index.htm>

Documentaire sur les propriétés nutritives du cochon d'inde

<http://www.onu.org.pe/Publico/infocus/alimentacion.aspx>

Conversion monétaire

<http://www.mataf.net/fr/conversion/monnaie-PEN>

Banco de Reservas del Perú (BCRP) : statistiques

<http://estadisticas.bcrp.gob.pe/>

Participation du Parc au projet Svalbard

http://www.ANDES.org.pe/module_svalbard_en.php

<http://elcomercio.pe/planeta/714744/noticia-unas200-semillas-papas-nativas-seran-conservadas-artico>

http://www.eurekalert.org/pub_releases_ml/2011-02/aaft-q_2021411.php

Activité d'artisanat textile traditionnel

<http://awanakancha.com/about.html>

<http://www.textilescusco.org/> (Centre de Textiles Traditionales del Cusco)

Corredor Puno-Cusco

<http://www.corredorpuno-cusco.org/>

Table des tableaux

Tableau 1: Indicateurs socio-économiques dans le Parque de la Papa (2003/2004). pp. 21-22.

Tableau 2: Les acteurs touristiques du PdP (ATP) selon leurs prestations touristiques. pp. 35-37.

Tableau 3: ATP selon le type de prestation, le nombre de personnes/familles concernées et la communauté d'appartenance. pp. 39-41.

Tableau 4 : Distributions des prestations touristiques des ATP selon les communautés du PdP. pp. 41-43.

Tableau 5: Revenu brut 2009 estimé par groupe d'ATP. pp. 63-64.

Tableau 6 : Quelques éléments faisant partie de l'inversion et des dépenses effectuées par certains groupes d'ATP. pp. 65-66.

Tableau 7 : Revenu individuel par groupe d'acteurs touristiques locaux et certains facteurs influant sur celui-ci. pp. 69-71.

Tableau 8 : « Vitesse de rotation » variable selon certains groupes d'ATP. pp. 71.

Tableau 9 : Fluctuation de l'apport des *colectivos* au *Fondo comunal* (2007-2010). pp. 73.

Tableau 10 : Distribution du *Fondo comunal* (2008-2010) selon les communautés du PdP. pp. 81.

Tableau 11 : Investissement et dépenses faits à l'aide du Fondo comunal selon les communautés du PdP. pp. 83

Tableau 12 : Quelques activités capitalistes de type touristique et non touristique réalisées parallèlement à l'agro-écotourisme. pp. 91.

Table des figures

Figure 1.1 : Carte du Pérou et du département de Cusco. pp. 24.

Figure 1.2 : Situation géographique du *Parque de la Papa*. pp. 25.

Figure 2 : Distinction entre *tourisme hors du PdP*, *tourisme dans le PdP* et *tourisme du PdP*. pp. 30

Figure 3.1 : Evolution des touristes du PdP (2008-2010). pp. 31.

Figure 3.2 : Pourcentage des touristes du PdP par an (2008-2010). pp. 31.

Figure 3.3 : Evolution des visites (touristiques et non touristiques) du PdP (2008-2010). pp. 32.

Figure 3.4 : Variabilité mensuelle des visites touristiques (2008-2010). pp. 33.

Figure 4 : Organisation du PdP, ses *colectivos económicos* et d'autres acteurs locaux lié à l'agro-écotourisme du Parc. pp. 34.

Figure 5 : Exemple de l'application du système rotatif de participation des ATP durant l'activité d'agro-écotourisme. pp. 38.

Figure 6 : Processus « en amont » et « en aval » rendant possible le tourisme du PdP. pp. 45.

Figure 7 : Carte touristique du PdP avec circuits, routes et services offerts aux visiteurs. pp. 47.

Figure 8 : Hiérarchie des groupes d'ATP bénéficiaires de l'agro-écotourisme selon la fréquence des visites touristiques. pp. 51.

Figure 9 : Evolution des prix des visites selon le nombre des touristes (selon les tarifs pour 2011). pp. 53.

Figure 10 : Les trois sources financières du *Fondo comunal*. pp. 78.

Figure 11 : Estimation annuelle du pourcentage du *Fondo comunal* dû à l'agro-écotourisme du Parc (2008-2010). pp. 79-80.

Figure 12: Mécanisme de distribution du *Fondo comunal* bénéficiant à l'ensemble de la communauté. pp. 84.

Figure 13: Participation de l'agro-écotourisme dans l'économie paysanne du Parc. pp. 90.